

GRATUIT - ISSN: 2267-0785

Histomag

39-45

LA SECONDE GUERRE MONDIALE PAR DES PASSIONNES POUR DES PASSIONNES - NUMERO 97

Les PAYS BALTES

dans la Seconde Guerre mondiale

Avec la participation de :

Prosper Vandenbroucke, Albert Gilmet, Gilles Thomas, Rémy Scherer, Grégory Haffringues, Patrick Fleuridas...

ISSN 2267-0785 0,00 €



9 772267 078009



N° 97

1939/1945 LES PAYS BALTES

DANS LA TOURMENTE.

Editorial

Fidèles lecteurs,

C'est avec un immense plaisir que toute l'équipe d'Histomag vous présente une nouvelle étape de son tour d'Europe. Après la Roumanie et les rives de la mer Noire nous vous donnons rendez-vous sur la mer Baltique.



Mais avant de parler du dossier, j'aimerais vous rappeler que cette année notre forum Le Monde en Guerre innove un nouveau concept d'histoire parallèle. En effet, à 80 ans d'écart, nous suivons le déroulement de la guerre mois par mois. Depuis son récent lancement, il a l'air d'emporter votre adhésion et pour cela nous vous en remercions.

Pour revenir au dossier d'Histomag et puisque nous parlons des commémorations, il y a trente ans, les Lituaniens, les Lettons et les Estoniens formaient une chaîne humaine appelée la voie balte pour "célébrer" le 50e anniversaire du pacte Molotov-Ribbentrop signé le 23 août 1939, scellant le destin des trois petites républiques baltes. Cette chaîne humaine de deux millions de personnes, s'étalant sur 687 km reliait les trois capitales, Tallin, Riga et Vilnius. Le rideau de fer commençait à s'ébranler, la Hongrie avait été le premier pays à le démanteler à partir de mai 1989, suivront ensuite les autres pays du pacte de Varsovie, trouvant son point culminant avec la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989. Les pays baltes attendront encore deux ans pour obtenir leur indépendance en août 1991.

Avant d'entamer la présentation du dossier, Daniel Ruelens animateur de la chronique « Vu sur le forum » rapportera l'analyse de clichés d'une colonne blindée photographiée dans les Flandres. Prosper Vandenbroucke débute le dossier balte avec l'occupation soviétique de 1939 suivie par l'arrivée des Allemands qui au grand désespoir des populations ne restaureront pas l'indépendance si chèrement acquise en 1918. A mon tour, je présente une unité de soldats estoniens qui a combattu sous l'uniforme finlandais durant la Guerre d'Hiver et qui poursuivra la lutte avec la Guerre de Continuation. Notre spécialiste de l'aviation Gregory Haffringues s'est penché sur une unité aérienne clandestine, le groupe Buchmann. Quant à la marine, Prosper a rédigé un article particulièrement intéressant sur son activité avec les Alliés. Un article reviendra sur le sort des Juifs des pays baltes, terrain de chasse de l'Einsatzgruppe A, tiré du website Terre Promise. Le sujet suivant est consacré aux unités baltes servant dans la Waffen-SS et, pour clore le dossier, les

Frères de la Forêt, l'histoire de ces partisans baltes qui ont mené la vie dure à l'occupant soviétique durant une dizaine d'année après la fin de la guerre.

Comme il est d'usage, notre webzine contient une seconde partie aux sujets très divers. Jacques Rennes nous livre son témoignage sur la fabrication des fuselages de LeO 45, dans les carrières de Saint-Leu d'Esserant. Les souterrains il en est question avec l'histoire de la défense passive de Paris de Gilles Thomas. L'article suivant concerne l'activité du service des douanes qu'on a souvent oublié dans l'histoire de notre pays, une étude minutieuse menée par Rémy Scherer. Pour terminer, nous quittons la France pour évoquer les soldats d'origine nippone qui ont combattu avec l'armée US en Italie et que l'on retrouve ensuite en France, épopée retracée par Albert Gilmet.

Ce numéro n'aurait pu être réalisé sans l'aide de Jean Cotrez et Daniel Ruelens qui contribuent avec leurs articles et participent également à la relecture sans oublier Patrick Fleuridas qui est chargé de la tâche la plus ardue, la mise en page. Un remerciement chaleureux aux divers contributeurs dont je salue les articles qui sortent des sentiers battus. Merci à vous qui nous lisez et soutenez, faites vivre ce numéro en attendant le prochain.

PS : n'hésitez pas à me contacter par pm (alfa1965) ou un autre administrateur du forum pour proposer un sujet. Il sera lu avec beaucoup d'attention.

Alexandre SANGUEDOLCE



Le clocher de la Basilique Saint-Pierre de Riga en flammes après des tirs répétés de l'artillerie allemande le 29 juin 1941.

Saint-Pierre est une église évangélique luthérienne de Riga, la capitale de Lettonie, dont elle est l'un des symboles les plus connus. Les premiers documents en faisant mention datent de 1209. Sa tour mesure 123,5 m, dont 64,5 m pour la flèche.

La basilique St Pierre, fut gravement endommagée pendant la Seconde Guerre mondiale - la tour, le toit, une partie de l'église ont été détruits ainsi que tout l'équipement intérieur. Une reconstruction systématique fut lancée en 1954.

En 1997 l'église est classée dans la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Sommaire

- 1 : Vu sur le forum, par Daniel Ruelens.**
- 2 : L'occupation soviétique puis allemande des Pays Baltes, par Prosper Vandenbroucke.**
- 3 : Les volontaires estoniens sous l'uniforme finlandais, par Alexandre Sanguedolce.**
- 4 : les Frères de la Forêt par Alexandre Sanguedolce.**
- 5 : Le groupe Buchmann, par Grégory Haffringues.**
- 6 : La Marine marchande lettone de 1941 à 1945, par Prosper Vandenbroucke.**
- 7 : L'extermination des Juifs.**
- 8 : La 20.Waffen-Grenadier-Division der SS (estnische Nr.1) par Alexandre Sanguedolce.**
- 9 : Fuselages de LeO 45 à St-Leu d'Esserant, par Jean-Philippe Mathieu.**
- 10 : Service des Douanes de 1939 à 1945 par Rémy Scherer.**
- 11 : La défense passive à Paris, par Gilles Thomas**
- 12 : Des japonais dans l'US Army en Italie et en France par Albert René Gilmet.**

1 : Vu sur le forum.



SEPI nous a soumis une intéressante série de photos prises par un *Panzerschütze* au cours de la campagne de mai 1940.

La photo qui permet de démarrer la recherche sur une base solide nous montre un *Panzer.III*, à l'arrêt, à la sortie d'un hameau typique des Flandres. Le char est suivi par un, voire deux *Panzer.II*, et dépassé par des troupes en marche et une colonne d'artillerie hippomobile tractant au moins un *10,5cm leichte Feldhaubitze 18*.



Un examen attentif du Panzer à l'avant-plan permet d'identifier le signe tactique de la *3.Panzer-Division* (trois traits verticaux surmontés d'un trait horizontal, tous de couleur jaune et repris sur la photo ci-dessus).

La *3.Pz.-Div.* est une des deux divisions blindées du *XVI.Panzer-Korps* franchissant la Meuse à Maastricht et pénétrant en Belgique par le canal Albert le 10 mai 1940. La division traverse alors le royaume et pénètre en France au sud de Maubeuge avant de remonter par le « *Corridor des Panzer* » vers Hazebrouck et la poche de Dunkerque.

La photo suivante nous emmène justement sur la Route Nationale 16, en direction d'Hazebrouck, et plus précisément à Lillers, où la disposition des lieux n'a pas beaucoup changé. Le *Panzer* ici photographié appartient à la *8.Kompanie* comme l'indique le numéro 823 que l'on aperçoit au-dessus du réservoir.



Lillers sur le tracé de l'ancienne RN16 (Google Map)

Deux autres *Panzer.III* sur la photo ci-dessous, dont l'un au moins appartient également à la *8.Kompanie* tend à penser que le photographe appartient à un équipage de chars de cette même compagnie.



Ci-dessous une autre photo a été prise à Merville, entre Lillers et Hazebrouck.

Dévastée par les combats, comme en attestent les dégâts causés aux bâtiments et l'abandon d'une chenillette Lorraine 37L et ses remorques... Photo actuelle des lieux, la pharmacie qui fait toujours le coin de la Place de la Libération est reconnaissable et permet de situer l'endroit.



La pharmacie de nos jours. (photo google map)

Avec la photo ci-dessous, nous sommes au-delà de la bataille de Dunkerque dans le temps et l'espace puisqu'il s'agit fort probablement de la région de Nogent-sur-Seine (garage de la SNC, « Société Nogentaise de Carburants ») où la *3. Panzer-Division* franchit la Seine aux environs du 13 juin 1940. Les Panzer poursuivront leur chevauchée infernale de-là jusqu'à la frontière suisse... On y voit cette fois un *Panzer.IV*, toujours de la *8. Kompanie* (char n°802) défilant devant un groupe de prisonniers français rassemblés au centre d'un carrefour.

La dernière photo proposée nous ramène en Allemagne. La campagne de France est terminée et la *3. Pz.-Div.* regagne ses cantonnements en passant par Saarbrücken comme en atteste l'enseigne « *Elitzer Rahmen Bilder* » (un fabricant de cadres). La société, devenue galerie, existe toujours ! Des grappes de *Panzerschützen* sont juchées sur leurs montures et traversent victorieusement la ville !



Panzer IV ausf A (photo Pinterest.com)

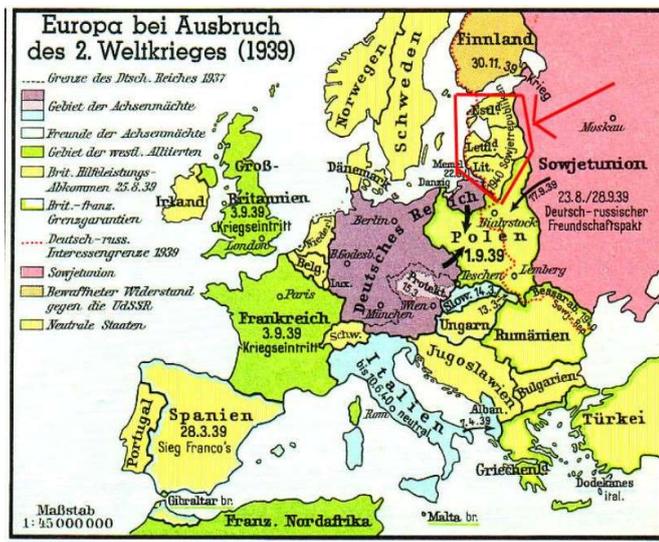
Auteur : Daniel Ruelens.

Le fil de cette recherche peut être retrouvé ici :

<https://www.39-45.org/viewtopic.php?f=51&t=50587>

Avec la collaboration de SEPMI, Prosper Vandenbroucke, Alfred, Dog Red, brehon, Didier, RoCo, kfranc01, iffing, Loïc Charpentier, JARDIN DAVID,

2 : L'occupation soviétique et allemande des pays baltes.



Les pays baltes en 1939.



A la fin des années 1930, des négociations secrètes entre A. Hitler et Staline, mena à la perte de l'indépendance pour les pays baltes (Lettonie, Estonie et Lituanie)

Les états baltes firent les frais du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en étant, en premier lieu, le pion de l'Union Soviétique laquelle ne voulut pas un dispersement et une mainmise du III^e Reich sur de nombreuses régions situées à l'Est, par ce même III^e Reich ensuite, lequel en fit des états satellites à sa solde.

Les états baltes souffrirent néanmoins de nombreuses pertes civiles dues aux déportations et à l'incorporation de certains de leurs citoyens dans les légions étrangères allemandes.

Les prémices d'une résistance envers les occupants, débutée dès 1939, prirent leurs essors principalement en 1944 lorsque de nombreux citoyens firent face à l'oppression.

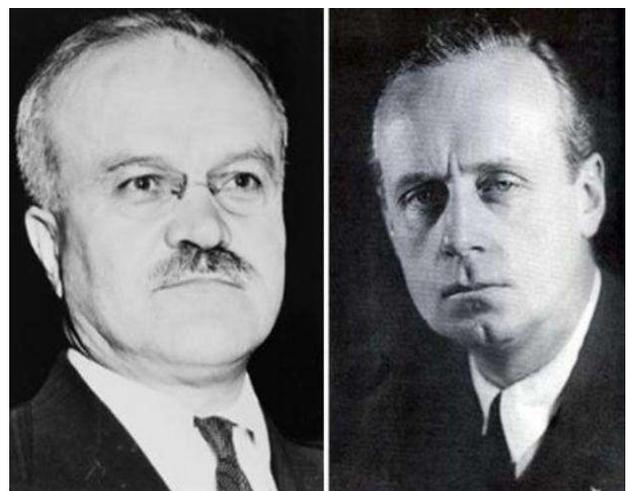
Nonobstant le fait que la Lettonie et l'Estonie firent savoir à Moscou leur désir de rester indépendant et neutre, le pacte de non-agression signé entre Molotov et Ribbentrop scella le sort des états baltes lesquels furent occupés manu militari par l'Union Soviétique dès 1940. Ils restèrent cependant indépendants mais avec des gouvernements fantoches favorables à l'Union

Soviétique. Les Présidents lettons et estoniens (respectivement M. Ulmanis et M. Pats) furent déportés immédiatement en U.R.S.S, tandis que les Président de la Lituanie (M. Smetona) parti en exil volontaire.



Le Président de la Lituanie, Ulmanis.

Le système bancaire et le système de transport, l'industrie et les mines devinrent la propriété de l'état communiste. Plus aucun citoyen ne pouvait être propriétaire. Tout revint à l'état et le Rouble devint la seule devise autorisée dès le 1 janvier 1941.



V. Molotov (à gauche) et J. von Ribbentrop.

La vie durant l'occupation soviétique :

Staline assura les états baltes d'une présence militaire soviétique minime mais son intention réelle fut l'annexion pure et simple des trois pays. Pour concrétiser son désir d'annexion, il fit en sorte que les états baltes furent accusés de conspiration et de former une alliance militaire antisoviétique et ce fut le catalyseur pour envoyer une force militaire soviétique de grande importance afin de briser toute résistance.

L'église catholique fut persécutée par le régime soviétique et fut forcée de céder toute sa propriété. Des séminaires et monastères furent convertis en casernement pour les troupes soviétiques et toute forme de croyance fut bannie des écoles sous la menace d'expropriation. S'en suivirent des déportations de masse lorsque l'Union Soviétique renforça sa propagande de masse athée sur tout le territoire balte.

La police secrète NKVD commença ses opérations de déportations en juin 1940 et +/- 300 personnes disparurent mensuellement sans laisser de traces.

Au 22 juin 1941, on dénombra près de 60.000 disparitions en Estonie, 35.000 en Lettonie et près de 34.000 en Lituanie. Nombreux furent les déportés qui moururent lors de leur transfert vers des camps de travail.

L'occupation allemande :

Lorsque le 22 juin 1941, l'Allemagne attaqua l'URSS, elle rencontra peu d'opposition soviétique. La Lituanie fut conquise en 3 jours, Riga (Lettonie) tomba le 1 juillet 1941 et Talinn (Estonie) le 28 août 1941.

La Lettonie, l'Estonie et la Lituanie mirent en place de nouveaux gouvernements dans l'espoir que ceux-ci seraient reconnus par la nouvelle domination allemande. Hélas ce ne fut pas le cas lorsque le 28 juillet 1941 les états baltes furent incorporés au Reich (ainsi que la Biélorussie) et que fut nommé Hinrich Lohse en tant que "*Reichskommissar*" pour le "*Ostland*" (dénomination des états baltes).

Voir Biographie de H. Lohse dans l'article sur la Shoah.



Hinrich Lohse

Le Mark allemand fut introduit (à la place du Rouble) en tant que monnaie en date du 26 juin 1942 et le Reich fit main basse sur toutes les propriétés saisies par l'U.R.S.S.

Le rationnement fut instauré d'autant plus que le marché noir se voulait florissant. Quelques journaux firent leur réapparition bien que sous contrôle allemand et les églises furent de nouveau tolérées bien que légèrement en Estonie et en Lituanie mais pas en Lettonie. Tout comme dans tous les pays occupés par le III^e Reich, une loi sur le travail obligatoire fut instaurée dans les états baltes. On peut estimer que 126.000 baltes âgés de 18 à 45 ans furent concernés et transportés en Allemagne, tout comme certains (pour échapper au travail obligatoire) s'engagèrent volontairement au début, forcés par la suite dans les légions étrangères de la "Waffen SS". Ceci concerna la Lettonie et l'Estonie. Une tentative allemande pour lever une unité Lituanienne échoua.

De nombreux thèmes seront abordés dans le présent magazine, aussi vais-je laisser la place aux autres auteurs et je vous souhaite une très bonne lecture.

Auteur: Prosper Vandebroucke

Bibliographie:

Andrew Ezergailis, "War Crimes evidence From Soviet Latvia," Nationalities Papers, volume XVI (Fall 1988): 209-222

August Rei, The Drama of the Baltic Peoples (Finland: Publishing House Kirjastus Vaba Eesti, 1970), 259-353

Boris Meissner, "The Baltic Question in World Politics," The Baltic States in Peace and War (The Pennsylvania State University Press, 1978), 139-148

Dennis J. Dunn, "The Catholic Church and the Soviet Government in the Baltic States, 1940-41," The Baltic States in Peace and War (The Pennsylvania State University Press, 1978) , 149-158

Georgy A. Kumanev, "The Nazi Genocide of the Jewish Population on the Occupied Territory of the USSR," Soviet Jewish Affairs volume 21(Summer 1991) : 59-68

Nicholas Lane, "Estonia and It's Jews: An Ethical Dilemma," East European Jewish Affairs volume 25(Summer 1995) : 9-15

Romuald J. Misiunas and Rein Taagepera, The Baltic states Years of Dependence 1940-1980 (Berkeley, Los Angeles, 1983) , 15-91

Romuald J. Misiunas, "Soviet Historiography on World War II and the Baltic States, 1944-1974," The Baltic States in Peace and War (The Pennsylvania State University Press, 1978) , 173-196

Saulius Suziedelis, History and Commemoration In the Baltic: The Nazi- Soviet Pact, 1939-1989 (Chicago: Published by Lithuanian American Society, 1989) , 17-57

Toivo U. Raun, Estonia and the Estonians (Stanford, California: Hoover Institution Press, 2001) , 174-175

Source Internet :

http://www.conflicts.rem33.com/images/The%20Baltic%20States/weltkrieg2_balt.htm

Sources iconographiques :

http://www.conflicts.rem33.com/images/The%20Baltic%20States/weltkrieg2_balt.htm

<https://geopolicraticus.wordpress.com/2009/08/23/the-molotov%E2%80%93tribbentrop-pact-anniversary/>

http://totalwar-ar.wikia.com/wiki/Hinrich_Lohse

3 : LES VOLONTAIRES ESTONIENS SOUS L'UNIFORME FINLANDAIS



Liés par leurs racines communes finno-ougriennes, de nombreux Estoniens décident de partir combattre en Finlande contre l'ennemi commun : l'Union Soviétique. Un premier contingent prend part à la Guerre d'Hiver, il sera rejoint après l'invasion soviétique de l'Estonie par plusieurs milliers d'autres volontaires incorporés dans l'armée finlandaise.

A l'annonce de l'attaque de l'Union Soviétique contre la Finlande le 30 novembre 1939, une soixantaine d'Estoniens décide de rejoindre l'armée finlandaise en traversant à skis le golfe de Finlande, gelé en hiver. Ils sont réunis et incorporés à Lapua dans le *détachement étranger (Osasto Sisu* ou en abrégé *Os.S)*, unité qui rassemble les volontaires étrangers provenant de Scandinavie, Grande-Bretagne, Hongrie ou Amérique du Nord. L'arrêt des hostilités le 12 mars 1940 durant la période d'entraînement ne permet pas aux volontaires estoniens de combattre sur la ligne de front.

Le groupe de reconnaissance ERNA :

Après l'occupation de l'Estonie par l'URSS le 16 juin 1940, de nouveaux volontaires traversent à bord de canots le golfe de Finlande pour rejoindre leurs compatriotes qui sont demeurés sur le sol finlandais après la Guerre d'Hiver. Une petite unité est mise sur pied, équipée et habillée par l'armée finlandaise : le groupe de reconnaissance ERNA (*Erna luuregrupp*). Son chef est un officier supérieur estonien, le colonel Henn Ants Kurg. Une soixantaine de volontaires triés sur le volet, reçoivent une instruction militaire de haut niveau : parachutisme, recueil de renseignement, transmissions, techniques de guérilla...



La légende précise : Saboteurs du bataillon estonien Erna. Juillet 1941. La photo vient d'un site soviétique. (WWW.runivers.ru)

Le 10 juillet 1941, quarante-deux hommes arrivés par vedettes rapides débarquent en Estonie, d'autres sont parachutés. Ils se cachent dans les marais de Kautla à 60 km au sud-ouest de Tallinn, rejoints par les Frères de la Forêt. Le 31 juillet, alors que les bataillons de destruction du NKVD exécutent systématiquement les fermiers et brûlent leurs fermes de Kautla, le groupe de reconnaissance intervient mettant fin aux exactions des Soviétiques. Assiégé dans les fermes environnantes il parvient à rompre l'encerclement, évacuant 2000 civils terrorisés. A l'arrivée des Allemands, l'unité travaillant pour le compte de l'*Abwehr* est réorganisée et devient le Bataillon Erna I, intégré au

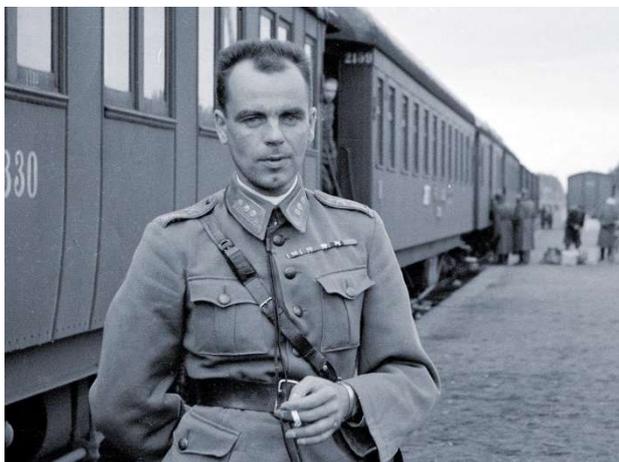
311. Infanterie-Regiment (217. Infanterie-Division).

Après une dernière réorganisation sous l'appellation Erna II, le bataillon prend part à la libération des îles estoniennes du golfe de Finlande avant d'être finalement dissous le 10 octobre 1941.



Soldats estoniens durant la guerre de continuation.

Les Estoniens demeurés en Finlande participent à la Guerre de Continuation dans l'armée finlandaise. Ils sont rassemblés dans le 3eme bataillon du JR .47 (*Jalkaväkirykmentti 47* ou 47e Régiment d'Infanterie) en 1942. Le bataillon (surnommé le bataillon Vallila du nom d'un faubourg d'Helsinki) est commandé par le major Claës Gripenberg, neveu du maréchal Mannerheim.



Le major Claës Gripenberg.

A partir de 1943, de nombreux Estoniens refusent de s'enrôler dans la légion estonienne (*Estonische SS-Legion*) ou les unités contrôlées par les Allemands comme les *Schutzmannschafbataillonen* (*Schuma*)



Bureau de recrutement allemand pour la Légion estonienne. Il n'y aura que peu de volontaire à rejoindre cette unité.

ainsi que d'aller travailler en Allemagne pour l'industrie de guerre du IIIe Reich.

Ils traversent le golfe de Finlande pour rejoindre les rangs de l'armée finlandaise. Mannerheim accepte la création d'un régiment composé d'Estoniens et le *Jalkaväkirykmentti 200* (ou JR 200) voit le jour le 18 février 1944. Il est commandé par un officier finlandais parlant estonien, le lieutenant-colonel Eino Kuusela. L'unité qui compte 3400 hommes est composée de deux bataillons à quatre compagnies :

- I./ JR 200 (major E. Kivelä), ex-III/ JR 47, compagnies 1-4. En garnison à Jalkala.
- II./JR 200 (Lt-colonel V. Savonen), compagnies 5-8, en garnison à Taaveti.
- 13./JR 200; la compagnie de mortiers
- 14./JR 200 (Lt. A. Kann), compagnie antichar, équipée de canons 50 Pst.K/38 et 75 Pst.k/97-38

Le JR 200 est aux dépendances de la 10e division finlandaise (général Johanns Sihvo) du IV Corps (Lt-Gen. Taaveti Laatikainen).

Le 10 juin 1944, après une intense préparation d'artillerie, les Soviétiques lancent leur grande offensive dans l'isthme de Carélie. La 21e armée (Lieutenant-General Dmitri Gusev) du Front de

Leningrad s'élançait sur le flanc gauche du IVe Corps finlandais et perce à Valkeasaari. Le I./JR 200 et le *Jäger Bataillon 1* (*1. Jäger Brigade*) ont pour mission de monter une contre-attaque pour permettre aux Finlandais de se replier derrière la ligne VT (Vammelsuu-Taipale) le 11 juin. Les Estoniens déplorent la perte de 14 hommes, 37 blessés et 58 disparus. Cette deuxième ligne de défense ne peut être tenue après son enfoncement à Kuuterselka par les blindés soviétiques et le 16 juin, Mannerheim donne l'ordre de repli sur la troisième ligne de défense appelée ligne VKT (Viipuri-Kuparsaari-Taipale). Le I./JR 200 se replie avec le IV Corps dans la baie de Viborg (Viipuri en finnois) et se positionne sur la rivière Sorvali pour en empêcher son franchissement.

Le 20 juin, Viborg est évacuée et occupée par l'armée rouge le lendemain. Le II./JR 200 rejoint le front à son tour le 21 juin et le JR 200 est finalement réuni en ordre de bataille le 7 juillet aux dépendances de la 122. *Infanterie-Division* (*Generalmajor* Hero Breusing). L'unité ne dispose que d'une poignée de canons antichars peu efficaces contre le blindage des chars soviétiques.

Elle perçoit des *Panzerfaust* et *Panzerschreck* que Mannerheim avait demandé en urgence et livrés par la voie des airs. La tentative de débarquement de la 59e armée soviétique (lieutenant-général Korovnikov) est un échec. Le JR 200 est repositionné sur la rivière Vuoksi et réorganisé : le capitaine Voldemar Pärin prend le commandement du I./JR 200 et le major Peiker celui du II./JR 200. Bien que la perte de Viipuri porte un coup au moral des Finlandais, l'échec russe du franchissement la baie de Viborg et la victoire de Tali-Ihantala laisse aux Finlandais un peu répit mais le président Ryti envisage de demander un armistice aux Soviétiques.



Voldemar Pärin

Retour en Estonie :

Le 16 août 1944, le JR 200 est autorisé à retourner en Estonie pour participer à la défense du pays. Une grande majorité des volontaires accepte de quitter la Finlande, seuls 150 d'entre eux refusent de

retourner dans leur patrie. Le 18 août, ils embarquent à Hanko à bord du navire Wartheland pour traverser le golfe de Finlande et retrouvent le sol estonien le 19 août à Paldiski.



Groupe de volontaires en partance pour le front.

Les 1752 hommes du JR 200 – dissous – (168 officiers, 162 sous-officiers et 1 422 hommes de troupes) considérés comme « déserteurs » par les Allemands sont incorporés dans la 20. *Waffen-Grenadier-Division der SS (estnische Nr. 1)*. Le 1^{er} bataillon devient le *III/SS-Freiwilligen-Grenadier-Regiment 46 (estnisches Nr. 2)* toujours aux ordres du *Waffen-Hauptsturmführer der SS Pärnin*, le II bataillon est constitué en réserve de la division. L'expérience du front ne nécessite aux volontaires qu'une courte phase d'adaptation aux standards allemands. Le 28 août 1944, le *III/W-Gre.Rgt der SS*, après avoir été transporté en train près de Tartu, participe à la contre-attaque pour éliminer une tête de pont de l'ennemi derrière la rivière Ermajogi. L'opération est une réussite malgré la perte de 170 hommes et vaut à Pärnin la Croix de fer de 1^{ère} classe. Il trouve la mort quelques jours plus tard lors d'un bombardement, le 3 septembre 1944. Il est remplacé par l'*Ostuf. Karl Pärnoja*. Le 17 septembre, les Russes parviennent à franchir la rivière Ermajogi, le bataillon positionné à Pilka subit de lourdes pertes. Les Estoniens sont contraints de se replier vers la Lettonie. Le 23 septembre, Pärnoja rassemble ses hommes, il n'en reste plus qu'une centaine. Il leur annonce que le bataillon est dissous. Les survivants tenteront de gagner l'Allemagne en montant à bord de navires lors de l'opération Aster (*Unternehmen Aster*) le 17 septembre 1944, d'autres poursuivront la lutte jusque dans les années 50 et seront connus sous le nom de Frères de la Forêt.

Les Finlandais ont rendu hommage aux volontaires estoniens en les appelant les fils de la Finlande (*Suomen-pojat* en finnois, *soomepoisid* en estonien)

285 volontaires estoniens sont morts au combat, 178 en Finlande, 107 en Estonie. 467 'fils de la Finlande' ont été déportés par les Soviétiques dans les goulags de Sibérie d'où 101 ne sont jamais revenus.



Le monument sur la colline de Müüks. Une des trois plaques est dédiée à l'action du peloton d'Erna dans la baie de Kolga: "Ici, dans la baie de Kolga, a débarqué le groupe Erna durant l'été 1941" (photo Wikipédia)



Auteur : Alexandre Sanguedolce.

Sources

Carlos Caballero Jurado, Nigel Thomas : *Germany's Eastern allies (2)*. Men at Arms 363 (Osprey Publications) Maart LAAR : *War in the Woods: Estonia's Struggle for Survival, 1944-1956*. The Compass Press

Henrik O. Lunde : *Finland's War of Choice : The Troubled German-Finnish Coalition in WWII*. Casemate.

4 : Les frères de la forêt.

10 années de guérilla antisoviétique dans les pays baltes



Le souvenir de la première occupation soviétique consécutive au pacte germano-soviétique du 15 juin 1940 jusqu'à l'arrivée des troupes allemandes en juin 1941 a laissé un traumatisme dans la population des pays baltes. Elle a subi une vague de terreur avec l'épuration de ses élites, la traque des intellectuels, la persécution du clergé notamment dans la très catholique Lituanie, les expropriations et la collectivisation des terres. Des milliers d'individus sont déportés massivement vers les goulags staliniens ou enrôlés de force dans l'Armée Rouge. Son retour avec dans ses valises le sinistre NKVD n'est pas considéré comme une libération mais comme une seconde occupation.

Des hommes, principalement des fermiers, des conscrits qui ont lutté auprès des Allemands, des déserteurs baltes de l'Armée Rouge se considèrent en sursis. Isolés du reste du monde, ils n'ont qu'une seule alternative, empêcher la soviétisation de leur pays dans l'espoir qu'une intervention armée du « monde libre » puisse restaurer l'indépendance de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie. C'est une vision erronée de la situation politique en Europe avant les accords de Yalta qui ont scellé le destin des trois pays. Les rebelles ne peuvent compter sur l'aide occidentale. Des agents formés par le MI6 (les services secrets britanniques) ont débarqué clandestinement sur les bords de la mer Baltique (opération Jungle) mais grâce à la présence de la taupe Kim Philby infiltrée au sein du MI6, le KGB parvient à démanteler les réseaux de renseignements. Ces partisans sont appelés les Frères de la Forêt. Possédant une excellente connaissance du terrain et habitués à la rigueur des conditions naturelles, soutenus par la population, ils vont mener une lutte sans répit contre l'occupant qui va les traquer impitoyablement pendant une dizaine d'années.

LA LITUANIE :

C'est en Lituanie que la résistance antisoviétique sera la plus acharnée et la plus intense, mobilisant plus de 30 000 combattants organisés et structurés de manière militaire dès 1944. Plus de 100 000 Litvaniens prendront part à la lutte armée sur la période 1944-1955, ce qui représente environ 4% de la population.

Les Frères de la Forêt bénéficient du soutien actif de la population en grande majorité catholique.

Durant l'été 1944, le Mouvement de Résistance National Lituanien est créé afin de reconstituer l'ex-armée et de lutter pour l'indépendance du pays. Si les combattants ne manquent pas d'armes, les cadres, eux, ne sont pas en mesure d'entreprendre un type de guerre pour laquelle ils n'ont pas été préparés : la guérilla et la lutte clandestine. Considérés « ennemis du peuple », ces hommes proviennent de l'ancienne armée lituanienne ou des unités formées et armées par les Allemands. Ils sont fermiers, forestiers et connaissent parfaitement les vastes étendues boisées, véritables refuges naturels. On trouve aussi des intellectuels, des prêtres, des jeunes patriotes qui veulent échapper à la terreur stalinienne. Ils utilisent des pseudonymes pour éviter des représailles à leur famille. Reconnaissables à leurs cheveux longs, les combattants arborent l'ancienne tenue militaire lituanienne.

Les Allemands parachutent des hommes formés dans les écoles de l'*Abwehr* pour effectuer des sabotages ou recueillir des renseignements. Contrairement aux deux autres républiques baltes, peu de volontaires litvaniens ont servi dans la *Wehrmacht* ou la *Waffen-SS*.

Dès l'arrivée en Lituanie du 3e Front biélorusse du général Tcherniakovski durant l'été 1944, l'armée clandestine commence ses opérations de harcèlement. Les batailles rangées contre l'armée rouge sont coûteuses en vies humaines et les Litvaniens ne peuvent compter ni sur l'artillerie, ni l'aviation et les blindés. Pour venir à bout des rebelles, en plus des dizaines d'unités régulières, le commandement soviétique envoie les 2e et 4e divisions de fusiliers du NKVD commandées par le major-général P. Petrov auprès de Mikhail A. Suslov, gouverneur de la Lituanie. Ce dernier qui se comporte en proconsul s'est distingué en procédant à la déportation des Tchétchènes et des Tatars de Crimée qualifiés de traîtres. Il peut aussi compter sur les hommes de la milice communiste lituanienne appelés *istribiteli*. En tout 100 000 hommes sont employés dans cette guerre asymétrique. Les hommes de Petrov à qui

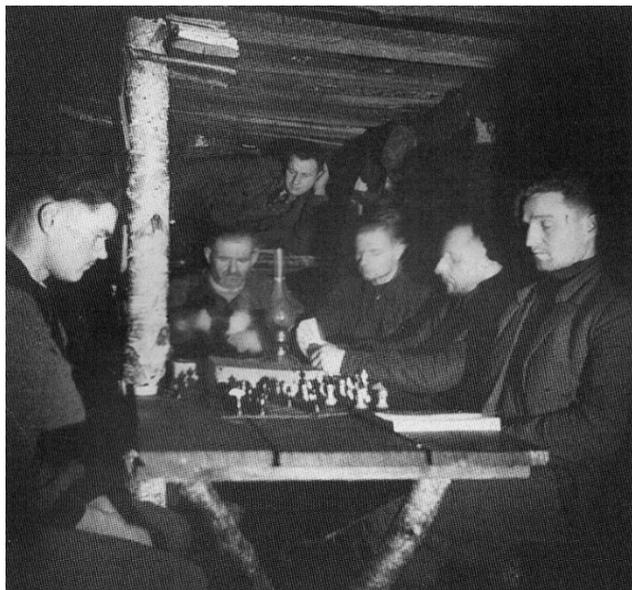
Staline a laissé carte blanche se montrent d'une violence indescriptible, pillant, violant, torturant et assassinant des milliers de civils. La 4e division de fusiliers du NKVD est précédée par une triste réputation pour avoir « remis de l'ordre » dans le Caucase et en Crimée. La répression s'étend aussi sur le clergé avec l'élimination de plusieurs évêques et les paysans qui refusent la collectivisation des terres, accusés d'être des koulaks et envoyés dans les goulags sibériens. Le village de Dzukija est rasé et ses habitants déportés le jour de Noël 1944 à titre d'exemple. Manipulant tour à

tour la carotte et le bâton, l'amnistie ou la terreur, les soviétiques ne parviennent pas à briser la résistance armée. Entre 1944 et 1946, l'Armée Rouge perd plus de 80 000 hommes mais la résistance lituanienne a perdu la moitié de ses effectifs soit 15 000 partisans.



Mai 1949. Groupe de combattants lituaniens.

A partir du printemps 1949, la lutte prend une nouvelle forme. Finies les batailles rangées de plein jour, les rebelles se regroupent en cellules de cinq à quinze hommes. Le jour ils se réfugient dans des bunkers aménagés dans les vastes forêts et sortent le soir pour tendre des embuscades, attaquer des petites garnisons soviétiques, détruire des ponts, des lignes téléphoniques ou liquider des commissaires du peuple et des collaborateurs.



Bunker aménagé sous terre et difficilement repérable.

Entre 1945 et 1952, d'après une estimation, 4000 à 13 000 Lituaniens suspects de coopérer avec les soviétiques sont exécutés.

En 1949, la création du LLKS (*Lietuvos Laisves Kovu Sajudis* ou Mouvement des Combattants pour la Liberté) permet de coordonner toutes ces petites structures en un commandement unique. Un président provisoire de la République libre de Lituanie est nommé : le général Jonas Peimatis. Le pays est divisé en trois régions et neuf districts. Des tracts et des journaux clandestins sont imprimés et distribués parmi la population afin de boycotter les élections. On comptera jusqu'à soixante-dix publications circulant parmi la population. Des représentants du mouvement parviendront à rejoindre l'occident pour informer le

monde libre de la répression et la terreur orchestrées par les soviétiques. Qualifiés de « bandits » par les autorités soviétiques, les rebelles, isolés, sans soutien extérieur, sont traqués par une section spéciale du NKVD, l'OBO (*Osobi Banditskii Otdel*) chargée de recueillir des renseignements parmi la population en passant les villages et forêts au peigne fin. La destruction des forêts par des bombes incendiaires oblige les partisans à abandonner la lutte armée. La collectivisation des terres porte également un sérieux coup aux Frères de la Forêt car les sources de ravitaillement se tarissent et les paysans soumis au régime de terreur soviétique, menacés de déportation en Sibérie hésitent à venir en aide à la résistance.

Les sbires du MVD, l'ancêtre du KGB, grimés en partisans assassinent des civils afin de discréditer le combat pour la liberté et l'indépendance de la Lituanie. Les principaux chefs de la résistance sont capturés suite à des dénonciations comme le plus connu, le colonel Adolfas Ramanaukas. Torturé, il est exécuté par le KGB le 29 novembre 1957.



Adolfas Ramanaukas.

Voyant s'éloigner l'espoir d'un soutien des Occidentaux, la résistance commence à décliner à partir de 1950. Les soviétiques déportent massivement entre 250 000 à 500 000 Lituaniens par familles entières dans les goulags. A leur place, des colons russes sont installés dans les fermes afin de procéder à la russification du pays.

Le mouvement de résistance lituanien a perdu 25 000 à 30 000 combattants entre 1944 et 1953. Les derniers Frères de la Forêt à tomber les armes à la main sont Antanas Kraujelis, le 17 mars 1965 préférant se donner la mort plutôt que de partir en captivité et Pranas Koncius le 6 juillet de la même année. Les deux hommes ont été traqués par le colonel du KGB Nachman Dushanski chargé de la répression contre la résistance. Après la fin de l'URSS, il est recherché par la justice lituanienne et se réfugie en Israël qui refuse de l'extrader.



Antanas Kraujelis.

LETTONIE :

Le cas de la Lettonie diffère de celui de son voisin lituanien qui a levé peu de troupes auxiliaires au service des Allemands. Les Frères de la Forêt lettons sont pour beaucoup des anciens soldats de la 15. *Waffen-Grenadier Division des SS (lettische Nr.1)* et de la 19. *Waffen-Grenadier Division des SS (lettische Nr.2)* recrutés parmi les miliciens des *Schutzmannschaft-Bataillonen (Schuma* en abrégé), la police auxiliaire chargée d'assister l'occupant nazi dans la traque des partisans et dont certains participent aux massacres de masses perpétrés par les *Einsatzgruppen*. Pris au piège dans la *Festung Kurland*, les volontaires lettons qui ne sont pas évacués par la *Kriegsmarine* vers l'Allemagne continuent à se battre avec les autres unités allemandes jusqu'au 9 mai 1945. Après la capitulation du IIIe Reich, le NKVD entreprend de ratisser la Courlande pour rafler les « fascistes ». Connaissant le sort inéluctable qui leur est réservé, la déportation vers les goulags de la Sibérie, beaucoup de Lettons tentent de s'enfuir vers l'Ouest avec des moyens de fortune ou continuent la lutte dans les forêts dans l'espoir de la reconstitution d'un état libre et indépendant grâce à l'appui occidental.

En 1945, la résistance antisoviétique compte 40 000 combattants regroupés dans quatre organisations. Les

partisans utilisent les immenses forêts ou les zones les moins accessibles pour se cacher et mener des opérations de harcèlement à l'instar de leurs homologues lituaniens et estoniens. Ils mènent des opérations conjointes avec ces derniers à la frontière entre les deux pays. Des attentats sont perpétrés contre les officiers de l'Armée Rouge et les collaborateurs du nouveau régime mis en place par Moscou. Des journaux clandestins sont imprimés, des tracts sont distribués. L'Eglise, suspectée d'aider les « rebelles » connaît une vague de répression, des prélats sont arrêtés, torturés, assassinés ou envoyés en Sibérie. Les églises sont fermées, les couvents brûlés, la cathédrale protestante de Riga est transformée en salle de concert.

Des agents sont parachutés ou débarqués sur les rives de la mer Baltique formés par la CIA ou le MI6 pour collecter des renseignements. Infiltrés par des agents doubles et localisés grâce à Kim Philby, la taupe du KGB au sein du MI6, ils sont tous capturés.

En 1947, le NKVD procède à des déportations de masse sans que les partisans puissent s'y opposer. La collectivisation des terres ne permet plus le soutien logistique des fermiers pour l'acheminement de la nourriture. Luttant pour leur survie et opérant dans un milieu hostile, les combattants lettons finissent par déposer les armes en échange d'une amnistie à partir de 1954 avec l'arrivée de Nikita Khrouchtchev à la tête de l'URSS.

En 1995, après une cinquantaine d'années de clandestinité dans les forêts de Lituanie, un homme malade, âgé de soixante-dix ans, se rend à la police. Il s'agit de Jan Pinups, le dernier Frère de la Forêt.

L'ESTONIE :

A l'instar des deux autres pays frères, l'Estonie acquiert son indépendance en 1918. Suite aux accords du pacte germano-soviétique, son territoire est occupé par l'Union Soviétique en juin 1940. Un pacte « d'assistance mutuel » prévoit le stationnement de troupes en Estonie et l'occupation de bases militaires. Prétextant le non-respect de ce pacte, Staline fait occuper les trois pays baltes. Le NKVD va exercer une terreur rouge, pratiquant l'expropriation et la collectivisation des terres, la déportation de masse en Sibérie de 15 000 Estoniens remplacés par des colons russes. Entre août 1940 et juin 1941, 60 000 Estoniens sont liquidés dont 21 000 officiers et soldats de l'armée. Refusant l'enrôlement dans les milices communistes, des milliers de jeunes se cachent ou rejoignent la Finlande. Une petite troupe est créée, l'ERNA ¹ et lors du déclenchement de Barbarossa, des commandos prennent pied en Estonie pour lutter contre l'occupant et renseigner la Wehrmacht. Une légion estonienne est mise sur pied (*eesti leegioni*) futur noyau de la 20. *Waffen-Grenadier-Division der SS (estnische Nr.1)*. Après la rupture du front de Leningrad, l'Estonie devient le théâtre de combats acharnés à Narva puis sur la *Tannenbergstellung* lors de la bataille des SS

européens. A partir de septembre 1944, l'OKH décide l'évacuation de l'Estonie (opération Aster) par Reval. La république estonienne est proclamée. Elle sera éphémère, trois jours seulement. Lorsqu'arrive l'Armée Rouge, le gouvernement provisoire est arrêté. Suite à la découverte de documents de l'Abwehr avec les noms des responsables politiques et des chefs de l'armée clandestine, le NKVD procède à des rafles décapitant la résistance.

Décidés à lutter contre l'opresseur soviétique, 15 000 hommes et femmes rejoignent les forêts qui constituent presque 50% de la surface du pays. Divisés en petites unités mobiles connaissant bien le terrain, les Frères de la Forêt se dissimulent dans des refuges souterrains reliés entre eux par des galeries. Ils mènent des actions

Le NKVD regroupait différentes forces publiques régulières de police de l'Union soviétique. Elle comprenait notamment la police routière, la lutte anti-incendie, les gardes-frontières et les archives. Il est surtout connu pour les activités du Goulag et de Direction principale de la Sécurité d'État, l'ancêtre du KGB. Le 19 mars 1946 il fut transformé en ministère des Affaires intérieures de l'URSS (MVD).

Le NKVD de l'URSS cumulait des pouvoirs policiers et judiciaires. Il comprenait également une section appelée O.S.S.O. qui avait le droit d'ordonner, par simple mesure administrative, la déportation dans les camps de concentration. Ses chefs ne rendaient compte qu'à Staline.

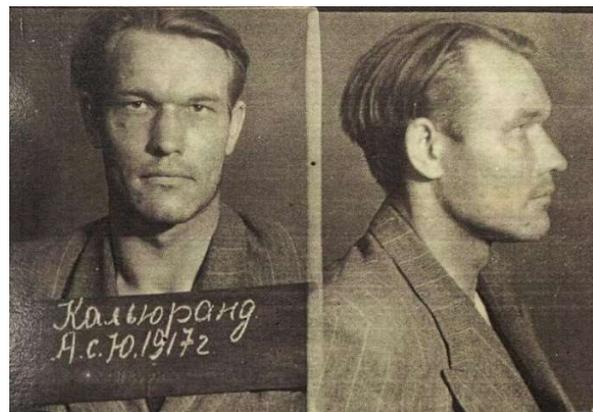
Pour autant la place n'est pas éternelle comme en témoigne la liste de ses différents responsables :

- 10 juillet 1934-
26 septembre 1936 : Guenrikh Iagoda (fusillé le 15 mars 1938)
- 26 septembre 1936-
25 novembre 1938 : Nikolaï Iejov (fusillé le 4 février 1940)
- 25 novembre 1938-
29 décembre 1945 : Lavrenti Beria (fusillé le 23 décembre 1953)
- 29 décembre 1945-15 mars 1946 : Sergueï Krouglov (mort le 6 juin 1977)
- 3 février 1941-20 juillet 1941 : Vsevolod Merkoulou (fusillé le 23 décembre 1953)
- 14 avril 1943-15 mars 1946 : Vsevolod Merkoulou (fusillé le 23 décembre 1953)

contre les unités isolées de l'Armée Rouge en faisant des prisonniers. Les collaborateurs estoniens capturés sont jugés par des Tribunaux de la Forêt et exécutés. Les partisans parviennent à tuer le chef du contre-espionnage en Estonie Abrahamov.

Dans les centres urbains, il existe également de petites entités appelées Frères urbains opérant contre les soviétiques.

Un des chefs les plus prestigieux est Ants Kaljurand. Son nom de guerre est la fourmi terrible. Ayant rejoint la *20. Waffen-Grenadier-Division der SS*, il déserte en septembre 1944 et part se cacher dans les bois où il est arrêté une première fois mais parvient à s'échapper. Il est arrêté le 24 juin 1949 une nouvelle fois, jugé et condamné à mort, il est exécuté à Tallinn le 13 mars 1951.



Ants Kaljurand.

Reprenant une méthode utilisée en Ukraine dans les années 1930, les soviétiques confisquent les denrées alimentaires, provoquant une grave disette dans les villages soupçonnés de cacher ou d'approvisionner les « bandits fascistes ». Les terres sont confisquées et collectivisées.

En novembre 1947, 8468 partisans avaient été tués ou capturés. Décidés à en finir rapidement, le SMERSH, le service de contre-espionnage soviétique créé un réseau d'informateurs afin de localiser les caches des rebelles. Comme dans les autres pays baltes, les soviétiques procèdent à des déportations de masse.

A partir de 1953, pas moins de 93 000 soldats, policiers et miliciens passent au peigne fin les forêts, raflant trois mille rebelles. Ils sont dénoncés par des indicateurs. Ils tombent parfois dans des pièges mortels, avalant de la vodka empoisonnée livrée par des renégats, collaborateurs de la police. En 1955, il ne restait plus que 900 combattants.

Le dernier Frère de la Forêt à tomber est August Sabbe, le 28 septembre 1978 découvert dans le sud du pays. Pour échapper aux agents du KGB lancés à sa poursuite, il se jette dans le fleuve Võhandu et se noie.

Voir l'article sur les volontaires estoniens sous l'uniforme estonien contenu dans ce dossier



Casquette du NKVD et emblème.



Auteur : Alexandre Sanguedolce.

Sources:

Roberto Rosselli, *La Résistance antisoviétique et anticommuniste en Europe de l'Est de 1944 à 1956*. Akribia. 2009.

Mathieu Chillaud, *Stratégies d'insurrection et résistance anti-soviétique. Les « Frères de la Forêt » dans les pays baltes*. CAIRN Info.

Wikipedia.

5 : SONDERSTAFFEL BUSCHMANN



Insigne aviation estonienne

En 1940, la force aérienne estonienne est composée d'une petite quarantaine d'appareils souvent démodés. Après l'annexion du pays par l'URSS, une purge est réalisée au sein des forces armées estoniennes puis elles sont intégrées à l'Armée Rouge.

En juin 1941, les autorités russes décident face à l'avance allemande d'évacuer les Estoniens intégrés aux forces aériennes russes. Mais environ 85 % du personnel (environ 45 hommes) s'échappent vers les forêts pour lutter contre les russes.

Au cours de l'été 1941, les Allemands réfléchissent pour utiliser le matériel et les hommes récupérés en Estonie.

On fait alors appel à un officier (attaché à l'*Abwehr*), Gerhard Buschmann. Il est né à Taillin et a volé en Estonie au sein de l'*Eesti Aeroklubi* avant-guerre.

Dans un premier temps, on pense attacher cette petite force à l'aviation finlandaise mais ce projet n'aboutit pas face aux nombreuses complications finlandaises.

Au cours de l'hiver 1941-1942, environ 200 hommes s'entraînent en attente d'opérations.



Buschmann en uniforme.



Une partie de l'unité.

C'est le 12 février 1942, que la Sonderstaffel Buschmann est constituée comme unité de patrouille maritime et côtière. L'unité est composée d'une quarantaine d'appareils et elle est basée à Ulemiste. Au plus fort de son activité, l'unité compte dans ses rangs 34 Heinkel 50 et 13 Fokker CV, mais aussi 4 PTO 4, 2 RWD-8 (provenant de l'aviation polonaise), des Arado Ar 95...



Fokker CV



RWD-8



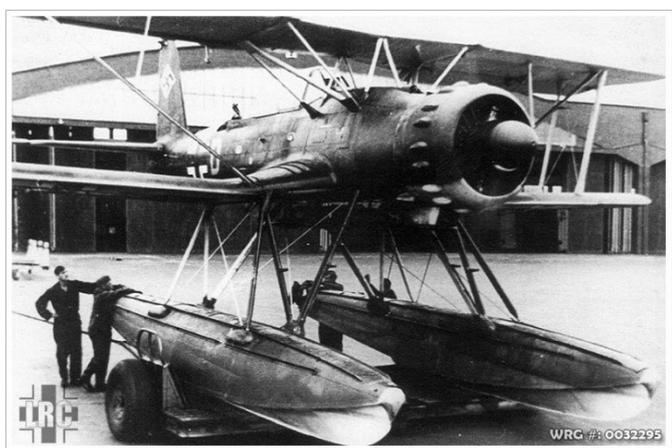
PTO 4 à Ulemiste

Le 11 mars 1942, l'unité effectue sa première mission au-dessus du Golfe de Finlande réalisée par un PTO 4.

Une très bonne coopération naît entre les estoniens et la Kriegsmarine. Les pilotes sont enthousiastes et réalisent d'excellentes performances au cours de leur patrouille.



Arado Ar 95, ci-dessus et ci-dessous.



Remise de décorations à l'escadrille

Mais à l'automne 1942, beaucoup de responsables de la *Luftwaffe*, de la *Kriegsmarine* et même Hitler n'apprécient pas qu'une unité étrangère soit autonome au sein de l'armée allemande.

Plusieurs mois vont se passer et c'est en avril 1943, que l'unité est dissoute et avec son personnel est créé la 16./Aufk.Gr.127 (see), unité de reconnaissance maritime.

Auteur : Grégory Haffringues

Sources :

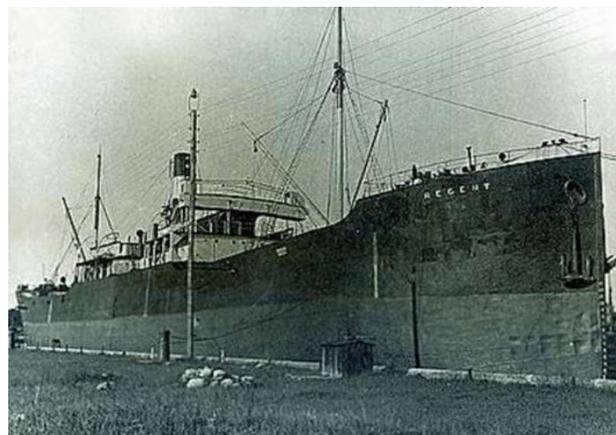
Arro Hendrik, *Eesti lendurid lahingute tules*, Kogumik, Tallinn, 2008.

Humberstone, *Estonian Air Force 1918-1940*, Blue Rider Publishing, 1999

6 : La flotte marchande lettone aux côtés des marines occidentales de 1941 à 1945.



Cargo lettone de la flotte marchande.



Le Régent sera coulé dans la mer des caraïbes le 14 juin 1942.



La Lettonie est annexée par l'Union Soviétique en août 1940 et entre dans la sphère d'influence de Moscou. Elle cesse de ce fait d'exister en tant que nation indépendante. Cela avait été décidé lors du pacte Ribbentrop-Molotov, signé le 23 août 1939. La Lettonie n'a dès lors pas participé à la Seconde Guerre mondiale en tant qu'état souverain.

Cependant si bon nombre de lecteurs s'intéressant à la Seconde Guerre mondiale savent que de nombreux Lettons sont impliqués dans les chapitres les plus sombres de l'histoire européenne ; collaboration avec les nazis et les soviétiques, participation à des crimes de guerre contre divers peuples de la région, y compris le leur entre autres, peu sont cependant au courant du fait qu'une petite flotte lettone (8 navires au total) a participé à des actions de combat dans l'océan Atlantique aux côtés des Alliés occidentaux.

Tous les navires, battant pavillon lettone, combattaient et étaient subordonnés à l'ambassade de Lettonie de Washington et beaucoup de marins lettons appartenaient à des minorités ethniques, Polonais, Russes, Biélorusses, Juifs et autres.

Des représentants officiels soviétiques et les services secrets russes prirent contact avec tous ces marins et officiers lettons et les menacèrent en stipulant que leurs familles, vivant en Lettonie annexée, se retrouveraient dans des camps de concentration s'ils refusaient de baisser le pavillon lettone et de se rendre dans un port soviétique avec leurs navires.

Cependant, pas un seul marin lettone n'accepta cette menace soviétique et tous décidèrent de se battre pour la liberté et contre les nazis.



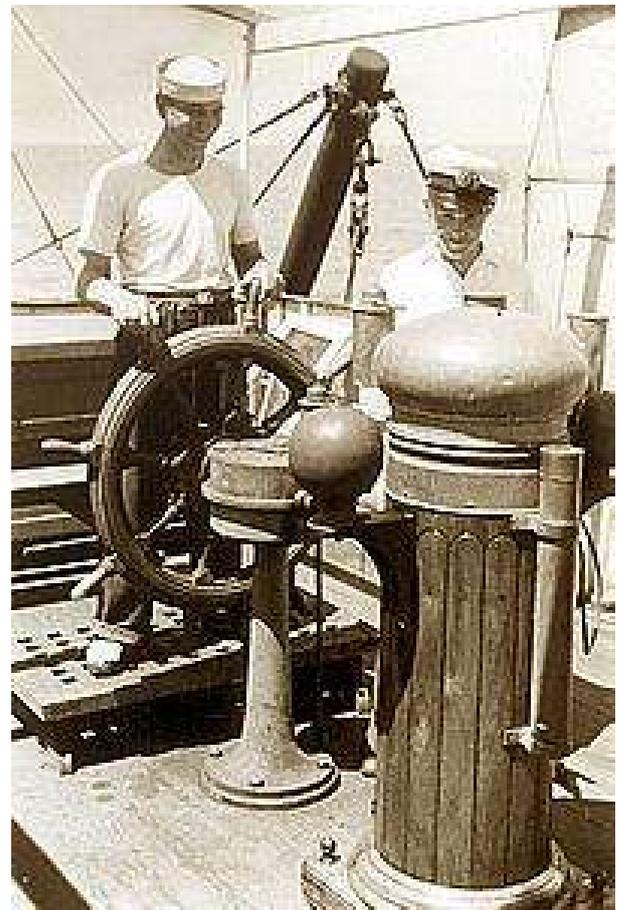
Le navire lettone Abgara, de 4422 t est torpillé par le U-108 le 6 mai 1942 dans l'Atlantique.



Le Cilvaira, 3779 t, torpillé le 19 janvier 1942 près des côtes de la Caroline du Nord par Le sous-marin allemand U-123 commandé par Reinhard Hardegen.



Le marin letton A. Van den Broek du cargo Cilvaira1941.



Le Capitaine R. Peskens en 1941.

De nombreux marins lettons de cette petite flotte, battant pavillon letton, sont morts au combat dans l'Océan Atlantique. Six des huit navires ont été coulés par la Kriegsmarine allemande et ses alliés. Mais ils savaient qu'ils combattaient pour liberté.

Auteur : Prosper Vandenbroucke

Sources :

<http://www.conflicts.rem33.com/images/The%20Baltic%20States/latfreiflot.htm>

WWW.U-boat.net

7 : L'extermination des Juifs dans les pays baltes.

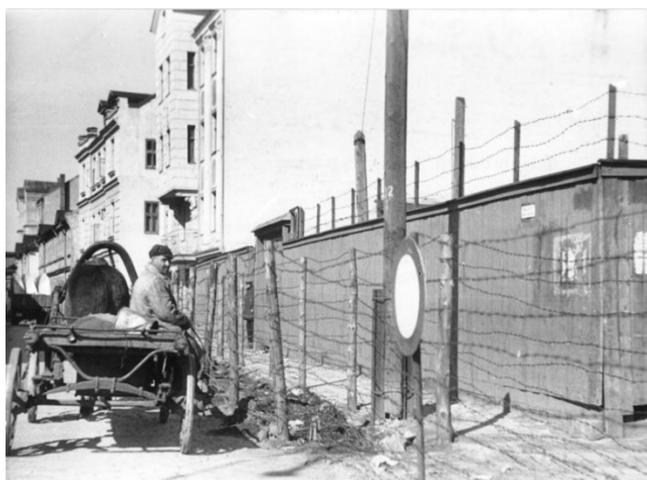


La Shoah en Lettonie

Comme dans les autres pays baltes, la Shoah en Lettonie aboutit entre 1941 et 1945 à la presque extermination de la communauté juive de ce pays, forte de près de 70 000 personnes en juin 1941 lors de l'invasion nazie. Si la Lettonie n'a connu alors que des pogroms limités malgré les incitations nazies, la collaboration active au sein des troupes de police lettone, avec en particulier le *Sonderkommando* du Letton Viktors Arājs, qui a joué un rôle clé dans les exécutions de masse. Il est responsable à lui seul de la mort d'entre 50 000 et 100 000 personnes, juives, communistes. Arājs ne sera condamné qu'en 1979.

Le processus appliqué aux Juifs en Lettonie illustre par ailleurs les hésitations de la politique nazie entre l'exploitation forcée de la main-d'œuvre juive et son extermination immédiate. Enfin, largement ignorée sous le régime soviétique après 1945, elle n'est reconnue en Lettonie que tardivement à partir de 1989.

L'assassinat des juifs de Lettonie comporte deux grandes vagues d'exécutions. La première par des unités de l'*Einsatzgruppe A*, qui commettent le premier massacre de masse en juillet 1941. Fin octobre, 34 000 sont déjà assassinés. A la fin du mois d'octobre, 32 000 Juifs sont enfermés dans deux ghettos à Riga.



Bundesarchiv, Bild 183-N1212-325
Foto: Danath, Heibett | 1942

Ghettos de Riga. Situé en centre-ville, palissades et barbelés séparent désormais la population juive du reste des habitants. Document B.A.

En novembre 1941, Friedrich Jeckeln, officier SS, reçoit d'Himmler l'ordre de liquider les ghettos, pour faire de la place aux déportés juifs d'Allemagne, puis d'exterminer tous les Juifs lettons. Entre le 30 novembre et le 7 décembre 1941, 25 000 Juifs sont assassinés dans la forêt de Rumbula. Durant cette période, les Juifs des ghettos de Dvinsk et de Liepaja sont également assassinés.

Après la fermeture définitive des ghettos en 1943, l'évacuation des derniers camps vers celui de Stutthof se déroule à l'été 1944, puis les marches de la mort de l'hiver 1945 avant l'arrivée des troupes soviétiques.



Bundesarchiv, Bild 146-1970-043-42
Foto: o. Png. | 1939/1940

Gare de Riga, 1942, Hinrich Lohse, à gauche avec des lunettes, et des officiers. Photo B.A.



Liepaja en Lettonie, 15 décembre 1941. Des femmes et des enfants juifs au moment de leur exécution.

Hinrich Lohse, nazi de la première heure en 1923, il devient, le 27 mars 1925, le *Gauleiter* du NSDAP pour le Schleswig-Holstein. Elu député au Reichstag en 1932, il est nommé président supérieur (*Oberpräsident*) de la province du Schleswig-Holstein. En 1942, il devient commissaire à la défense du Reich. Proche de Rosenberg, mais peu apprécié d'Hitler et d'Himmler, Lohse est nommé, le 17 juillet 1941, commissaire du Reich pour les territoires de l'Est. Bureaucrate dans l'âme, il fait préparer par ses bureaux un certain nombre de directives sur la politique antisémite destinée à être appliquée dans le commissariat, et dans le même temps, il souhaite disposer d'ordres écrits de l'ensemble des supérieurs des acteurs opérant sur le terrain, manifestant ainsi son opposition à une tutelle renforcée de la SS sur les territoires soumis à son administration. Partisan de l'enfermement dans des ghettos, il tente de s'opposer aux exécutions des Juifs du Reich. A l'automne 1941, sans remettre publiquement en cause les exécutions massives, avec l'appui de Rosenberg, puis sur des cadres militaires, il émet l'idée de subordonner les exécutions aux impératifs du conflit, tout en interdisant les exécutions dans les régions baltes. Il s'oppose ainsi directement à la SS et aux *Einsatzgruppen*. Ces divergences ne doivent cependant pas faire illusion sur sa politique dans le commissariat. Le 30 novembre 1941, il assiste, avec d'autres hauts responsables des territoires occupés de l'Est, au massacre des 30 000 Juifs du ghetto de Riga. Capturé en mai 1945, il est condamné en 1948 à dix ans de prison, puis libéré pour raisons médicales en 1951. Il décède en 1964.

Ci-dessous, départ de Riga pour les camps de travail forcé à l'Est.



La Shoah en Estonie

Il y avait 4500 à 4 600 Juifs en Estonie en 1937. La moitié d'entre eux vivaient dans la capitale Tallinn, ainsi que près de 4500 à Tartu. Ils bénéficiaient de lois garantissant les droits des minorités culturelles.

Lors de l'invasion du pays par l'Union soviétique en 1940, à la suite du pacte germano-soviétique, une partie de la bourgeoisie juive est arrêtée et déportée en Sibérie. Les organisations juives sont toutes supprimées. Entre le début de l'occupation soviétique et l'invasion de l'Estonie par les troupes allemandes en juin 1941, plus de la moitié des Juifs a déjà disparu du pays.

Dès leur arrivée, les nazis obligent les Juifs à porter l'étoile, confisquent leurs biens. Les Juifs estoniens sont massacrés à la fin de l'année 1941 par les nazis aidés par la police de sécurité estonienne. La synagogue de Tallinn, construite en 1885, est utilisée par les Allemands comme entrepôt et est détruite pendant le raid soviétique sur Tallinn dans la nuit du 9 mars 1944.

Le pays est le premier pays européen déclaré « *Judenfrei* » ce qui signifie sans Juif. Cependant, des camps de travail sont créés où sont déportés les Juifs d'autres pays voisins à partir de 1942. L'avancée des troupes soviétiques en 1944 provoque leur évacuation.



Klooga, Estonie. Une pile de corps prêts pour la crémation, un autre moyen pour faire disparaître les victimes des massacres.

La Shoah en Lituanie

Avant la seconde guerre mondiale, Vilnius était surnommée la « Jérusalem du Nord ». La communauté juive dépasse les 210 000 personnes en juin 1941, au moment de l'invasion du pays par les forces allemandes. Le pays va être contrôlé par le *Reichskommissariat Ostland*, le commissariat du Reich pour les pays de l'Est. Dès le 15 octobre 1941, près de 5 000 Juifs de Berlin, Munich, Francfort, Vienne ou Breslau sont déportés en Lituanie et fusillés par les *Einsatzgruppen* dès leur descente du train : le rapport *Jäger* fait état de leur exécution au fort IX de Kaunas les 25 et 29 novembre. Le 18 octobre, d'autres convois quittent Prague, Luxembourg ou Berlin. Tout le Grand-Reich est donc concerné.

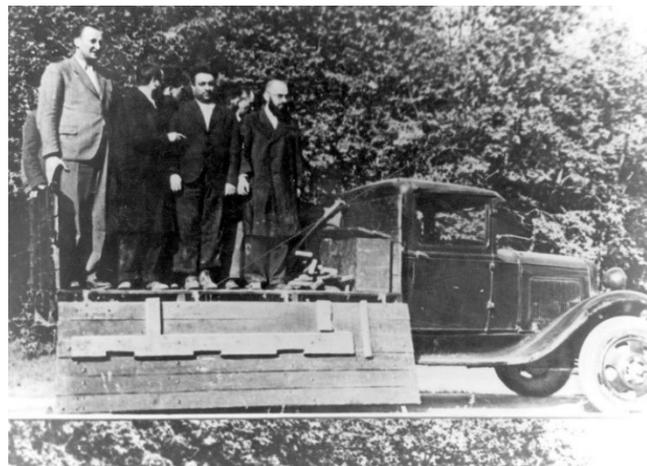
Après les premiers massacres, les survivants, environ 43 000, sont concentrés dans les ghettos de Vilnius, de Kaunas, de Šiauliai et de Švenčionys. Ils sont alors contraints à travailler pour l'industrie militaire allemande.

Le 21 juin 1943, Heinrich Himmler ordonne de vider tous les ghettos juifs et de transférer les survivants dans des camps de concentration. Le ghetto de Vilnius est ainsi détruit, alors que ceux de Kaunas et de Šiauliai sont transformés eux-mêmes en camps de concentration. Les Juifs survivants seront finalement envoyés dans les camps de Stutthof, Dachau, et Auschwitz.

En 1945, seulement 2 000 à 3 000 d'entre eux seront libérés de ces camps. Le taux de génocide des Juifs en Lituanie a atteint entre 95 à 97 %, soit l'un des plus élevés d'Europe.



Ponar, Lituanie. Des Juifs creusent une tranchée dans laquelle ils seront abattus et ensevelis.



Siauliai, Lituanie, 26-29 juin 1941. Des Juifs regroupés avant leur exécution dans les bois.



Carte issue du rapport adressé au RSHA à Berlin par *Stahlecker* en octobre 1941, intitulé «Exécutions des Juifs menées par l'*Einsatzgruppe A*». Selon cette carte, l'estimation du nombre de Juifs tués en Lituanie à cette période est de 136 421.

Auteur : Patrick Fleuridas à partir de yadvashem.org

Sources :

<https://www.yadvashem.org>

B.A.

Wikipedia

<https://howlingpixel.com>

8 : La 20.Waffen-Grenadier-Division der SS (estnische Nr.1)



Après l'ultimatum lancé le 14 juin 1940 par l'URSS sous le prétexte d'occuper des objectifs stratégiques importants, l'armée rouge conduite par le maréchal Semyon Timoshenko franchit les frontières des trois républiques baltes pour procéder à leur annexion. Des gouvernements fantoches soviétiques sont mis en place après des élections truquées. Le NKVD procède à la liquidation ou à la déportation de masse dans les goulags des élites intellectuelles, des prêtres, des officiers de l'ancienne armée nationale et des propriétaires fonciers. On estime que 60 000 Estoniens, 34 000 Lettons et 60 000 Lituaniens ont été déportés en Sibérie ou assassinés conformément à l'instruction Serov (du nom du général-adjoint du NKVD Ivan Serov). La collectivisation des terres et les réquisitions de denrées agricoles poussent les fermiers à se cacher dans les immenses forêts où ils retrouvent les militaires qui refusent l'incorporation forcée dans l'armée rouge. Ils se constituent en unités appelées Frères de la Forêt pour procéder à la guérilla contre l'occupation.



Jun 1941, les troupes allemandes sont accueillies comme des libérateurs par une foule estonienne enthousiaste.

Lors du déclenchement de l'opération Barbarossa le 22 juin 1941, l'arrivée des troupes allemandes du *Heeresgruppe Nord* (*Generalfeldmarschall* Wilhelm Ritter von Leeb) laisse espérer une restauration de l'indépendance des états baltes dans le cadre de la lutte contre le bolchévisme. Mais l'euphorie laisse bientôt place à l'amertume. Les trois pays sont incorporés avec une partie de la Biélorussie (Russland-Nord) dans le *Reichskommissariat Ostland* administré par Hinrich Lohse qui est également *Oberpräsident* du Schleswig-Holstein.

[Voir la biographie de Lohse dans l'article sur la Shoah](#)

Pour mieux assurer les arrières du HG Nord confrontés à la menace des partisans communistes, les Allemands constituent les premiers bataillons d'autodéfense (*Selbschutz*) et de police auxiliaire ou *Schutzmannschaften-Bataillon* (*Schuma* en abrégé). Pour illustrer la collaboration militaire des états baltes avec le Reich et pour des raisons pratiques, seul le cas de l'Estonie est étudié dans le cadre de ce dossier.

Les unités estoniennes au service des Allemands.

Après l'occupation de l'Estonie par l'armée rouge, le pays devient une République Socialiste Soviétique intégrée *de facto* à l'URSS le 6 août 1940. Un gouvernement fantoche est mis en place dirigé par Johannes Vares aux ordres de Moscou. L'ancien président Konstantin Päts est arrêté par le NKVD et déporté en Union Soviétique. L'armée nationale est dissoute et incorporée de force dans l'armée rouge pour former le 22ème Corps de Fusiliers. Des milliers de militaires désertent, des fermiers, des intellectuels, le clergé etc. trouvent refuge dans les immenses forêts et les marais estoniens. Ils se constituent en bandes armées appelées les Frères de la Forêt, menant une guérilla contre l'occupant.

Lorsque débute l'opération Barbarossa, une unité de volontaires estoniens constituée en Finlande appelée groupe ERNA est parachutée en Finlande. Travaillant pour le compte de l'Abwehr, la petite troupe entre en contact avec l'avant-garde de la 18. Armee (*Generaloberts* Georg von Kuchler) le 4 août 1941. Après sa réorganisation en bataillon ERNA II, l'unité prend part aux combats pour la libération des îles estoniennes jusqu'à sa dissolution le 10-11-1941.

Le pays devient un commissariat-général le 5 décembre 1941, administré par le *SA-Obergruppenführer* Karl-Siegmund Litzmann. Il permet la création d'unités d'autodéfense constituées par les Frères de la Forêt appelées *Selbstschutz* en Allemand, *Omakaitse* en estonien et organisées en 13 districts.

Les Estoniens sont autorisés à combattre sous l'uniforme allemand regroupés dans des *Sicherheitsabteilungen* au sein de la 18. Armee. La première formation à voir le jour est l'Estnische *Sicherheitsabteilung 181* (181e groupe de sécurité estonien) suivi par cinq autres numérotés de 182 à 186. Ils sont réorganisés en bataillons (*Ost-Btl*) numérotés de 658 à 665. Ils portent sur la manche droite l'écusson aux couleurs nationales bleu-noir-blanc. Ces bataillons prennent part aux combats sur le front du Volkhov où le major Alfons Rebane commandant le 658. *Btl* se voit attribuer l'EK II le 8 avril 1943 et l'EK I le 9 novembre suivant.



Alfons Rebane en tenue de l'armée estonienne. Né le 24 juin 1908, il intègre l'école de de guerre estonienne et en sort officier. Il sert à bord d'un train blindé. Lors de l'invasion soviétique le 14 juin 1940, il se cache dans les forêts pour échapper aux déportations vers les goulags. Il mène avec d'autres Frères de la Forêt des opérations de guérillas antisoviétiques. Lorsque les Allemands entrent en Estonie, il intègre les bataillons de sécurité et commande l'*Estonische Sicherheistabteilung 184* puis comme major à l' *Ost-Bataillon 658*. Pour son action sur le front de Novgorod, il se voit attribué la Ritterkreuz. Versé malgré sa réprobation dans la *20. Waffen-Grenadier-Division*, il dirige le *Waffen-Grenadier-Regiment der SS 47*. Appelé le Rommel estonien, Rebane signifiant renard, il acquiert une réputation d'excellent tacticien. Après la guerre, il est contacté par le MI6 et prend part à l'opération Jungle (voir article Frères de la Forêt). Il meurt à Augsburg en Allemagne le 8 mars 1976. Le retour des restes de Rebane en Estonie en 1999 et ses obsèques nationales durant lesquels les honneurs militaires lui sont rendus, ont suscité l'indignation de la communauté juive.

Outres ces unités combattantes, les Allemands mettent sur pied vingt-six bataillons de police auxiliaire qui font partis de l'*Ordnungspolizei* appelés *Schutzmannschaften-Bataillon* (*Schuma* en abrégé) numérotés de 29 à 45, 50 et de 286 à 293 suivis du nom de la localité qu'ils président. Les bataillons seront employés sur le front et les meilleurs éléments enrôlés

dans la Légion estonienne. Ils sont employés au sein du *Befehlshaber des rückwärtigen Heeresgebiete* du HG Nord commandé par le général Franz von Roques. Sa mission consiste à traquer et anéantir les bandes de partisans et participer à l'élimination des Juifs dans la zone opérationnelle de l'*Einsatzgruppe A* dirigé par le *SS-Brigadeführer und General der Polizei* Franz Walter Stahlecker.

L'Estonische SS-Freiwilligen Legion (Eesti Leegion)



Affiche de recrutement pour la Légion estonienne.

Le 28 août 1942, anniversaire de la libération de Tallin, le commissaire-général Litzmann autorise la création d'une Légion Estonienne (Eesti Leegion) incorporée à la Waffen-SS. Malgré une intense campagne d'enrôlement, l'afflux escompté de volontaires n'est pas au rendez-vous car les Estoniens comptaient reconstituer l'ancienne armée nationale. Cinq cents recrues, la plupart provenant des *Schuma* arrivent au *SS-Truppenübungsplatz Heidelager* (le camp d'entraînement de Debica), situé dans le Gouvernement Général de Pologne. La levée des classes nées en 1925 permet une sensible augmentation des effectifs passant à 3 375 hommes. L'instruction est menée par des cadres du régiment *Deutschland*. Les opérateurs-radio sont formés à Poznan et les artilleurs antichars à Hilversum. Les officiers estoniens sont sélectionnés pour recevoir une formation aux standards allemands à la *SS-Junkerschule* de Bad Tölz, l'école militaire de la SS.

La légion est commandée par l'*Obersturmbannführer* Franz Ausberger. Elle est constituée d'un seul régiment,

le 1. *Estonische SS Freiwilligen Regiment* sous les ordres du SS- *Standartenführer* Johannes Soodla et est composé de trois bataillons à quatre compagnies. Ce commandement bicéphale risquant de créer des problèmes, la nomination de Soodla au poste honorifique d'inspecteur-général de l'*Estonische Legion* permet d'éviter un conflit de personnalité.

L'Estonisches

SS-Freiwilligen-Panzergranadier-Bataillon "Narwa"



Volontaire estonien du bataillon "Narwa" photographié en Ukraine. Il porte l'insigne de nationalité sur le bras gauche. La bande de bras de type BeVo porte l'inscription Wiking.

Après leur prestation de serment, le 13 février 1943, les premiers volontaires ayant terminé leur cycle d'instruction sont incorporés au 1. *Bataillon* transféré à la 5. *SS Panzerdivision "Wiking"*. Il devient l'*estnisches SS-Freiwilligen-Panzergranadier-Bataillon*

"Narwa" commandé par le SS-*Hauptsturmführer* Georg Ebehardt. La petite unité est composée de quatre compagnies à trois sections. Elle est composée de 973 hommes, 776 Estoniens et 197 Allemands.

- 1. *Komp* : SS-*Hauptsturmführer* Jaan Raudsoo ;
- 2. *Komp* : SS-*Obersturmführer* Herbert Burgdorf ;
- 3. *Komp* : SS-*Obersturmführer* Fritz von Böckmann
- 4. *Komp.* : SS-*Obersturmführer* Alfred Ensman

Le bataillon est rattaché au SS-*Panzergranadier-Regiment 10 "Westland"*. Les Estoniens relèvent les volontaires finlandais du *finnischen Freiwilligen-Bataillon der SS* rappelés dans leur pays.

Le 7 avril 1943, le bataillon transporté en train arrive en Ukraine, contrairement à l'assurance faite par le SS-FHA de combattre en Estonie. Lors d'un bombardement aérien, le bataillon déplore ses premières pertes, cinq tués parmi lesquels l'SS-*Ustuf.* Hermann Schacht.

Le baptême du feu a lieu lors de la bataille d'Izium. Disloqué près du village d'Andrejevka sur le Donets, le bataillon relève la 2ème compagnie de la 46. *Inf.Div.* Le 19 juillet 1943, débute la bataille d'Izium. A 10h00 du matin, les T-34 de la 1ère armée de la Garde (12ème armée) appuyés par l'aviation tentent de franchir la ligne de front tenue par la 3ème compagnie. Retranchés dans les abris et les tranchées, ils repoussent les

blindés à l'aide de mines magnétiques. Une seconde attaque est également repoussée par la Pak estonienne alors que l'infanterie d'accompagnement est fauchée par le tir des armes automatiques. Le 20 juillet, à 10 heures du matin, les Soviétiques repartent à l'assaut. L'SS-*Ostuf* Herbert Burgdorf commandant la 2. *Kompagnie* dirige la défense, parvient à colmater les brèches créées par les chars russes. Les Estoniens subissent de lourdes pertes mais parviennent à tenir les positions grâce à l'intervention des Stukas et des Heinkel HE-111. Le 21 juillet, troisième jour de la bataille d'Izium, l'offensive reprend, une préparation d'artillerie et d'orgues de Staline fauche les avant-postes, l'infanterie soviétique soutenue par les blindés parvient à franchir les positions estoniennes. La plupart des officiers sont tués ou blessés, le SS-*Hauptsturmführer* Georg Ebehardt trouve la mort lors des affrontements. Le SS-*Obersturmführer* Kurt Schmidt, un Autrichien, prend le commandement de l'unité par intérim. Schmidt rassemble tous les hommes en état de se battre, cuisiniers, coiffeurs, secrétaires et forme un groupe de combat. Il mène une contre-attaque et réussit à repousser les Soviétiques. Une nouvelle fois, l'intervention de la Luftwaffe est décisive, les Russes laissent sur le champ de bataille 9000 morts et 115 chars détruits, chiffres probablement exagérés mais révélateurs de l'ampleur des pertes. Les Estoniens déplorent 69 morts et 326 blessés.

Le lendemain 22 juillet, le bataillon est relevé du front. L'*Obergruppenführer* Otto Gille commandant la division "Wiking" vient remettre personnellement 35 Croix de Fer de classe II et 4 Croix de Fer de Classe I. Sur les 650 hommes engagés dans la bataille, il ne reste que 250 valides.

Le bataillon est à nouveau durement éprouvé lors des combats de Hadnitz le 3 août 1943 près de Kharkov. Il ne reste que 157 volontaires valides. Il reçoit un contingent de 500 hommes. Il est retiré du front en août afin de donner une instruction militaire aux nouvelles recrues. D'octobre à janvier 1944, l'unité est affectée dans un secteur calme du front, le long du Dniepr.

Début janvier 1944, enfermé dans le Kessel de Tcherkassy, le bataillon "Narwa" parvient à s'extirper du piège mortel tendu par le 1er et 2ème Fronts ukrainiens le 16 février 1944. Exsangue, il ne reste plus qu'une centaine d'hommes et un seul officier, l'*Obersturmführer* Hando Russ, commandant la 3. *Kompagnie*.

En mars 1944, les survivants du bataillon sont renvoyés en Estonie pour constituer le noyau du SS-*Freiwilligen-Divisions-Füsillier-Bataillon 20* de la 20. *Waffen-Granadier-Division der SS (estnische Nr.1)*.

La 3. Estnische SS Freiwilligen Brigade

L'incorporation forcée de membres de la police estonienne et la levée obligatoire des classes nées entre 1919 et 1925 permet la constitution le 5 mai 1943 d'une brigade, l'*Estnische SS Freiwilligen Brigade* rebaptisée le 22 octobre 1943 3. *Estnische SS Freiwilligen Brigade*, suite à la numérotation des unités de la SS. Au 31 décembre 1943, la brigade compte 5009 hommes (178 officiers, 864 sous-officiers et 4057 hommes de troupe)



Franz Augsberger, autrichien d'origine, il est à la tête des SS estoniens jusqu'à sa mort lors des combats sur l'Oder le 19 mars 1945.

L'organigramme simplifié de la 3. Estnische SS Freiwilligen Brigade sous les ordres de l'Obersturmbannführer Franz Augsberger.

- -Stab der Brigade
- SS-Freiwilligen Grenadier Regiment 42 (Estn.-Brigade) redésigné SS-Freiwilligen-Grenadier-Regiment 45 (Est.Nr.1). Kommandeur : SS-Standartenführer Henn-Ants Kurg

I.Btl. (1. - 4.Kp.)

II.Btl. (5. - 8.Kp.)

III.Btl. (9. - 12.Kp.)

13. Infanterie-Geschützkompagnie (IG)Kp.

14. (Pz.Jg.)Kp.

15. (Pi.)Kp.

- SS-Freiwilligen Grenadier Regiment 43 (Estn.-Brigade) redésigné SS-Freiwilligen-Grenadier-Regiment 46 (Est.Nr.2). Kommandeur : SS-Standartenführer Juhan Tuuling

I.Btl. (1. - 4.Kp.)

II.Btl. (5. - 8.Kp.)

III.Btl. (9. - 12.Kp.)

13. (IG)Kp.

14. (Pz.Jg.)Kp.

15. (Pi.)Kp.

SS-Flak-Abteilung 53

SS-Panzerjäger-Abteilung 53

SS-Nachrichten Kompagnie 53

SS-Feldersatz Bataillon 53

SS-Artillerie-Abteilung 53

SS-Versorgungs-Einheiten 53.

En septembre 1943, l'unité est apte au combat et Himmler vient l'inspecter à Debica en compagnie du SS-Brigadeführer Soodla, inspecteur-général des unités estoniennes.

La brigade est employée hors d'Estonie pour participer du 3 octobre au 18 novembre 1943 à des opérations contre les partisans de la république de Rossona sur le front du Nevel dans le cadre de l'Unternehmen 'Heinrich' dirigée par le Chef der Bandenkampfverbänden, le SS-Obergruppenführer Erich von dem Bach-Zelewski. Lors des combats, le SS-Standartenführer Henn-Ants Kurg chef de corps du 42ème régiment trouve la mort lorsque son véhicule saute sur une mine.

Le mois suivant, la brigade est aux dépendances de la 16. Armee disloquée à Staraya Rusa, sur le front nord. Une nouvelle mobilisation permet un accroissement des effectifs, la brigade compte 178 officiers, 864 sous-officiers et 4 057 soldats pour un total de 5 099 hommes.

La 20. Waffen-Grenadier-Division der SS (estnische Nr.1).

Le 24 janvier 1944, la brigade est transformée en division, la 20. Estnische SS-Freiwilligen-Division. Les volontaires estoniens sont sous les ordres de l'ancien commandant de la brigade dissoute, l'Autrichien Franz Augsberger devenu SS-Oberführer. Un régiment d'artillerie est mis sur pied, le SS-Artillerie-Regiment 20. Le 20 mars 1944, le bataillon "Narva" est détaché de la division "Wiking" et subordonné à la division sous le nom de SS-Freiwilligen-Divisions-Füsilier-Bataillon 20. En avril 1944, un troisième régiment est formé, le Waffen-Grenadier Regiment der SS 47. suite à l'incorporation des Ost-Bataillonen 658 du major Alfons Rebane et 659 du major Georg Sooden, unités ayant fait leur preuve au feu. L'Ost-Btl 658 devient le II.Btl./47 et l'Ost-Btl. 659 le I.Btl./47.

Le 26 mai 1944, la division est renommée 20. Waffen-Grenadier-Division der SS (estnische Nr.1).



Patte de collet de la division, une des diverses variantes portées par les volontaires estoniens.

ORGANIGRAMME SIMPLIFIE

20. Waffen-Grenadier-Division der SS (estnische Nr.1)

- Waffen-Grenadier-Regiment der SS 45 (estnische Nr.1). Kdr : SS-Ostuf Harald Riipalu

45/I Btl (Komp. 1 - 4) SS-Stuf Paul Maitla
45/II Btl (Komp. 5 – 8) SS-Stuf Elmar Lang
45/III Btl. (Komp. 9 – 12)
13(IG) Komp.
14.(Pz.Jg.)Kp

- Waffen-Grenadier-Regiment der SS 46 (estnische Nr.2) Kdr : SS-Stuf Juhan Tuuling jusqu'au 26 août 1944, puis Sturbannführer Alfons Rebane.

46/I Btl (Komp. 1 - 4) SS-Stuf Ain Mer
46/II Btl (Komp. 5 – 8) SS-Stuf Udo Parrest
46/III Btl (Komp. 9 – 12) SS-Htsuf Voldemar

Pärilin

13(IG) Komp.
14.(Pz.Jg.)Kp

- Waffen-Grenadier-Regiment der SS 47 (estnische Nr.3) Kdr : SS-Ostuf Paul Vent

47/I Btl (Komp. 1 - 4) SS-Stuf Georg Sooden
47/II Btl (Komp. 5 – 8) SS -Hstuf Alfons Rebane
47/III Btl (Komp. 9 – 12)
13(IG) Komp.
14.(Pz.Jg.)Kp

- Waffen-Artillerie-Regiment der SS 20 Kdr Ostuf Aleksander Sobolev

I – IV Artillerie-Abteilung

- SS-Waffen-Füsilier-Bataillon 20 (ex Btl "Narva")
- SS-Waffen-Pionere-Bataillon 20
- SS-Feldersatz Bataillon 20
- SS-Waffen-Nachrichten-Abteilung 20
- SS-Ausbildungs-und Ersatz Regiment 20

Narva.



Le choc des civilisations : séparées par le fleuve Narva la ville russe d'Ivangorod sur la rive droite fait face à la ville estonienne de Narva. La forteresse d'Hermann que l'on voit au premier plan a été construite par les Danois au XIIIe siècle avant de devenir possession des chevaliers teutoniques. Narva est défendue par des unités allemandes, néerlandaises, danoises, norvégiennes et estoniennes. La propagande du régime a appelé les combats "la bataille des SS européens".

La division retrouve l'Estonie durant la mi-février 1944 et est subordonnée au *III. (germanisches) SS-Panzer-Korps* du *SS-Obergruppenführer* Felix Steiner. Il est composé des :

9 et 10. *Luftwaffen-Feld-Divisionen*,
11. *SS-Freiwilligen-Panzer-Grenadier-Division "Nordland"*,
4. *SS-Freiwilligen-Panzer-Grenadier-Brigade "Nederland"*.

Le 14 janvier, la Stavka lance l'opération Krasnoye Selo-Ropsha pour dégager le front de Stalingrad. La 2ème armée de choc (général Ivan Fedyunsky) bouscule les Allemands jusqu'au fleuve Narva et au lac Peipous en réussissant à établir plusieurs têtes de pont derrière la Pantherstellung. Le secteur de Narva est défendu par le *III. (germanisches) SS-Panzer-Korps*.

Le 14 février, le 1er bataillon du *SS-Freiwilligen-Grenadier-Regiment 45* commandé par le *Hauptsturmführer* Harald Riipalu parti de Tartu rejoint par voie ferrée Meerapalu, village situé sur la rive orientale du lac Peipous gelé franchi par les Soviétiques. Riipalu rejette la proposition de repli de l'Oberst Gallas, responsable du secteur. Le lendemain 15 février, les régiments 128 et 533 s'élancent sur les positions estoniennes et sont vigoureusement repoussées. L'intervention des Stukas se révèle décisive, la tête de pont soviétique est nettoyée et dans la soirée, toute la rive orientale du lac Peipous est retombée entre les mains des Germano-estoniens.

La division est chargée de reconquérir les têtes de ponts soviétiques qui ont franchi le fleuve Narva, au nord de la ville éponyme. Du 19 février au 6 mars, les têtes de ponts de Riigiküla, Siiversti et Vepsaküla sont reprises par le *Waffen-Grenadier-Regiment der SS 46*. Les Soviétiques refoulés sont contraints de repasser la Narva. Le *SS-Uscha* Harald Nugiseks, vétéran de l'ancienne Légion, reçoit la Ritterkreuz récompensant ainsi sa bravoure lors de ces combats.



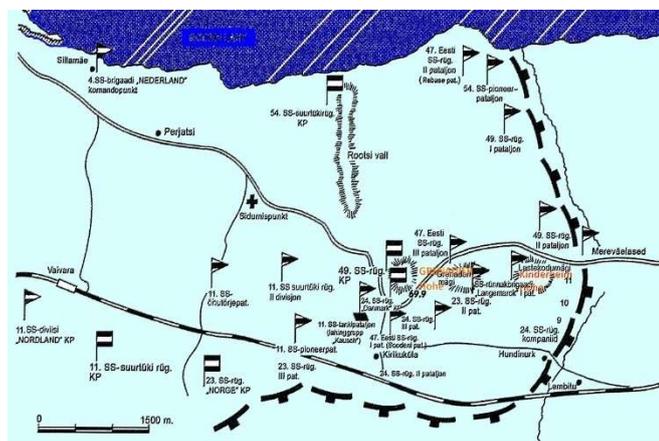
Unterscharführer Harald Nugiseks. Il porte la première variante de la patte de collet attribuée à la 20. Waffen-Grenadier-Division der SS (estnische Nr.1). A la tête de la 1ere compagnie du Waffen-Grenadier-Regiment der SS 46 il se distingue lors de l'éradication des têtes de ponts soviétiques sur la rive gauche du fleuve Narva. Il est décoré de la Ritterkreuz reçue le 9 avril 1944.

Au cours du mois de mars, le bataillon "Narva" intègre l'unité après seize mois de service au sein de la division Wiking. Le 26 mai, la division prend le nom définitif de 20. Waffen-Grenadier-Division der SS (estnische Nr.1). Sa réorganisation s'opère le mois suivant avec la mise sur pied d'un troisième régiment, le Waffen-Grenadier-Regiment der SS 47 (estnische Nr.3). D'avril à juillet 1944, le front de Narva est relativement calme mais le 24 juillet, au risque de se retrouver coupé, l'Armee-Abteilung Narva décide de se retirer vers l'ouest sur la ligne Tannenberg. Le II/47 de l'Hauptsturmführer Rebane parvient à repousser les assauts des 131 et 191 divisions de fusiliers, retardant l'avance soviétique permettant à leurs camarades de rejoindre Sinimäed, la Montagne Bleue, clef de voute de la Tannenbergstellung. Le 48. SS-Freiwilligen-Panzergrenadier-Regiment "General Seyffard" connaît les pertes très importantes lors des opérations de repli, il est pratiquement anéanti par l'aviation soviétique.



Volontaires estoniens sur le front de Narva.

La Tannenbergstellung.



Carte Tannenbergstellung

Les Estoniens talonnés par l'armée rouge retraitent en longeant la côte de la mer Baltique et atteignent les positions de la Tannenbergstellung le 26 juillet. Cette ligne est constituée de tranchées, bunkers, postes de tir préparés au printemps par l'Organisation Todt.

Le dispositif défensif repose sur la position-clef des collines Sinimäed (Montagnes Bleues) surplombant les marais, trois hauteurs appelées (d'est en ouest) : Kinderheimhöhe (colline de l'Orphelinat, côte 84,6), Grenadierhöhe (colline du Grenadier, côte 83,2) et la côte 69,9 appelée Liebehöhe (colline de l'Amour) jusqu'à la ville d'Auvere au sud. La ligne est coupée par la route Narva-Tallinn.

Le II/47 de l'Hauptsturmführer Rebane est disloqué à Mummassaare sur la côte baltique.

La 20. Waffen-Grenadier-Division der SS occupe le centre du dispositif, la colline du Grenadier avec le 49. SS-Freiwilligen-Panzergrenadier-Regiment "de Ruyter". Le III (Ger.) SS-Panzer-Korps va supporter le poids de l'attaque soviétique menée par la 2e armée de choc du général Ivan Fedyuninsky et la 8e armée du général Starikov.

Le premier jour de l'attaque, les trois hauteurs sont sous le feu constant de l'artillerie soviétique. La 6. SS-Freiwilligen-Sturmbrigade "Langemarck" positionnée sur la colline de l'Orphelinat est durement éprouvée, les abris anéantis et le SS Hauptsturmführer Rehmann commandant le Kampfgruppe du I. Btl./6.SS-Frw-Sturmbrigade "Langemarck" est grièvement blessé. La colline est perdue, les Flamands refoulés sur la colline Grenadier. Le lendemain, les hommes de la Langemarck tentent de reprendre la Kinderheimhöhe avec le I.Btl./47 au prix de furieux corps-à-corps mais la colline reste entre les mains des Soviétiques. Le lendemain matin, il ne reste plus que 30 survivants et le commandant du I.Btl./47, l'Hauptsturmführer Georg Sooden est tué par un tir de mortier. Il avait commandé l'Ost-Btl. 659. Malgré l'occupation de la colline de l'Orphelinat, les troupes soviétiques ont été durement ébréchées, le SS-Sturmann Remi Schrijen de la Sturmbrigade "Langemarck" détruit à lui-seul trois JS-2 et quatre T-34. Le 29 juillet, les Soviétiques décident de mettre « le paquet » pour prendre la colline du Grenadier qui est la cible des tirs déchainés de l'artillerie et des chars lourds "Josef Staline". La ligne Tannenberg est sur le point de tomber. La situation est d'une telle gravité que Felix Steiner, le patron du III. (germanisches) SS-Panzer-Korps lance la Kampfgruppe du SS-Obersturmbannführer Kausch qui comprend des Panthers et des Sturmgeschützen. Les blindés allemands repoussent les chars russes à court de munitions qui repartent sur leurs positions de départ. Le I/45 reprend la colline du Grenadier, son le chef de l'unité, le Sturmbannführer Paul Maitla se verra récompensé de la Ritterkreuz le 23 août. Le bataillon estonien repousse une nouvelle tentative des Soviétiques pour reprendre la colline du Grenadier le lendemain 30 juillet. Ces combats sont fratricides, dans le camp adverse, des Estoniens servent dans le 8e Corps de Fusiliers.

A partir du mois d'août, essayant plusieurs échecs, la STAVKA ordonne l'arrêt des attaques sur la Tannenbergstellung. La 2e Armée de choc est

exsangue. Si l'Estonie n'est pas tombée, la prise de Narva a pour conséquence le retrait de la Finlande de son alliance avec l'Allemagne et le début de négociations de paix séparée avec l'URSS.



23 août 1944. L'Obersturmführer Harald Riipalu commandant le *Waffen-Grenadier-Regiment der SS 45* reçoit la Ritterkreuz des mains du SS-Obergruppenführer Felix Steiner, chef du III. (germanisches) SS-Panzer-Korps. L'écusson de nationalité estonien est bien visible.

La division a perdu 2500 hommes. Elle est retirée du secteur et envoyée au camp de Neuhammer pour être réorganisée suite au retour des Estoniens du JR 200 qui ont lutté en Finlande. Ils forment le III/46 commandé par l'*Hauptsturmführer* Voldmar Pärlin.



Un artilleur de la SS-Flak-Abteilung 20 retranché sur la Tannenbergstellung. Il porte la deuxième version officielle de la patte de col représentant un E stylisé entrecroisé avec une épée, peu appréciée par les Estoniens.

TARTU

L'accalmie est de courte durée, Plus au sud, la percée du 3e Front de la Baltique (général Ivan Maslennikov) risque de prendre à revers l'*Armee-Abteilung-Narwa*. Le 15 août, une opération aéroportée suivie d'un débarquement sur la rive occidentale du lac Peïpous à l'endroit le plus étroit entre les deux rives provoque le repli des troupes allemandes. Les unités du III SS-Pz-Korps sont regroupées en *Kampfgruppen* pour ralentir la progression des forces soviétiques au sud de Tartu (Dorpat en allemand). Le 17 septembre, l'armée rouge parvient à franchir la rivière Ermajögi bousculant les forces germano-estoniennes. Tartu tombe le jour-même. La *Kampfgruppe* Rebane composée du II/47 et des éléments du 5e régiment de garde-frontières parviennent à protéger le repli des troupes assiégées au prix de lourds sacrifices. Sous la pression soviétique, le *Generalfeldmarschall* Ferdinand Schörner commandant le *HG Nord* se résigne à évacuer l'Estonie. L'opération Aster est déclenchée, la manœuvre de repli s'effectue en bon ordre vers la Lettonie.

Le 21 septembre, le *SS-Freiwilligen-Divisions-Füsilier-Bataillon 20* (ex-bataillon "Narwa") affronte les unités estoniennes du 8e Corps de Fusiliers de l'armée rouge lors du siège de Porkuni. Le bataillon réussit à échapper à l'encerclement. Les autres enfermés dans la ville entament des pourparlers avec leurs frères ennemis. Après leur reddition, les assiégés sont abattus par les Estoniens de l'armée rouge. Les autres se dispersent dans les bois où ils vont continuer la lutte antisoviétique sous le nom de Frères de la Forêt.

La fin de la guerre.

Les dernières *Kampfgruppen* Rebane et Riipalu quittent la mère-patrie et entrent en Courlande. Le 19 septembre, un gouvernement provisoire national dirigé par Jüri Uluost s'installe à Tallinn. Le 21 septembre alors que les Soviétiques sont aux portes de la capitale estonienne, le gouvernement quitte Tallinn. Il est évacué avec les réfugiés à bord de navires pour rejoindre l'Allemagne.

En six jours, les troupes germano-estoniennes sont évacuées en Lettonie. La *20. Waffen-Grenadier-Division* est réorganisée au camp de Neuhammer en Basse-Silésie. Il ne reste que 9 000 hommes valides, tous les Estoniens servant sous l'uniforme allemand sont reversés dans l'unité qui atteint 11 000 hommes. Faute d'armement, le *Waffen-Grenadier-Regiment der SS 47* ne peut être reconstitué.

Le 22 janvier 1945, devant l'avancée de l'armée rouge, la division est déployée sur le front de l'Oder à Oppeln pour éradiquer la tête de pont soviétique. Arrivée trop tard, elle se retranche sur une ligne Oppeln-Grottkau-Wansen. Le 16 mars, les Estoniens tentent de se retirer d'Oppeln par petits groupes. Le *SS-Brigadeführer* Augsberger trouve la mort à bord de son véhicule le 19 mars. Alfons Rebane prend provisoirement la tête de la division jusqu'à la nomination du *SS-Oberführer* Bertold Maack le lendemain.

Le 20 avril, les Estoniens se replient sur Melnik en Bohême-Moravie. Ils se rendent auprès des Alliés le 8 mai 1945. 500 soldats sont exécutés le 10 mai par des résistants tchèques dont Paul Maitla, le dernier commandant du *Waffen-Grenadier-Regiment der SS 45*.



Exécution de Paul Maitla le 10 mai 1945 par des partisans communistes tchèques.

Auteur : Alexandre Sanguedolce.

Sources :

Carlos Caballero Jurado & Nigel Thomas, *Germany's Eastern front allies. Baltic forces*. Men at Arms 363. Osprey Publishing. 2002.

David Littlejohn, *Foreign legions of the Third Reich*. Vol.4. Bender Publishing. 1987.

Rolf-Dieter Müller, *The unknown Eastern Front. The Wehrmacht and Hitler's foreign soldiers*. IB Tauris. 2007.

[www. Eestilegion.com](http://www.Eestilegion.com)

Revue Ritterkreuz N°12, 13, 14, 32, 48, 49 et 50



9 : TEMOIGNAGE :

« On assemblait des avions dans des carrières »



Entrée des carrières de Saint-Leu d'Esserent.



Les carrières souterraines de Saint-Leu d'Esserent (Oise) sont surtout connues pour avoir abrité des V1 en 1944. En revanche, ces carrières avaient déjà eu une vocation aéronautique en 1940 avec l'implantation d'une ligne de fabrication de LeO 45.

Le 3 septembre 1939, la France déclare la guerre à l'Allemagne. L'armée de l'Air manque cruellement d'appareils modernes, notamment dans l'aviation de bombardement. Un important effort est entrepris pour rattraper notre retard en armement. Ainsi la société Brissonneau et Lotz, qui possède une usine métallurgique à Creil dans l'Oise, décroche un contrat pour la fabrication de fuselages du bombardier LeO 45, bien que son outil industriel ne soit pas adapté à la construction aéronautique. Par crainte des bombardements de la Luftwaffe, il est décidé de

transférer la production du site de Creil, à l'abri, vers les carrières souterraines de Saint-Leu d'Esserent.

D'importants travaux d'aménagements sont réalisés, électricité, ventilation, chauffage, réfectoire, dortoirs, etc.... A Saint-Leu, la production démarre à la fin janvier 1940. Arrêtée en juin 1940, les Allemands reprendront à leur compte à partir de septembre et pour quelques mois, la fabrication sur le site de Creil. Pendant la période 39/40, la société Brissonneau et Lotz a fabriqué 50 fuselages sur les sites de Creil et Saint-Leu. Nous vous livrons ci-dessous le témoignage de Monsieur Jacques Renne qui a travaillé dans les carrières à la fabrication des fuselages des LeO 45.



Mr Jacques Renne.

« J'ai travaillé sur LeO 45 » :

Je suis de la classe 1940 (né en 1920). Après avoir obtenu un C.A.P. de tôlier à Lille et travaillé dans un garage de cette ville, je suis venu habiter à Senlis, rue du Moulin Saint Rieul, à la fin de l'année 1939.

Je fus embauché chez BRISSONNEAU et LOTZ le 17 janvier 1940 et affecté à la réparation de matériel roulant de la SNCF.

A l'entrée en guerre, l'entreprise devint un sous-traitant pour la fabrication de fuselages du bombardier LIORE et OLIVIER 45.

J'ai travaillé sur ces avions à la « finition » ce qui correspondait à environ 2 à 3 jours de travail par appareil et pour une équipe. Je montais l'ossature du lance-bombes, la trappe de la soute à bombes, les garnitures de protection de la tourelle inférieure et le support de la roue arrière.

Je possède toujours la roulette de queue qui me servait à effectuer mes essais, elle fût montée sur une brouette pendant plus de 60 ans.

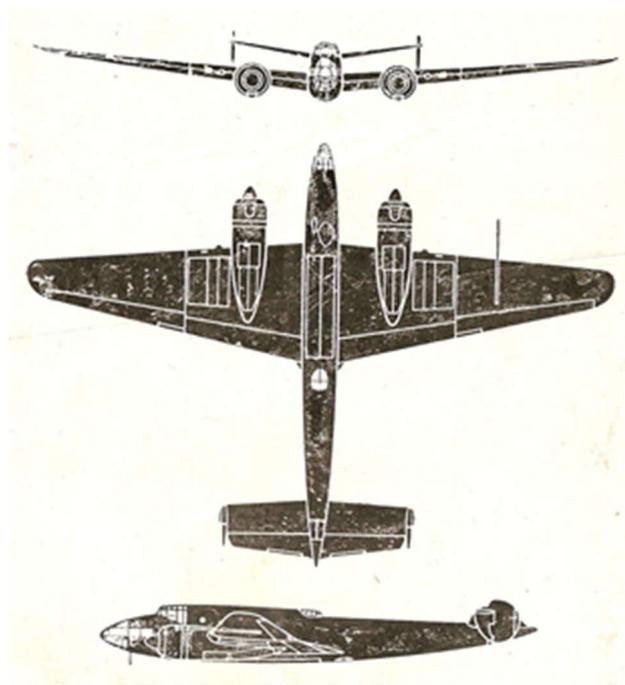
Je me souviens des « têtes de vipères », système d'accrochage en acier qui sert à emboîter les ailes dans la carlingue.

Les fuselages terminés partaient en camion sur des plateaux spécialement aménagés. Les pièces n'étaient pas peintes, tout restait en duralumin naturel (1).

Les verrières en plexiglas étaient en place. Il arrivait qu'à cause de rayures, des ouvrières appliquent du « Plexipol » pour les effacer. C'était un long et fastidieux travail. Le personnel était composé d'affectés spéciaux, d'ouvriers civils dont beaucoup de femmes qui travaillaient comme les hommes au montage, perçage et rivetage des fuselages. L'outillage, comme la riveteuse, fonctionnait à l'air comprimé.

On travaillait du lundi au samedi, 8 heures par jour, voire 10 à 12 heures pour terminer un fuselage. L'adjoint au directeur de l'usine s'appelait Monsieur BOURRE. Il existait bien un abri en béton construit sur le site de Creil mais il était réservé à la direction, en cas d'alerte aérienne, les ouvriers devaient se rendre dans les abris creusés à Gournay, soit à près de 800 mètres de l'usine de Creil. L'aménagement des carrières étant terminé, au fur et à mesure les mannequins de montage libérés à l'usine de Creil partaient à Saint-Leu d'Esserent.

Aux carrières, il n'y avait pas de protection particulière, juste un gardien à l'entrée. Le même rythme de travail qu'à Creil était instauré. Il y avait l'équipe de jour, une le matin et une l'après-midi, je ne me souviens pas d'une équipe de nuit. Il existait un réfectoire à l'étage supérieur, on y accédait par un sentier en passant par l'extérieur. Une cantine servait les repas mais la plupart des ouvriers apportaient leur gamelle. À l'époque, à l'usine de Creil, il n'y avait pas de cantine. J'ai entendu parler des dortoirs, mais je n'y ai jamais mis les pieds.



le LeO 45

Caractéristiques du LIORE et OLIVIER 45

Type : bombardier moyen, bimoteur.

Equipage : 4 hommes, (l'observateur/bombardier, le pilote, le radio-mitrailleur et le canonier/mécanicien de vol).

Motorisation : 2 moteurs Gnome et Rhône 14N-48 de 1140 ch.

Envergure : 22,5 mètres. Longueur : 16,8 mètres.

Poids total en charge : 11700 kg

Vitesse de croisière : 435 Km/h

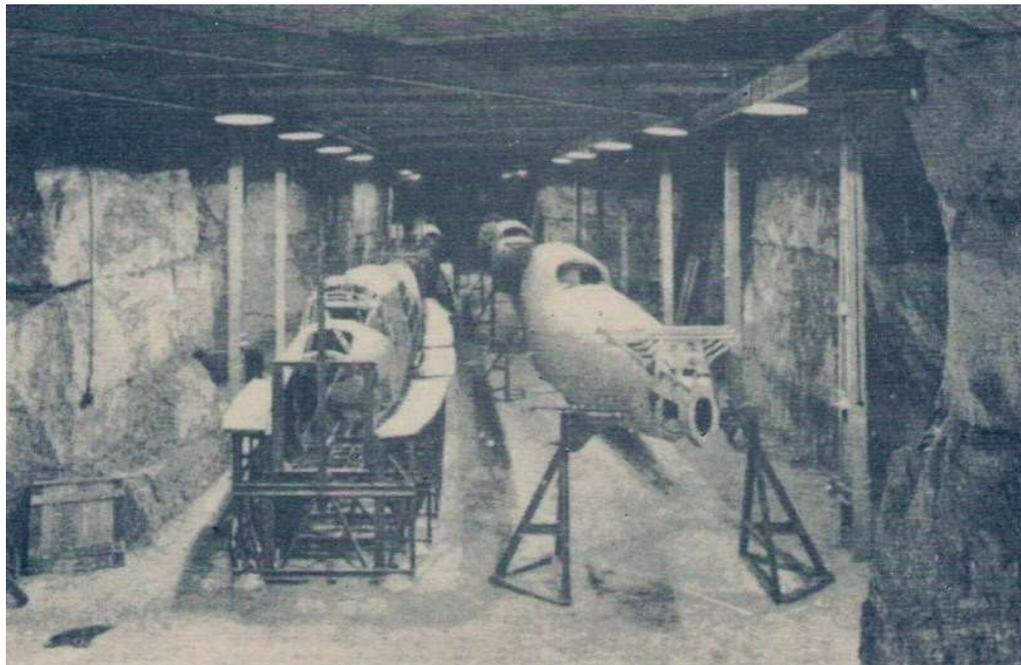
Rayon d'action : 2300 km

Charge offensive maximale : 1500 kg de bombes

Armement :

2 mitrailleuses M.A.C. de 7,5 mm

1 canon H.S. 404 de 20 mm



Atelier de montage dans une galerie des souterrains de Saint-Leu.



Pendant cette période, j'estime à 1500 environ le nombre de personnes qui travaillaient dans les carrières de Saint-Leu.

L'usine souterraine n'occupait qu'une partie de la carrière et était délimitée afin de ne pas se perdre. D'après mes souvenirs, le sol était nivelé mais pas bétonné.

Chaque jour, un carrier passait pour contrôler l'état de la voûte, car le chauffage par aérotherme desséchait les pierres. Il est d'ailleurs arrivé qu'on installe des bâches au-dessus des fuselages afin de les protéger d'éventuelles chutes. Les fuselages quittaient Saint-Leu, toujours par camion.

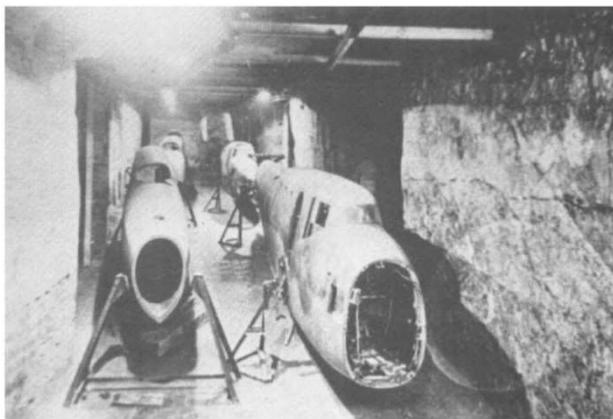
Début juin, c'est l'ordre d'évacuation. Monsieur BOURRE, assisté du chef comptable Monsieur LEGRAND, proposait une avance sur salaire pour ceux qui le souhaitaient. L'argent était étalé sur la table en présence d'un revolver. Le petit outillage fût mis dans des trains. Nous avons ordre de nous retrouver à Montpellier (34) afin de continuer notre activité. Mais la route ne fût pas facile, surtout en raison du manque d'essence. Au sud de la Loire, il était plus facile de circuler. Arrivé à Montpellier, rien n'était prêt : impossible de construire des avions.

Début septembre 1940, nous sommes revenus à Creil. Quelques ouvriers se rendaient à Saint-Leu sous le contrôle des Allemands.

Le 3 novembre 1942, je dus partir à Elbing en Prusse Orientale, dans le cadre du S.T.O. (2)
Rapatrié le 1er juin 1945, j'ai repris mon travail à l'usine de Creil.

1) Il semblerait que les fuselages sortis de Creil étaient peints mais pas ceux qui sortaient de St-Leu.

(2) Loi du 4/09/1942 sur l'utilisation et l'orientation de la main-d'œuvre, le S.T.O n'est instauré que le 16/02/1943.



Chaîne souterraine de fuselages de Brissonneau & Lotz à Saint-Leu-d'Esserent



Usine d'assemblage dans l'usine Chausson à Creil.



Bombardement du 28 mars 1944 sur le secteur des carrières de Saint-Leu par 9th USAAF. Photo NARA.

Auteur :

Jean-Philippe Mathieu.

Sources :

-Si Creil m'était conté. René Grégoire Chausson 1986.

-Les carrières souterraines de St-Leu d'Esserent. Philippe Couderchon.OMEPSJ 1991.

-Docavia n°23, LeO 45, Amiot 350, B4. Jean Cuny et Raymond Daniel. Editions Larivière.

-Témoignage et documentation de M. Jacques RENNE.

- R.A.F. Air Publication 14808.

- remerciements aux "anciens de CHAUSSON"

10 : La Douane durant le second conflit mondial.

En mémoire de mon grand-père François Parès, inspecteur des douanes.



Le corps militaire des douanes en 1939-1940

Le corps militaire des douanes

La Douane a toujours possédé une organisation ambivalente, mi-militaire, mi-civile en raison du « service en campagne » auquel est assujéti son personnel.

Créée en 1791, la Régie des Douanes, devenue Douane Nationale puis Douanes Impériales, a été militarisée de fait de 1792 à 1815, pendant toutes les guerres de la Révolution et de l'Empire. Sa mission était d'assurer le blocus continental et de surveiller les frontières françaises qui s'étendaient alors de Hambourg aux Provinces Illyriennes.

Le 22 fructidor de l'An IX (16 septembre 1801), le premier consul Bonaparte crée la Direction Générale des Douanes sous l'autorité de Collin de Sussy puis de Ferrier. Il attribue aux douaniers un uniforme réglementaire de drap vert d'où leur surnom de « chasseurs verts ». Ils seront 12 500 à le porter en 1801 ; 25 700 en 1808; 35 000 en 1812 et encore 23 000 en 1814.

Napoléon Ier crée ensuite des Légions des Douanes Impériales. Certaines légions « embataillonnées » se couvrent de gloire lors des combats qui suivent la retraite de Russie, particulièrement en Allemagne du Nord, en Italie et enfin lors de l'épopée des Cent Jours.

Pour encadrer les missions de la douane lors des conflits, le corps militaire des Douanes est créé en 1832 par une ordonnance du roi Louis-Philippe. Il est formé de bataillons basés sur le modèle des bataillons d'infanterie légère à partir du personnel du service actif, composé surtout d'anciens militaires. Les bataillons doivent mettre sur pied des « compagnies de guides des douanes françaises » chargées d'éclairer les troupes régulières en région frontalière.

Ces unités, relevant du Ministère des Finances, peuvent être mis à la disposition du Ministère de la Guerre en cas de guerre défensive si les circonstances l'exigent.

De 1832 à 1940, il a été activé à 3 reprises, lors des conflits majeurs (1870 et les deux guerres mondiales).

Le 22 juin 1923, un décret relatif à l'organisation militaire des douanes modifie le dispositif en vigueur depuis 1917. La répartition des unités du corps militaire entre bataillons (ou compagnies) de forteresse et bataillons (ou compagnies) actifs est supprimée. Le corps militaire des douanes se voit assignée une seule et unique mission : la garde et la surveillance de la frontière. A la mobilisation, un seul bataillon par direction est mis sur pied. Néanmoins, le nombre de compagnies par bataillon est variable, selon l'importance de chaque direction.

Le corps militaire des Douanes reste encadré par des fonctionnaires de cette administration et c'est la mobilisation de l'armée qui déclenche l'activation des bataillons douaniers. L'ancienne restriction relative aux lieux d'utilisation des unités douanières, supprimée lors de la réforme de 1917, est toujours levée. Aussi, il est stipulé que « en dehors de la mobilisation, tout ou partie du personnel actif des douanes pourrait être mis temporairement à la disposition du ministre de la Guerre, si les circonstances l'exigeaient ».

Il n'est donc plus question d'employer les bataillons de douaniers à des opérations militaires comme c'était le cas depuis l'origine. Néanmoins, la notion de surveillance et de garde de la frontière n'exclut pas, en temps de guerre, celle de résistance armée à l'ennemi. Mais, en dépit de cette réserve, le nouveau statut du corps militaire fait de cette structure un corps spécial parmi d'autres tels que la Poste ou la Trésorerie aux armées, donc une organisation à vocation plus « civile » que « militaire ».

La mobilisation du corps militaire des douanes en 1939

En septembre 1939, les douaniers sont donc de nouveau appelés à participer à la défense du pays sous la forme du corps militaire des douanes.

Les 26 bataillons de douaniers sont mobilisés et participent à la « drôle de guerre » dans le cadre des opérations de couvertures des frontières. Cela représente environ 12.000 hommes sur les 15.400 douaniers existants en 1939. Les unités restent sur leurs zones d'affectation du temps de paix. Certains agents sont affectés comme guides aux groupes de reconnaissance et aux « corps francs » lors des coups de main menés contre les avant-postes ennemis le long de la ligne Maginot. C'est au cours de l'une de ces actions qu'est tué le 5 janvier 1940 Alphonse Marchal, préposé à Riedseltz, du 8° bataillon des douanes, à Schweigen (Direction de Strasbourg). C'est le premier douanier mort pour la France au cours du second conflit

mondial. Il était affecté au 46° G.R.R.F. (Groupe de Reconnaissance de Région Fortifiée) du 43° corps d'armée de forteresse. Cité à l'ordre de l'armée, il obtient la Médaille Militaire à titre posthume.

L'implantation des bataillons douaniers est présentée en annexe.

A la mobilisation, les agents des douanes sont dotés d'une capote kaki, d'un casque, d'un masque à gaz et de cartouches. C'est sous l'uniforme de douaniers que soldats et sous-officiers ont fait campagne. Seuls les officiers portent la tenue kaki, achetée sur leurs deniers après leur mobilisation. En temps de paix, les agents des brigades disposent d'un revolver de service et, en sus, ceux de la douane volante d'un mousqueton.



8° Bataillon de douaniers, commandé par le commandant Matrod, mars 1940

(Source : musée national des douanes)

L'entrée en guerre, entraînant la mise sur pied du corps militaire des douanes, ainsi que le rappel des réservistes douaniers dans l'armée, perturbe le fonctionnement de la douane.

Les bureaux et les brigades perdent une part importante de leurs effectifs. La mobilisation du corps militaire affecte moins le service des brigades que celui des bureaux, malgré les affectations spéciales conçues pour permettre, en principe, un fonctionnement normal des administrations.

Cette mesure ne suffisant pas, les règles mises en place durant la première guerre mondiale sont de nouveau appliquées. Les départs en retraite sont suspendus et les retraités récents sont rappelés au service. La possibilité de solliciter des changements d'affectation est supprimée et l'administration autorisée à procéder à des déplacements temporaires de son personnel. D'autres part, il est recruté des agents à titre « précaire et essentiellement révocable ». L'École des préposés de Montbéliard est donc fermée. Et les promotions de grade et de classe interrompues.

De plus, la durée hebdomadaire du travail est portée à 60 heures, en cas de nécessité, par arrêté ministériel.

Les agents rappelés sous les drapeaux conservent leur rémunération d'activité. L'administration de la douane leur verse une indemnité différentielle tenant compte des soldes militaires. C'est également sur la base d'indemnités différentielles que sont rétribués les retraités rappelés à l'activité.

La direction générale des Douanes, qui avait annulé un concours pour le recrutement de contrôleurs stagiaires, programmé pour la fin de l'année 1939, s'oriente vers l'embauche de « contrôleurs temporaires » sélectionnés à partir d'un examen écrit réalisé le 15 avril 1940.

Les 6°, 7° bataillons (Direction de Metz), le 8° bataillon (Direction de Strasbourg) et le 9° bataillon (Direction de Mulhouse) ont été déplacés. Ils étaient implantés le long de la ligne Maginot et en janvier 1940, ils sont affectés aux frontières franco-belges (6°, 7° et 8° bataillons) et franco-suisse (9° bataillon).



Insigne du 8° bataillon de Strasbourg

(Cet insigne est le seul insigne connu d'un bataillon douanier en 1940).

Aussi, l'évacuation des populations de l'Est les plus exposées concernent les familles d'agents et les agents eux-mêmes lorsque leur présence à leur poste du temps de paix ne se justifie plus. Un plan d'éloignement et de dispersion des administrations publiques avait été préparé pour faire face à des nécessités de cette nature. Dès septembre 1939. Les sièges des directions de Strasbourg et de Mulhouse sont transférés, le premier à Périgueux et le second à Bayonne. La direction de Strasbourg rejoint ensuite Bordeaux. La direction de Metz est déplacée à Lemoncourt, au nord-est de Nancy. Pour Metz, les bureaux particuliers du directeur et du receveur principal, situés à proximité immédiate de la gare, rendait l'occupation dangereuse.

La participation aux combats

Lors de la campagne de France en mai-juin 1940, les bataillons douaniers subissent le même sort que les

unités de l'armée. Ils sont très légèrement équipés et peu formés au combat moderne. Ils sont emportés dans la tourmente comme le 5° bataillon de Charleville. La retraite est ainsi parsemée de multiples combats. Certains bataillons ont résisté jusqu'au bout avec des unités régulières :

- A Lille (6°, 7° et 8° bataillons) ;
- A Dunkerque et Calais (2°, 4° et 25° bataillons) ;
- Sur la Seine : Corps d'armée Duffour (23° et 24° bataillons).

Citons en particulier la défense du fort Catinat (Larmont supérieur) dans le secteur de Pontarlier. La garnison comprend un détachement de douaniers du 10° bataillon (4° compagnie de Pontarlier avec 5 officiers et 41 hommes) sous les ordres du commandant Jacquemet. Cet ouvrage déposera les armes le 17 juin 1940. Quant au 9° bataillon de Mulhouse, acculé par les allemands, il préfère passer en Suisse neutre, plutôt que d'être fait prisonniers. Ils connaîtront un internement clément, emmenant avec eux quelques prisonniers allemands.

Dans les Alpes, ils ont secondé les bataillons alpins de forteresse qui n'ont pas cédé un pouce de terrain aux troupes italiennes et en particulier aux Alpini (12°, 13° et 14° bataillons).

Le 12° bataillon douanier (240 hommes sous les ordres du capitaine Leisser), en juin 1940, prend position sur les Usses pour contrer les troupes allemandes déferlant sur la rive droite du Rhône, en appui des unités du Secteur Défensif du Rhône.

Les unités de la Douane déclarées « unités combattantes » sont les suivantes :

- 2° bataillon : Flandres-Dunkerque (du 18 mai au 4 juin 1940). Le tribut payé en 1940 par les 558 hommes du 2° bataillon des douaniers de Dunkerque est important : 15 tués, 13 blessés et 104 prisonniers.
- 4° bataillon : Flandres-Dunkerque (du 10 mai au 4 juin 1940).
- 6° bataillon : Flandres-Dunkerque (du 18 mai au 4 juin 1940).
- 2° compagnie du 7° bataillon : avec la 20° division d'infanterie (du 10 mai au 10 juin 1940).
- 1° section de la 4° compagnie du 7° bataillon de douaniers (rattachée au peloton mobile de garde républicaine mobile 503) : Flandres (du 10 mai au 22 mai 1940).
- 8° bataillon : Flandres (du 10 mai au 29 mai 1940).

- 10° bataillon : 2° et 4° (capitaine Palloix) compagnies : secteur fortifié du Jura (du 16 juin au 17 juin 1940).
- 11° bataillon (1° compagnie seulement): Aix-les-Bains (du 15 juin au 25 juin 1940).
- 23° bataillon : Groupement Duffour sur la basse-Seine (du 8 juin au 24 juin 1940).
- 24° bataillon : Groupement Duffour sur la basse-Seine (du 8 juin au 24 juin 1940).
- 25° bataillon (1° compagnie) : combats des Flandres, Calais (du 20 mai au 26 mai 1940).

En mai et juin 1940, l'avance des troupes allemandes contraint la direction générale à se replier partiellement à Chinon. Elle rejoindra ensuite Paris. Par la suite, un échelon sera créé à Vichy.

Le 27 juin 1940, un décret dissout le corps militaire des douanes donc des bataillons. Créé officiellement au lendemain des guerres du Premier Empire, le corps militaire des douanes disparaît dans la tourmente de la débâcle de 1940 et ne fut jamais reconstitué après-guerre.

Aujourd'hui encore le décret n° 59-133 du 7 janvier 1959 continue d'organiser en bataillons le corps spécial des douanes pour le temps de guerre. Cependant, le décret n° 67-1268 du 26 décembre 1967 supprime les unités des douanes de l'ordre de bataille de l'Armée Française. Ainsi se termine fin près de 150 années d'histoire de la douane au service des armes de la France.

La garde du drapeau des Bataillons des Douanes est désormais confiée à l'Ecole Nationale des Brigades des Douanes implantée à La Rochelle depuis 1967.

L'occupation.

La mise sous tutelle allemande.

Suite à l'armistice et la nouvelle configuration du territoire français avec les zones occupées et annexées, les modifications de frontière et autres, la répartition et le travail des services douaniers sont profondément modifiés. D'autre part, il faut noter que des services allemands comme la *zollgrenzschutz* (ZGS, Protection frontalière de la douane) et la *feldgendarmerie* (police militaire allemande), s'occupent alors de missions policières et douanières en zone occupée. Le *zollgrenzschutz* est chargé de garder les frontières du Troisième Reich et les limites de la plupart des territoires occupés entre 1937 et 1945.

Les services douaniers des départements du Nord et du Pas de Calais, départements rattachés au Commandement militaire de Bruxelles dès le 15 septembre 1940, voient leur subordination à la Direction Générale amoindrie, voire supprimée. Avant même Rethondes, les deux départements du Nord et du Pas-

de-Calais sont rattachés au Commandement militaire de Bruxelles (*Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich*, MBB) dirigé par le général von Falkenhausen. Le cordon douanier est rétabli en partie à la frontière belge. *Mais un cordon de surveillance est aussi mis en place sur la Somme, ce qui correspond à la délimitation du Commandement militaire de Bruxelles.*

L'annexion de l'Alsace (au Gau de Bade) et de la Moselle (au Gau de Sarre-Palatinat) par le Reich entraîne le recul des lignes douanières vers l'ouest et la création d'une direction à Belfort. Mais aucune brigade n'est installée sur cette ligne frontière. En Alsace, tous les douaniers français sont refoulés et un nouveau cordon douanier est installé par les allemands sur l'ancienne frontière de 1914.

La frontière franco-suisse est fermée. Les autorités allemandes exigent que les agents français des douanes en poste le long de la frontière soient relevés par des douaniers allemands. Néanmoins, le bureau de Bellegarde est maintenu. Le personnel douanier d'une partie de la frontière franco-suisse est alors affecté à d'autres services.

Dès septembre 1940, les douaniers français affectés à la surveillance de la frontière espagnole en zone occupée, souvent dénoncés pour leur laxisme au moment de la guerre d'Espagne et pour un état d'esprit « très front populaire », doivent cesser leur service.

Après l'entrée des troupes allemandes en zone libre en novembre 1942, cette mesure se généralise en février 1943 par la création d'une zone réservée le long de la frontière espagnole. Cela entraîne l'expulsion de la majorité du personnel douanier français, remplacé par les douaniers allemands du Zollgrenzschutz.



Douaniers français, Llivia, 1939

(Source : musée national des douanes)

Les autorités allemandes exigent aussi le départ de la majorité du personnel douanier affecté à la surveillance des côtes de la zone occupée, en raison de la construction du mur de l'Atlantique.

Les nouvelles missions des douaniers

Les services allemands ont donc en partie remplacé les douanes françaises. De plus, les activités de dédouanement étant fortement réduites durant toute la période de la guerre, les missions douanières sont réduites.

Si on trouve donc encore des douaniers dans leur rôle traditionnel de 1940 à 1944, beaucoup d'autres, 4793 sur un effectif budgétaire de 15412, soit environ un tiers, sont réaffectés à d'autres tâches ou détachés dans d'autres services :

- 1555 au Contrôle des prix, puis au contrôle économique jusqu'en 1945,
- 2000 dans la Police,
- 570 dans les services pénitentiaires (Rouen par exemple),
- entre 600 et 700 douaniers affectés à la surveillance de la ligne de démarcation et au contrôle des trains qui la franchissent, de février-mars 1941 à février-mars 1943.

D'autres assurent la garde des camps d'internement (Jargeau, Pithiviers, Beaune la Rolande) en remplacement des gendarmes. On trouve des douaniers dans la Garde des communications, d'autres encore dans la Police Spéciale de Vichy.

En d'avril 1941, les autorités allemandes créent, de la frontière belge à la frontière espagnole, une zone côtière interdite. Ainsi plusieurs centaines d'agents sont expulsés et détachés dans d'autres services dont la police et se retrouvent dans les PRE (police régionale d'état). En mai 1944, on en trouve 170 à Lyon, 50 à Montpellier, 6665 à Marseille, où les allemands ont libéré de leurs obligations professionnelles près de 700 douaniers en avril 1943. C'est l'administration des douanes qui assure intégralement traitements et indemnités de ces agents détachés, en revanche le logement est à la charge de la police, en général par voie de réquisition.

Ces nouvelles missions imposent l'armement des douaniers, ce qui est acceptée par la commission d'armistice de Wiesbaden le 12 juin 1942, avec la fourniture de mousquetons, pistolets et revolvers.

Les autorités allemandes, voulant surveiller les opérations de contrôle français concernant le trafic des marchandises et des devises, institue une commission allemande de surveillance douanière. Le 11 juin 1941, le ministre de l'intérieur adresse aux préfets et sous-préfets de la zone libre une note signée par le secrétaire général de la Police et le chef de l'échelon des douanes de Vichy organisant cette commission.

Le comportement des douaniers pendant cette époque n'est pas uniforme. Il dépend des hommes et des circonstances. Certains douaniers, grâce à leurs connaissances du terrain, avec les contrebandiers, servent de passeurs, pas toujours bénévoles, vers la Suisse et l'Espagne. Certains font preuves de zèle ; d'autres encore ferment les yeux, tandis qu'une minorité pourchasse avec acharnement juifs et résistants qui tentent de fuir la France ou la zone occupée. Il est à noter la participation de douaniers, certes ponctuelle mais réelle, aux rafles de juifs en zone non occupée (Marseille et Nice par exemple).

Mais, comme d'autres institutions telles que la police et la gendarmerie, la douane, administration d'état, a dû participer à ces actions ordonnées par le régime de Vichy.

La résistance

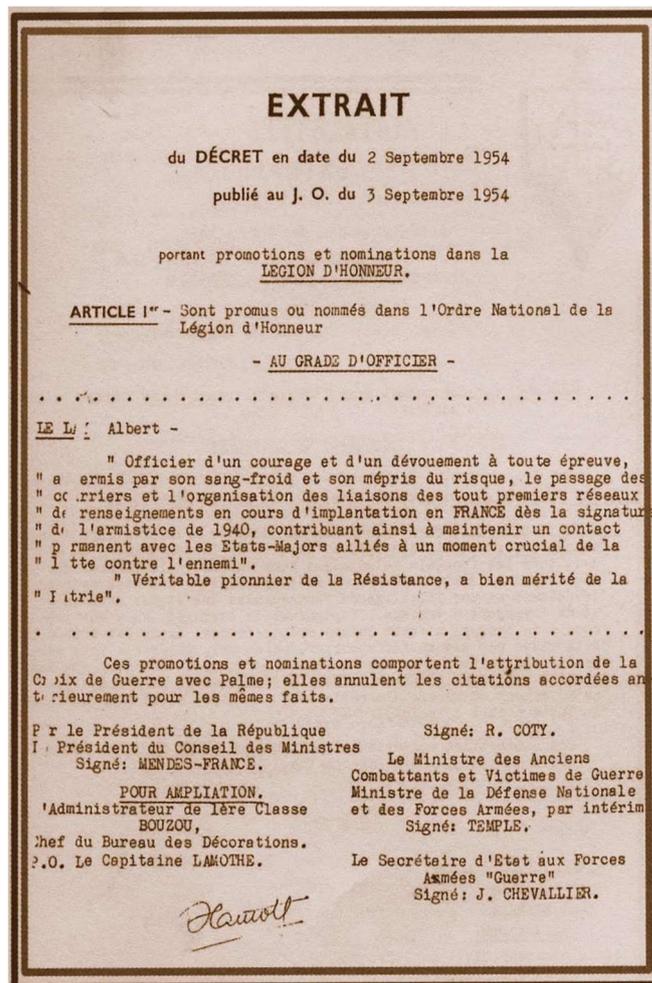
Sous l'occupation, de nombreux douaniers ont eu un engagement patriotique, illustré par la statistique des douaniers « morts pour la France, disparus ou victimes du conflit » ou encore déportés ou internés. Ces destins relèvent de situations et de circonstances variées.

Certains prennent une part active à la Résistance et aux combats de la Libération. Grâce à leur connaissance du terrain et des institutions locales, cette lutte contre l'occupant en est facilitée. Aussi, ils ont une connaissance quotidienne des mouvements des troupes d'occupation ennemies et des services policiers du régime de Vichy. Ils sont également des relais précieux pour les clandestins ou les évadés, tout comme ils apportent leur aide aux actions menées par la résistance.

Ils intègrent des mouvements de résistance comme « Organisation de Résistance de l'Armée », « Armée Secrète » et « Francs-tireurs et Partisans ». Les citations individuelles obtenues sont élogieuses. Ensuite, certains douaniers rallieront l'armée de libération.

Les actions de résistance sont nombreuses. On peut citer les douaniers de la brigade des Hauts Buttés (Ardennes) qui récupéreront de nombreux parachutages pour les maquis des Allyses et des Hauts-Buttés ainsi que ceux d'Annemasse (Savoie) qui assureront de nombreux passages en Suisse.

Il faut relever les actions d'Albert Le Lay, administrateur en chef des douanes à la gare internationale de Canfranc. C'est une gare ferroviaire frontalière des lignes de Pau à Canfranc (côté français) et de Saragosse à Canfranc (côté espagnol), située sur le territoire de la commune de Canfranc, dans la province de Huesca.



Le train empruntant cette voie, dit le Transpyrénéen a été le train de tous les trafics, mais c'est aussi celui de la liberté. Des centaines de juifs, des résistants et des aviateurs alliés ont emprunté cette ligne pour s'évader de l'Europe occupée. Les autorités allemandes s'y installent en novembre 1942, avec l'occupation de la zone libre. Grâce à quelques hommes courageux, la ligne Pau-Canfranc continue à être utilisée par la résistance française. Albert Le Lay, administrateur en chef de la douane française est un de ceux-là.

Signalons aussi Gaston Cusin, membre actif de la résistance. Gaston Cusin devient, par concours, en janvier 1921, contrôleur adjoint des douanes. Il entre dans un cabinet ministériel dès mai 1936, en qualité de chef adjoint du cabinet du sous-secrétaire d'État aux travaux publics.

Les événements d'Espagne font de l'ancien douanier un contrebandier pour raison d'État. Léon Blum l'a choisi comme délégué pour les relations interministérielles avec la République espagnole. Il conserve cette fonction dans tous les cabinets jusqu'en 1939.

Mobilisé le 21 août 1939, il est affecté, sur sa demande, au 150^e Régiment d'infanterie (front de Lorraine) puis, sur ordre, à l'État-major de la 4^e armée avec grade de capitaine. Le 2 avril 1940, le gouvernement le nomme chef du service du blocus. Après l'armistice, il est

rétrogradé aux fonctions de contrôleur financier à l'office de navigation.

Gaston Cusin réactive alors ses réseaux de douaniers actifs lors de la guerre d'Espagne. D'après Pierre Péan, Cusin et son réseau de douaniers syndicalistes mis en place pendant la Guerre d'Espagne aurait détourné trente tonnes d'or de la Banque de France au profit de la France libre.

Il entre en contact avec la CGT clandestine et avec les mouvements de résistance Libération-Nord et l'OCM. On note sa présence comme prisonnier politique au camp de Compiègne en avril-mai 1942, arrêté préventivement comme otage. Libéré, il devient, le 1^{er} juillet 1942, chargé de la coordination des services régionaux de l'Économie nationale dans la zone sud. Son réseau de douaniers syndicalistes lui sert à nouveau pour créer un service de renseignement et d'aide à la Résistance. De Gaulle le désigne aux fonctions de commissaire régional de la République, le 3 octobre 1943, de la région de Bordeaux, et où il est très introduit dans les milieux résistants. Ensuite, il est délégué du Gouvernement provisoire de la République française lors de la Libération du Sud-ouest le 28 août 1944.

Après la Libération, Gaston Cusin devient un haut fonctionnaire. Il sera délégué du gouvernement provisoire au ministère de l'Économie nationale en 1945, puis inspecteur général de l'Économie nationale en 1946.

Par exemple, les douaniers de Wattrelos (Nord) ont aussi participé à ces actions. Répartis entre les postes du Touquet-Les Moutons, de la Martinoire et de la Houzarde, seize douaniers wattrelosiens participent activement à la Résistance. Ange Droguet est un de ces hommes dont le courage et la souffrance forcent le respect. Résistant dès juin 1940, il organise le passage de plusieurs centaines de britanniques. Il entrepose également des armes à son domicile jusqu'à son arrestation, le 20 juin 1942. Atrocement torturé, il ne livre personne. Finalement libéré, il reprend son activité au sein d'un réseau affilié aux services secrets anglais. A la libération, les douaniers de Wattrelos déplorent quatre disparus pour faits de Résistance : Maurice Deghouy, Marcel Desprez, Gilbert Duhayon et Maurice Meirlandt.

Quelques-uns choisissent de quitter clandestinement la France. Certains combattent dans les rangs des forces françaises libres ou de l'armée française de la Libération.

Ainsi, René Kugener, préposé des douanes à Hirson, engagé dans les FFI, il est mort le 1^{er} septembre 1944 à Hirson. Roger Kugener fut cité à l'ordre du corps d'armée (décision N° 559 du 22 octobre 1947) en ces termes : « Membre très actif de la Résistance, a pris part à de nombreux parachutages et transport d'armes. Volontaire pour une mission de liaison avec l'armée américaine, a trouvé une mort glorieuse, le 1^{er}

septembre 1944 au cours d'un engagement avec l'ennemi supérieur en nombre à l'entrée d'Hirson ».

Aussi, notons les quatre douaniers du poste de La Condamine (Alpes-de-Haute-Provence), Émile Arnaud, Ferdinand Garcin, François Imbert et Émile Meyran, que les militaires allemands arrêtent le 15 juin 1944 lors du contrôle de la population masculine de Jausiers. La Wehrmacht avait livré bataille le 13 juin sur le territoire de la commune pour reprendre le contrôle de la vallée de l'Ubaye qui était en insurrection depuis le 6 juin 1944. Les quatre douaniers, qui avaient participé aux événements, furent trouvés porteurs de cartouches américaines. Après avoir été violemment interrogés, ils sont fusillés le 15 juin au quartier Mazagran (Pont de Chèvres). Ils avaient contribué au ravitaillement et à la protection des maquis de la vallée de l'Ubaye » et pris part au combat du Pays-de-la-Reysolle.

Dix-huit douaniers ont été fusillés par l'ennemi pour faits de résistance, trois sont décédés des tortures subies. Parmi les fusillés, il est à noter Jean Dorval, du Service de Recherche de la Fraude Douanière à Lyon, qui s'était déjà distingué aux côtés de Jean Moulin et de Gaston Cusin à l'occasion de la guerre d'Espagne. Il était membre du réseau « Action ». Arrêté à Lyon par Klaus Barbie, il a été fusillé le 11 janvier 1944.

Cent quatre ont été arrêtés, torturés, internés ou déportés dont le plus illustre est sans doute

Monsieur Georges Degois, Grand-croix de la Légion d'Honneur, futur Directeur Général des Douanes de 1947 à 1958. Vingt-huit agents ne sont pas revenus de l'univers concentrationnaire sur soixante-dix neuf déportés ou internés

La frontière italienne.

Avant septembre 1939, malgré la tension internationale, la frontière franco-italienne ne connaît pas de modification des activités de surveillance. Néanmoins, une pression supplémentaire de la part des autorités italiennes se fait sentir.

A la suite de la défaite de juin 1940, la ligne de démarcation, parfois dénommée « ligne verte », entre en vigueur le 25 juin 1940, le lendemain de la signature de l'armistice entre l'Italie et la France.

En juillet, les douaniers, avec les gendarmes, sont les premiers à revenir sur la nouvelle frontière pour y assurer autant que faire se peut leur service. Ils représentent alors l'une des rares forces d'État encore présente.

De juillet à octobre 1940, les douaniers subissent une importante pression le long de la ligne de démarcation de la part des autorités italiennes. De novembre 1940 à novembre 1942, la frontière n'est occupée que par la seule présence de l'Administration des Douanes. Cette dernière doit faire preuve d'une volonté farouche à défendre les prérogatives régaliennes face aux

revendications italiennes incessantes.

Suite à l'invasion de la zone libre, l'occupation italienne, du 11 novembre 1942 au 9 septembre 1943, entretient une tension permanente. Malgré la présence des troupes italiennes, la Douane cherche à préserver un semblant de présence d'État. La zone italienne s'étend du lac Léman à la Méditerranée. Elle passe à l'est de Chambéry, de Grenoble et de Gap, et va jusqu'à Nice y compris. Toutefois, les Italiens n'occupent effectivement que quelques points de ce territoire.

Un profond changement a lieu en septembre 1943. Suite à l'armistice italien du 8 septembre 1943 demandé par le maréchal Badoglio, les troupes allemandes occupent la région et la frontière est redéfinie au niveau de l'ancienne ligne de démarcation. La Douane n'entretient que peu de relations avec l'occupant allemand. Mais les arrestations, les déportations, les exécutions, avec le développement de la résistance, touchent un service encore plus en danger.

Après le débarquement en Provence du 15 août 1944, la Douane entre massivement dans la Résistance. Elle participe à la Libération grâce à sa connaissance du terrain et le fait qu'elle est un service organisé. Le service « douanier » ne peut s'exercer car la frontière est devenue un front actif.

Ainsi, à partir d'octobre 1944, ce « service » est repoussé à l'arrière de la ligne de front. La libération définitive du territoire français, avec l'offensive sur L'Authion entre avril et mai 1945, permet au « service » de progresser à mesure de l'avancée du front. La Douane se réinstalle, avec quelques tentatives d'outrepasser l'ancienne frontière (comme à La Brigue), avant de revenir à la ligne de 1939.

Suite à la signature du traité de Paris en date du 10 février 1947, l'Italie cède à la France les territoires suivants :

- Comme zones peuplées : Tende et La Brigue pour 560 km² et entre deux et trois milliers d'habitants, plus le Sud de la vallée de la Roya avec les hameaux de Piène-Haute et Basse, Libre, etc. ;
- Comme zones non peuplées : 3,22 km² au col du Petit-Saint-Bernard, 81,79 km² sur le plateau du Mont-Cenis (frontière reportée loin au-delà du col), 47 km² au mont Thabor (avec la « vallée Étroite ») et 17,1 km² au mont Chaberton.

Ces modifications entraînent de porter en avant les postes des Douanes, sur Tende, dans la Gordolasque, le vallon de Fenestres et celui du Boréon, au pied du col de la Lombarde.

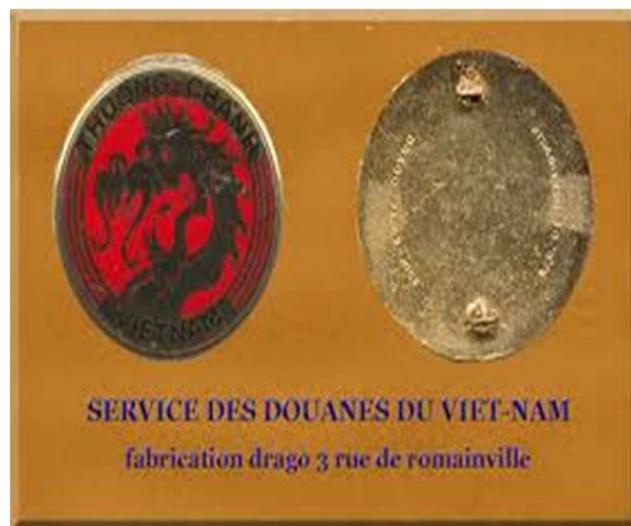
La douane en Algérie.

Après la défaite de juin 1940, la douane d'Algérie continue à assumer ses missions dans des conditions

beaucoup plus proches de celles du temps de paix que la douane métropolitaine, même si les commissions d'armistice germano-italiennes exercent un droit de regard sur le trafic commercial international. Après avoir été évincée de son théâtre habituel d'activité pendant les opérations militaires liées au débarquement des alliés en Afrique du Nord le 8 novembre 1942 (opération Torch), elle reprend ensuite ses missions traditionnelles. Il faut noter qu'une partie de son personnel est mobilisé dans le cadre de la mise sur pied du corps expéditionnaire français qui combattra ensuite en Italie et en France métropolitaine.

Les douaniers en Extrême-Orient.

En Extrême-Orient, lors « du coup de force japonais » en Indochine du 9 mars 1945, les douaniers forment des « maquis » qui harcèlent les troupes du Mikado jusqu'à l'arrivée du corps expéditionnaire du général Leclerc. Citons en particulier les douaniers de la brigade de Donghene au Laos, sous les ordres du sous-brigadier Antoine Paysant, qui mènent des actions de guérilla qui vont un temps de déstabiliser l'adversaire. Mais, dénoncé, Paysant sera capturé et connaîtra les sévices infligés par la Kempetaï, la police secrète japonaise, équivalente nippone de la Gestapo. Enfin libéré, il est cité en des termes élogieux et reçoit la Croix de Guerre 1939-1945



Quant à la flottille des douanes d'Indochine, elle mène depuis la Chine où ses bâtiments armés ont réussi à s'enfuir, des actions de type « commando » contre les positions ennemies jusqu'à la capitulation de « l'empire du soleil levant ».

Epilogue

Comme l'ensemble de la nation, les douaniers ont subi la défaite et l'occupation, avec ses dérives. Néanmoins, de la mobilisation à la libération, la douane a fait son devoir et a toujours essayé de conserver ses prérogatives face aux occupants.

Entre 1939 et 1945, **326 douaniers sont Morts pour la France**, portés disparus ou victimes du conflit. Deux cent quarante-trois agents sont tombés pour la France sous l'uniforme douanier, notamment en 1940 et 1944. Le devoir de mémoire rappelle le dévouement et l'abnégation des douaniers victimes du devoir et qui ont été tués ou blessés au service de la Nation afin d'assurer la sécurité des Français. Le drapeau des bataillons, porté par le lieutenant Henri Simon de la 4^e compagnie du 9^e bataillon de douaniers (Mulhouse), participe au défilé marquant la Libération de Paris.



Médaille d'honneur des Douanes.

Créée par le décret du 14 juin 1894, la médaille d'honneur des Douanes est aussi dénommée Médaille Douanière. Elle est due au futur Président Raymond Poincaré, alors ministre des Finances, pour honorer et stimuler les agents du service actif des douanes. Le décret du 15 décembre 1944 prévoit que cette médaille peut être décernée à titre exceptionnel aux agents des douanes qui se sont signalés depuis le 16 juin 1940 par leur action dans la Résistance et les combats pour la libération du territoire national

Sources principales

1. L'administration des douanes en France de 1914 à 1940 par Jean Clinquart (Paris, Comité pour l'Histoire Économique et Financière de la France, 2000).
- Bulletin officiel des armées du 19 septembre 1954.
 - Police des temps noirs : France 1939-1945 par Jean-Marc Berliere (Perrin éditeur).
 - Le Maitron : Dictionnaire biographique des fusillés, guillotins, exécutés, massacrés 1940-1944 (<http://maitron-fusilles-40-44.univ-paris1.fr/spip.php?article178345>).

- Revue « L'écho du combattant des douanes ».
- Site de la ville de Wattrelos : rubrique « La seconde guerre mondiale ».

Annexe : implantation des bataillons douaniers

L'implantation de ces 26 bataillons (154 compagnies) est la suivante :

N° de bataillon	Direction
1 (1)	PARIS
2 (5)	DUNKERQUE
3 (7)	LILLE
4 (9)	VALENCIENNES
5 (10)	CHARLEVILLE
6 (3)	FORBACH
7 (9)	METZ
8 (6)	STRASBOURG
9 (6)	MULHOUSE
10 (8)	BESANCON
11 (4)	LYON
12 (7)	CHAMBERY
13 (7)	NICE
14 (4)	MARSEILLE
15 (5)	MONTPELLIER
16 (5)	PERPIGNAN
17 (9)	BAYONNE
18 (6)	BORDEAUX
19 (5)	LA ROCHELLE
20 (4)	NANTES
21 (7)	BREST
22 (11)	SAINT MALO
23 (7)	ROUEN
24 (3)	LE HAVRE
25 (4)	BOULOGNE
26 (2)	BASTIA

Entre parenthèses : nombre de compagnies.

La 1^e compagnie du 10^e bataillon (3 officiers, 95 hommes), stationnée à Pont-de-Roide; et la 6^e compagnie du 9^e bataillon (2 officiers, 92 hommes), stationnée à Delle, dépendent du secteur fortifié de Montbéliard.

Les dépôts d'infanterie coloniale ont permis la mise sur pied des 1^e, 15^e, 16^e, 19^e et 21^e bataillons de douaniers.

Auteur : Rémy SCHERER



Caserne des Douanes de Marseille, inaugurée en 1903, dans le quartier de la Belle de Mai.



Caserne des Douanes du Havre.

11 : La défense passive à Paris

« S'efforcer de comprendre ce qui s'est passé, c'est la tâche normale de l'historien. Il ne peut y réussir qu'à condition de disposer de sources abondantes, qu'il lui faut étudier avec un soin minutieux. Il doit alors faire appel à toutes les ressources que son érudition met à sa disposition, sans partir d'un a priori quelconque, en évitant de se laisser impressionner par ce qu'ont dit ses prédécesseurs, sans les négliger non plus car il ne doit pas croire qu'ils se sont nécessairement trompés. Tâche délicate, difficile même, dont la réussite n'est jamais complète. La "vérité historique" n'est jamais qu'une reconstitution approximative des faits, des mentalités, des réactions, toujours influencée par l'état d'esprit personnel de l'historien. Mais les contemporains eux-mêmes n'ont pu tout savoir et eux aussi ont été influencés, tant par leur état d'esprit personnel que par celui de l'époque ». Joël Le Gall, *La bataille d'Alésia*, p.13, § « S'informer » (publications de la Sorbonne © 1999).

« Il faut être plus méfiant sur le terrain de l'histoire que sur celui de la vie. La certitude est rarement absolue. C'est tout ce que nous pouvons affirmer. » Héron de Villefosse, *Histoire de Paris*.



« La prochaine guerre, ce sera une nappe de gaz mortels, qui tombera sur nous comme un drap mortuaire. Alors, tout bien pesé, voici la réponse que je fais à *Germinal* [revue périodique paraissant à Toulon] : "Si la guerre éclate, je ferai comme tout le monde : je me ferai enterrer." » Guy de la Fouchardière : *La prochaine dernière* (1932 - éditions Montaigne. Fernand Aubier éditeur)

Le 25 août 1944, la ville de Paris fut déclamée dans la litanie d'une envolée lyrique ô combien juste et inoubliable : « Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! mais Paris libéré ! libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle. » Mais on pourrait également intercaler « Paris libéré ! libéré par lui-même, libéré par son peuple, libéré par ses sous-sols... », si ce n'était intervenir sur ce discours aujourd'hui historique par le moment et les circonstances où il fut prononcé, et qui le rend immédiatement reconnaissable dans le monde entier. Cette précision concernant les ramifications souterraines de la capitale n'est pas anecdotique car les carrières et catacombes, les égouts, le métro eurent un impact non négligeable dans les déplacements des individus et le résultat

final ; et il en reste bien plus que des traces dans ces sous-sols marqués à jamais du passage des hommes et femmes dans leur entrelacs de galeries. Ils mériteraient certainement d'être reconnus pour ce rôle libérateur, une raison de plus qui pourrait permettre d'envisager le classement des carrières souterraines au patrimoine mondial de l'Unesco ; car en plus de représenter les racines géologiques du patrimoine architectural de la capitale, elles sont la grande œuvre au noir de Charles-Axel Guillaumot, architecte du roi qui y a travaillé toute sa vie pour éviter que la capitale ne soit engloutie dans ses propres entrailles.

, Un précédent traumatisant : la Première Guerre mondiale Dès le début des années 20's, on se mit à réfléchir à un péril aéro-chimique potentiel, et en 1923 le ministre de la Guerre André Maginot (l'homme de la ligne de fortifications éponyme imaginée à la même période) publia une instruction provisoire sur la Défense Passive. On prenait déjà conscience que les Allemands étaient en train de développer un esprit revancharde, suite aux conditions d'armistice de la Première Guerre mondiale qui avaient été pour le moins particulièrement pénalisante pour leur économie.

1_C'est « l'Homme qui a véritablement sauvé Paris », qualificatif judicieusement choisi par Graham Robb dans *Ceux qui ont fait Paris* (Flammarion 2013). D'ailleurs, le Conseil de Paris, en formation de Conseil municipal, dans sa séance des lundi 22 et mardi 23 avril 2013 a formulé le vœu « Que le nom de Charles-Axel Guillaumot soit attribué à une voie en son hommage dans le 14e arrondissement, à proximité de la place Denfert-Rochereau près de l'entrée des catacombes et de l'Inspection générale des carrières où cet hommage prend tout son sens. » Il ne reste plus qu'à passer des intentions à l'acte (tant attendu par les 800 descendants actuels de Guillaumot).

Mise en lumière et mise au point de la réalité des sous-sols parisiens pendant l'Occupation gilles.thomas@paris.fr p.1 / 19

Les années s'écoulant, l'aviation qui n'en était qu'à ses prémices lors du premier conflit mondial devenait de plus en plus performante. En outre, lors de ce qui devait être la « Der des Ders », les gaz de combats étaient apparus avec leurs cohortes de victimes (*a minima* 130 000 intoxiqués et 6300 décès pour la France / 1 à 7 M de victimes dans l'ensemble des nations avec 17 000 à 27 000 morts) et de traumatisés jusque dans la population civile.

Dès le 30 août 1914, Paris avait déjà eu à connaître des bombardements par avions, mais aussi par canons et par ballons, causant la perte d'au moins 527 personnes (plus 1261 blessés). On en a déduit en toute logique

que la même chose risquait de se reproduire, mais avec un potentiel meurtrier accru de manière exponentielle. Pendant la Première Guerre, la population avait alors naturellement pris l'habitude de chercher refuge dans les caves et les stations de métro.

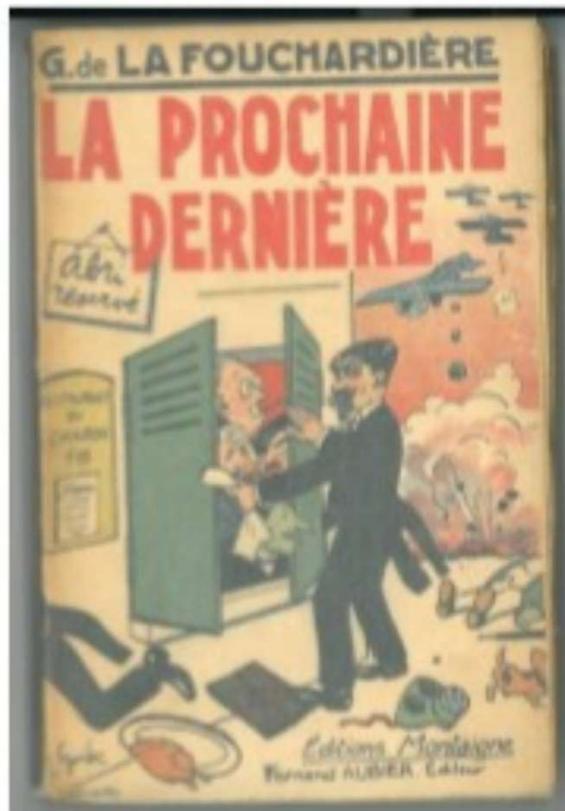


Paris bombardé en 1918. Gravure sur bois de Maurice Busset.

Au lendemain de ce premier conflit mondial, on légiféra à outrance puisque de 1922 au 1er septembre 1939, le gouvernement français sera à l'origine de « deux lois, quatre décrets-lois, 34 décrets, 109 circulaires, 29 instructions, 18 arrêtés ministériels et onze notices relatifs à la Défense Passive » 2.

2_Puis, à partir de l'entrée en guerre du Paris jusqu'à la débâcle de juin 1940, vinrent s'y ajouter « quatre nouveaux décrets-lois, ainsi que treize décrets, neuf circulaires et deux instructions. »

Au commencement des années 30's, on ne croyait déjà tellement plus à une paix durable que parut un essai de Georges de la Fouchardière, sobrement intitulé « La prochaine dernière » (publié en 1932).



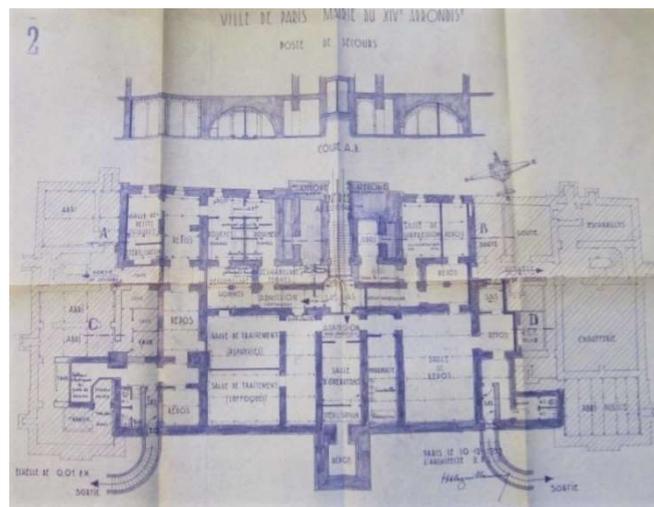
À cette même période, on commence la fortification de la frontière est de la France par l'établissement d'un continuum de blockhaus enterrés ; en 1933, pour l'ensemble des chantiers de construction de cette fameuse ligne Maginot, on recense environ 25 000 ouvriers civils. Simultanément, le Conseil de Paris, dans sa formation de Conseil Municipal, publiait régulièrement des comptes-rendus des réponses aux questions que ne manquaient de lui soumettre des administrés ou des députés. Suite à la promulgation de la « Loi relative à l'organisation des mesures de protection et de sauvegarde de la population civile » (Journal Officiel du 9 avril 1935) dans les séances des vendredi 29 et samedi 30 mars 1935, on s'inquiétait déjà du retard pris dans l'organisation des « *mesures à prendre en cas de bombardement par avions, aéronefs, canons à longue portée ou autres engins destructeurs de même nature* », ou sur « *la préparation et l'entraînement du personnel contribuant à la défense passive* ». Il faut dire que plusieurs publications faisaient état de l'impréparation par la France par rapport aux pays voisins. Pour essayer d'y remédier tant que faire se pouvait, on évoqua à plusieurs reprises l'émission d'emprunts pour essayer d'accélérer la chose. La fin des années 30's ne vit que s'amplifier la sensibilisation de la population et des dirigeants : rien que pour l'année 1938, on évoqua au Conseil de Paris les 28 novembre, 1er décembre, 5 décembre, 16 décembre, 21 décembre, la Défense Passive, qui était devenue le sujet essentiel des conversations même s'il n'était pas nouveau. En effet, la société civile elle-même, avait pris les choses en main pour essayer de pallier au manque qu'elle ressentait. En se limitant au 16e arrondissement et sans prétendre nullement à l'exhaustivité, le 9 mars 1933 eut lieu une première réunion au bureau du Cabinet du Préfet (rue de la

Pompe) sur les dispositions à prendre pour la recherche des abris ; un congrès fut organisé l'été 1933 à la Sorbonne par les Assistants du Devoir National (avec présentation d'un « Musée anti-gaz ») ; deux séries de huit conférences sur la Défense Aérienne se déroulèrent sous l'égide de l'Aéro-Club du 16e avec le thème « Paris et la France sont-ils défendus contre une agression aérienne ? » durant l'année 1936 ; en décembre de cette même année, les ADN organisèrent dans ce même arrondissement des formations, car « Connaître un péril, c'est y parer ». Ces présentations ne se contentaient plus d'être théoriques, parfois elles étaient donc suivies d'exercices pratiques sur le port du masque, les premiers soins, etc. L'Union nationale de Défense aérienne présenta quant à elle en février 1937 « l'Alerte à la maison », suivi de « l'Alerte dans la rue ». En 1938 et 1939, l'emballage ne fit que progresser, les congrès succédèrent aux expositions statiques comme itinérantes. Au cours de l'Exposition internationale des Arts et techniques appliqués à la vie moderne de 1937, qui avait une section Urbanisme souterrain (Classe 17 ter) au musée d'art Moderne du Palais de Tokio (comme cela s'écrivait alors), était présentée « La Protection des Populations contre le Péril Aérien », où l'on pouvait y choisir son abri, individuel, familial ou collectif, à construire soi-même, en kit ou en passant par des entrepreneurs de travaux publics. Puis, le 15 juin 1939 eut lieu une autre exposition dans la gare et sur l'esplanade des Invalides, dans le cadre de la Semaine nationale de la Sécurité, qui se déroula à la maison de la Chimie du 18 au 25 juin.

La recherche de sites pouvant servir d'abris

La Commission Supérieure de Défense Passive, réorganisée par décret du 2 avril 1939, fut appelée à procéder à l'étude et la coordination des plans d'ensemble de la Défense Passive. En exécution de la loi du 8 avril 1935 et du décret du 20 décembre 1935, son rôle était de faire procéder au recensement des caves et sous-sols d'immeubles pouvant être utilisés en l'état ou après des travaux confortatifs nécessaires (il n'est jamais trop tard !), et évaluer leur contenance. À ces caves et sous-sols, il convint d'ajouter les constructions nouvelles pour lesquels un abri pouvait être créé *de novo*, et les grosses transformations d'immeubles publics et privés facilitant dans ce cas l'intégration d'un abri. L'aménagement d'abris n'était alors obligatoire que pour les immeubles des Services publics, les sociétés concessionnaires, les industries classées dans la première catégorie au titre de la DP, les établissements industriels et commerciaux. Cette commission devait aussi faire recenser les espaces libres où des tranchées-abris pourraient être creusées. L'intérêt des caves est principalement qu'elles constituent un abri de proximité, donc la durée de cheminement pour y accéder est réduite, et leur multiplication assure le fractionnement et la dispersion de la population, ce qui est aussi un gage de sécurité en cas d'atteinte du site par une bombe, le nombre de personnes potentiellement atteintes étant alors limité. En revanche, il est plus difficile de les équiper pour les rendre étanches aux gaz, donc le masque à gaz (ce

symbole de la défense passive) devient obligatoire. Pour renforcer les caves et les convertir en abri, il faut y ajouter des étais métalliques ou des madriers en bois (plus facile à mettre en place même par des non spécialistes, mais ce matériau présente un danger d'incendie, ainsi qu'un problème de conservation en milieu humide ou infesté de rongeurs, voir d'insectes xylophages), sans omettre un matelas élastique constitué par des couches de rondins et de sacs de terre interposé entre le plafond et l'étalement en vue d'amortir la chute des matériaux ; des feuilles de tôle ou des grillages peuvent être également installés pour s'opposer au décollage d'éléments du plafond et à leur chute, et protéger de ce fait les réfugiés. Malgré les centaines de milliers de caves dans Paris, la capitale manquera cruellement d'abris, heureusement Paris ne fut ni victime de bombardements à outrance, encore moins la cible du péril-aérochimique tant redouté 4. Si en 1936, cette disproportion entre le nombre de caves et la population à abriter était déjà évoquée comme lors du Conseil municipal du 23 mars « À la suite des agissements inquiétants de nos voisins d'outre-Rhin, de nombreux habitants de Paris se sont préoccupés de connaître les abris prévus par les services publics pour servir de refuge en cas de bombardement aérien de la capitale », cette récrimination vis-à-vis du manque d'abris transparaîtra tout au long de l'Occupation de la part des responsables de la Défense Passive, quel que soit l'arrondissement.



Exemple d'aménagement des sous-sols de la mairie du 14ème arrondissement en Poste de secours sanitaire. (Archives de la Préfecture de Police)

Les blessés devaient y être regroupés en fonction de la nature des gaz (asphyxiants, suffocants, vésicants). L'abri était bien évidemment muni de sas afin d'éviter la contamination de l'air intérieur par une atmosphère extérieure potentiellement toxique, tandis qu'un dépôt mortuaire était également prévu.

Notons la présence dans l'aile droite de la mairie d'un abri dévolu au poste de police qui était alors indissociable de chacune des mairies d'arrondissement, abri séparé comme il se doit des abris pour le personnel municipal et éventuellement les administrés qui auraient été présents au moment d'une alerte. Compte non tenu des tranchées-abris qui avaient été édifiées devant la mairie et qu'il fallut

condamner en 1949 car des enfants avaient pris l'habitude de venir y jouer.

En janvier 1939, il y avait déjà 23 km de tranchées dans les squares, jardins publics et promenades de la Ville de Paris, on dénombrait également 350 refuges dans les administrations et services publics, 28 postes de secours sanitaires (= PSS, pour soigner les futurs éventuels gazés) avaient déjà été construits en sous-sols pour compléter l'action des hôpitaux, et on dénombrait 40 378 caves pouvant accueillir 700 000 personnes. Concernant le métro, hormis les 3 stations abris (Maison-Blanche, place des Fêtes et la Boucle de Villiers), 26 stations étaient considérées comme refuges potentiels susceptibles de recevoir 250 000 personnes (75 en 1944), tandis qu'un grand abri de 1800 places était conçu aux Halles.

Sous Paris, à plus grande profondeur, existent d'anciennes carrières souterraines de calcaire qui pourraient présenter un moyen de protection plus efficace, mais il n'y en a pas partout sous la capitale : seul dix pour cent de la ville est ainsi sous-minée. Celles de gypse, donc sous la rive droite, ayant été foudroyées en espérant stabiliser les terrains au-dessus, elles n'existent plus, excepté sur les plans anciens et dans l'histoire parisienne. Celles de calcaire, les seules accessibles, seraient les plus appropriées, mais elles présentent quelques inconvénients non négligeables : elles sont généralement situées profondément sous le niveau des rues (en moyenne une vingtaine de mètres) donc plus difficilement accessibles, encore moins à une foule considérable, les ciels doivent être consolidés, et dans la plupart des cas ce sont des biens privés. Il fut néanmoins admis que ces carrières pourraient être réservées dans des cas spéciaux et isolés, ce qui avait déjà été envisagées à la fin du premier conflit mondial.

Le 25 juin 1918, le gouvernement militaire avait déjà formulé ce voeu d'utiliser les anciennes carrières souterraines de Paris comme refuges en cas d'alerte. Le 23 août 1918, le préfet de la Seine, après avis défavorable de la Direction des travaux de Paris (Service des carrières), reconnut l'impossibilité de mener à bien une telle opération pour plusieurs raisons : les difficultés d'accès, le problème d'éclairage qui aurait pu entraîner des accidents graves en cas de descente rapide aux abris, la complication de la circulation, la surveillance et des secours en cas de besoin. De plus, la réticence du Service des carrières s'appuyait aussi sur l'inondation de certaines galeries, leur faible largeur et hauteur, mais il reconnaissait à cette occasion l'existence d'anciens vides d'exploitation faisant partie du tréfonds public (municipal ou départemental), certes plus spacieux que les galeries d'inspection, mais en très médiocre état. À cette même époque, l'Assistance publique convoita elle aussi les anciennes carrières du département de la Seine, en particulier celles sous l'hôpital Cochin, en vue d'y installer ses services hospitaliers. Là encore, cette administration se vit opposer un refus s'appuyant sur l'absence d'aération, l'humidité excessive, la circulation difficile dans les galeries, une température assez basse, etc., en somme des lieux « aussi peu que possible destinés à l'usage

hospitalier ».

La sauvegarde des archives, objets d'art, collections précieuses en cas de bombardements intenses, préoccupa également le gouvernement militaire. Dès 1914, le Service des carrières, qui avait encore en mémoire la perte désastreuse dans l'incendie de l'Hôtel de Ville en 1871, du premier atlas au 1/1000e des carrières souterraines dressé par De Fourcy (de 1856 à 1859), se soucia de la préservation de sa cartographie et de ses archives. Mais une étude démontra que si l'on évitait aux archives « le risque de la destruction – hypothétique – par les bombes, on leur faisait courir sûrement celui d'être irréparablement endommagé par l'humidité qui règne constamment dans les galeries. »

Mise en lumière et mise au point de la réalité des sous-sols parisiens pendant l'Occupation gilles.thomas@paris.fr p.7 / 19

Parmi les initiatives privées, notons celle du directeur des éditions Armand Colin qui s'était adressé en juin 1918 au Conseil municipal pour demander son avis sur l'utilisation des carrières pour abriter ses manuscrits. L'immeuble de cet éditeur, 103 boulevard Saint-Michel, avait été bâti sur une ancienne carrière de pierre à bâtir, située à 16 mètres de profondeur et dont la hauteur d'exploitation dépasse 3 mètres. Lors de la construction du bâtiment, les fondations ont été assises sur des massifs de consolidation au niveau des carrières qui avaient alors été remblayées de terre, « mais il suffit d'enlever cette terre pour obtenir de beaux vides, solides, capables de contenir une grande quantité d'objets... ». Émile Gérard, alors sous-inspecteur à l'Inspection des carrières, n'était pas complètement opposé à l'idée arguant qu'« il n'est pas interdit aux propriétaires d'immeubles situés sur les carrières de se servir de leurs souterrains pour y déposer les objets d'art ou de grande valeur, les peintures, dessins, manuscrits originaux, empreintes. » Mais il ne faut jamais oublier que l'humidité permanente d'une carrière souterraine est hautement incompatible avec la conservation du papier et autres matières putrescibles, sauf à y réaliser des travaux pour y installer des appareils de déshumidification et de chauffage qu'il faut maintenir en fonctionnement en permanence (ce qui présente un coût réhibitoire pour la plupart des initiatives de cet ordre).

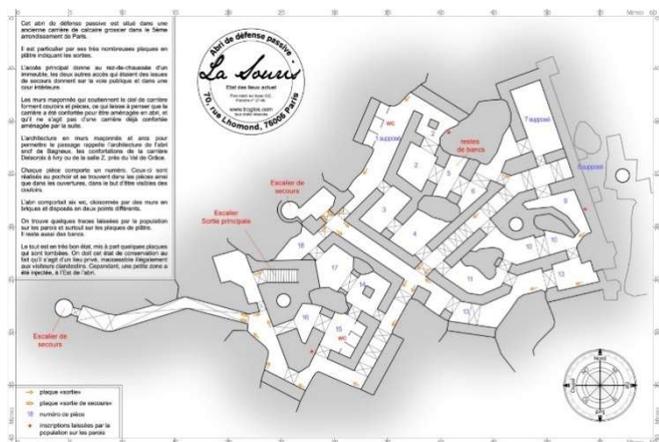
L'aménagement des anciennes carrières de Paris en abris publics, durant le premier conflit mondial, ne dépassa donc jamais, sauf cas isolés, le stade de la virtualité.

Aménagement et création de novo d'abris

Tordons là aussi le cou à certaines idées préconçues, contrairement à ce que l'on peut lire par-ci par-là, ce n'est pas à la fin de années 30's que des abris ont été construits ou aménagés sous Paris, a fortiori ils n'ont pas tous été construits en 1937. On en connaît dont les travaux commencèrent en 1934, cas du One Two Two, célèbre « Maison de Rendez-vous » de la rue de Provence, dont le constructeur avait eu l'idée de passer commande de 5000 boites d'allumettes pour en faire la

promotion et essayer de se trouver de nouveaux clients, susceptibles de suivre ce « bon exemple » impulsé par le propriétaire de l'établissement désireux de protéger sa précieuse clientèle. D'autres abris sont toujours en construction en 1945... après la date officielle de la fin du conflit !

À la veille du deuxième conflit mondial, dans les bâtiments dont la construction était en cours, on modifia parfois les plans pour y intégrer un abri, et l'on se mit à concevoir dès l'étude sur plan des abris dans les futurs projets.



Plan de l'abri Lhomond.

Arrêtons-nous maintenant sur trois cas d'abris aménagés en carrière, car emblématiques de la situation politique de l'époque et de l'état d'esprit de la population : l'Occupant, la Résistance et les Collaborationnistes. Par un raccourci simplificateur et totalement erroné, mais colporté sans vérification aucune dans la plupart des médias, voire des études universitaires sur le sujet, si sur le plan général du réseau de carrières couvrant les 5e, 6e, 14e et 15e arrondissement (dénommé Grand Réseau Sud) on peut observer de nos jours des abris relativement voisins mais d'occupation antagoniste, cela ne veut absolument pas dire que ce fut le cas pendant les cinq années d'Occupation que connut Paris. Il y a effectivement sous le lycée Montaigne un abri Allemand, sous la place Denfert-Rochereau un abri utilisé par le Colonel Rol-Tanguy chef des FFI, et sous l'école des Feuillantines un abri envisagé par Pierre Laval connu pour son rôle de Collaborateur avec l'Occupant, mais ce sont loin d'être les seuls en carrières dans le GRS.

Ces trois abris sont au départ des abris civils français, puis la défaite de la France fit qu'un certain nombre de bâtiments furent réquisitionnés et utilisés par l'armée d'occupation. En conséquence les abris construits sous les établissements qui changèrent d'affectation devinrent tous des « abris allemands », non pas des sites souterrains où l'Occupant se livrait à des exactions à l'encontre des civils, mais bien des refuges où il se rendait en cas d'alerte ou de bombardement, tout comme la population parisienne en parallèle. Ce fut le cas par exemple de l'abri sous les quais 2 et 3 de la Gare de l'Est dont la construction fut décidée le 20 juillet 1939, qui fut terminé tardivement (le 30 mars 1941 pour le gros œuvre, avec PV de réception définitive le 4

novembre 1941), et donc devint le Poste de commandement souterrain de la Gare de l'Est sous contrôle allemand : la *Bahnhofskommandantur*. Ou du lycée Claude Bernard (16e arrondissement), inauguré en 1938 avec son abri en béton, mais qui fut réquisitionné dès le 17 juin 1940 pour servir de caserne allemande puis pour loger à partir de 1942 un bataillon de la 4e *SchutzStaffel-Polizei Division* (une force de maintien de l'ordre), jusqu'au 23 août 1944.



Abri de DP sous la gare de l'Est. Cliché SNCF

L'abri Allemand en carrières

Le lycée Montaigne (Paris 6e) fut réquisitionné par les autorités d'occupation dès le 23 septembre 1940 pour les soldats de l'armée de l'air allemande, la Luftwaffe, cantonnés au voisinage immédiat du Haut Quartier Général de la Luftwaffe que le Maréchal Goering avait établi au Palais du Luxembourg ; l'ancien établissement scolaire est alors baptisé Florian Geyer Burg. Les petites classes et les 6e sont alors transférées dans l'école communale de la rue des Feuillantines (5e arrondissement), et dans les locaux de l'Alliance française, 101, boulevard Raspail. Sous l'école de la rue des Feuillantines sera alors aménagé un abri au niveau des carrières à partir d'août 1941. Le lycée Montaigne est lui aussi au-dessus d'anciennes carrières souterraines, fameuses par leurs premiers exploitants, les Chartreux dès 1257, carrières converties elles-aussi en abri anti-aérien aménagées par les Allemands en 1940-1943. Ce site porte, comme d'autres, toujours les stigmates de l'Occupation, mais les marquages allemands disparaissent de plus en plus sous les injures du temps et les dégradations de visiteurs irrespectueux et sans connaissances historiques, parmi ceux qui fréquentent les carrières souterraines de la capitale. Si l'on peut effectivement atteindre cet abri à partir des carrières / catacombes de Paris, les Allemands avaient envisagé le cheminement inverse, trois parcours débouchaient au niveau de trois sorties de secours : 73 rue Notre Dame des Champs, face au 92 rue Bonaparte, et 86 boulevard Saint-Michel 5, mais également dans un garage pour les camions militaires au 86 rue d'Assas, parcours qu'ils avaient isolés du réseau général des galeries par des fermetures à l'aide de panneaux fixes en bois. Le 21 août 1944 au soir, une colonne SS en retraite du front de Normandie était venue prendre quelques repos

au lycée Montaigne. Bien que le cheminement par les carrières ne posât plus de difficulté, suite au plan qu'avaient établi les docteurs René Suttel et Jean Talairach à la suite de nombreuses nuits blanches passées à arpenter les centaines de kilomètres souterrains, il ne fut pas question d'attaquer cette troupe affaiblie. Comme pour toute opération d'envergure pensée à partir des carrières pendant l'Insurrection (comme par exemple prendre d'assaut la prison de la Santé), cela ne dépassa pas le stade de la réflexion car l'étroitesse des galeries et l'exiguïté des puits à échelles rendent les actions de sortie et d'évacuation irréalisables sans pertes considérables, « les carrières étant utilisables uniquement comme refuge clandestin, dépôts d'armes et de matériel ou moyens de communication pour de petits groupes ou des individus isolés ». Quelques jours après la Libération de Paris, les docteurs Suttel et Talairach découvrirent d'ailleurs au pied de l'escalier de sortie de la rue Bonaparte un petit tas d'uniformes SS ; certainement des soldats sortis en habits civils par cet accès, profitant de la confusion générale régnant alors autour du jardin du Luxembourg, parmi les derniers bastions luttant contre les libérateurs.

5 À proximité de la tombe de Philibert Aspairt, le portier du Val-de-Grâce qui s'est perdu dans les carrières en 1793, dont on retrouva le squelette onze années plus tard et qui fut enterré sur place. Certains évoquent le fait qu'il soit mort à quelques mètres d'un escalier de sortie... mais cet escalier n'a été construit que 150 ans après. Tout comme la légende qui veut que Philibert soit mort dans les carrières parti à la recherche de bouteilles d'alcools et de liqueurs dans les caves à l'abandon des Chartreux, cette rumeur est basée sur le fait que près de la tombe (et donc de là où fut trouvé le corps) soit gravé « Rue d'Enfer sous le mur des Chartreux », juste une autre coïncidence de localisation.

L'abri des Feuillantines dit « abri Laval »



L'école des Feuillantines devint le « Petit Lycée Montaigne » suite à l'arrivée des élèves chassés de leur précédent établissement par contrainte de réquisition. En 1941, il fallut débousser la carrière sous l'école, autrement dit enlever les remblais issus de l'exploitation et qui comblaient les vides atteignant par endroit 4m50. Le gros œuvre sera terminé en juillet 1942, cet abri étant caractérisé par trois accès totalement différents par leur forme : un escalier à volées droites pour une utilisation par de jeunes enfants, un ancien escalier

hélicoïdal débouchant près de la rue des Feuillantines, et un puits de service à échelons dépendant de l'administration des PTT, utilisable uniquement comme sortie de secours après démolition d'un murage léger en briques. Le 17 mai 1943, il fut décidé que cet abri servirait « également » à la population du quartier manquant cruellement d'abris à partir de l'accès circulaire, mais en revanche plus aux élèves à cause d'un problème d'éclairage dans l'escalier droit, couvert de plus par des plaques en béton trop lourdes et donc difficilement maniables. Nouveau changement d'affectation à partir de février 1944, suite à une réunion entre le Secrétaire général du Gouvernement, le Préfet de la Seine, le directeur de la Défense Passive, des représentants ministériels et de services techniques de la Ville de Paris. Sentant le vent tourner, Pierre Laval venait de demander l'installation d'un Poste de Commandement gouvernemental dans le centre scolaire des Feuillantines 6, et donc le réaménagement de l'abri souterrain aux fins d'y faire installer des éléments de confort dignes des futurs utilisateurs.

Ce site est choisi pour les mêmes raisons qui rendaient intéressant l'abri du lycée Montaigne : le positionnement de l'abri au niveau des carrières permet de prévoir « un certain nombre de cheminements souterrains, avec des raccordements possibles, soit par les réseaux d'égouts, ou par des carrières, avec des artères souterraines de grande envergure comme le Métro ». Cela aurait permis d'y accéder en cas de bombardements intenses, et inversement des extensions auraient pu être atteintes par des liaisons souterraines à partir du PC central. En revanche, le secteur des ministères (essentiellement 7e arrondissement) étant hors zone de carrières, seul le métro ou les égouts pouvaient être envisagés, ce qui était d'ailleurs pensé par l'Ambassadeur du Reich à Solférino, qui avait étudié la possibilité d'installer une draine sur les voies du métro pour atteindre un point à partir duquel il pourrait pénétrer le Paris souterrain.

L'abri des Feuillantines étant désaffecté de sa destination initiale pour être aménagé en « abri de Commandement des Ministères » où un état-major d'une soixantaine de personnes aurait pu travailler, à partir de mai 1944 ce sont des caves des rues Gay-Lussac et des Feuillantines qui furent choisies pour s'y substituer, en attendant l'aménagement d'un nouvel abri dans une carrière à proximité pour le public : ce sera l'ensemble des vides sous le 77-79 rue Claude Bernard connu aujourd'hui des cataphiles sous le nom de « salle Z ». Le 14 février 1945, les travaux n'étaient toujours pas achevés, à cause de l'augmentation considérable de la masse de terrassements initialement prévus (des étaux de masse calcaire plus faibles qu'imaginé, en mauvais état et qu'il avait fallu retailler), de la masse des maçonneries prévues (les piliers de soutènement étaient aussi en mauvais état, et il fallait aussi les asseoir sur le bon sol, plus prévoir des maçonneries d'ouvrages anti-souffle), sans parler de la hausse des salaires entre mars et septembre 1944. Au final, cet abri désormais inutile, sera réceptionné le 19 décembre 1945 !

Pour la transformation de l'abri public des Feuillantines en un PC gouvernemental, cela avait nécessité des travaux supplémentaires d'assainissement, de

ventilation, de chauffage, d'éclairage, et l'apport « d'appareils divers pour permettre le confort indispensable à un séjour prolongé pour des occupants obligés de maintenir leur activité pendant les alertes », mais en « raison des circonstances », la Libération trop rapide de la capitale, il ne servit jamais pour le gouvernement Laval. Le groupe électrogène de l'annexe de la Mairie du 14^e avait à cette occasion été réquisitionné, et installé dans les carrières du Val-de-Grâce aménagées elles-aussi en abri pour l'hôpital au-dessus. Ce vaste site souterrain retentit régulièrement de l'écho de très nombreux tirs d'armes à feu, mais ces bruits insolites en ce lieu avaient une origine parfaitement identifiée : ni des échauffourées entre Allemands et Résistants, encore moins des exécutions de personnes, mais tout simplement des entraînements au tir organisé pour et par la Résistance de la police.

L'abri Laval fut alors déséquipé à partir de mai 1945, afin d'éviter que le matériel et les accessoires ne se dégradent à cause de l'humidité ambiante des carrières, d'autant plus qu'en cette période post-Libération, la population manquait encore de tout. Mais des petits malins avaient déjà commencé à se servir, une armoire ayant été fracturée et une partie de l'outillage qu'elle renfermait avait déjà disparu.

L'abri des FFI, parfois appelé « abri Rol-Tanguy »

Sous la place Denfert-Rochereau, il existe effectivement un abri qui fut utilisé par le colonel Rol-Tanguy, ou plus exactement deux abris non pas jumeaux mais simplement frères, un sous chacun des anciens pavillons d'Octroi de la Barrière d'Enfer. Dans un article publié en 1936 dans la revue La Nature, est déjà évoqué un projet d'abri civil sous le square Froidevaux pour 1200 personnes, tout comme sont dessinés dans d'autres études d'architectes de monumentaux abris en carrière : 3000 places sous la place Pinel (13^e arrondissement) ou deux garages abris pour la Préfecture de Police dans le même arrondissement, accessibles par de longues rampes (pour garer 300 voitures sous la rue Jenner et le boulevard de l'Hôpital).

Dans chacun des cas, ses sites sont retenus pour leur profondeur, une vingtaine de mètres, ce qui les fait résister à toutes les bombes connues à l'époque, ce qui n'est désormais plus le cas [8](#).

Les abris qui furent réalisés sont plus modestes et changèrent également d'affectation. Sous le bâtiment oriental de la Barrière d'Octroi (actuelle entrée pour la visite du musée des Catacombes) se trouve un abri administratif donc étanche au gaz, autrement dit réservé au personnel du bâtiment situé au-dessus. Sous le pavillon occidental (à la fois ancienne et future entrée de l'Ossuaire municipal [9](#)) se trouve un abri qui fut dès sa création et pendant toute l'Occupation, dévolu au personnel des Services techniques de la ville de Paris travaillant au-dessus, et entre autres au Service des Eaux et de l'Assainissement. Mais cet abri connu un destin beaucoup plus glorieux que les centaines d'autres abris administratifs de Paris, car il accueillit l'état-major régional des Forces françaises de l'Intérieur (les FFI) pendant les dernières journées de

L'insurrection parisienne.

[8_ Les obus Röchling testés à la fin de la guerre étaient déjà capables de creuser 30 mètres de craie marneuse suivis de 40 cm de béton armé avant d'exploser !](#)
(<http://derelicta.pagesperso-orange.fr/aubin3.htm>).

[9_ Car à la suite d'une réaffectation de l'usage des bâtiments, le pavillon Ouest va devenir le nouveau musée de la Libération de Paris, en lieu et place des deux musées peu fréquentés de la dalle Montparnasse : le Musée Jean Moulin et le Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque.](#)
[10 « Rol-Tanguy », 768 pages de biographie par Roger Bourderon \(© Tallandier 2004\).](#)

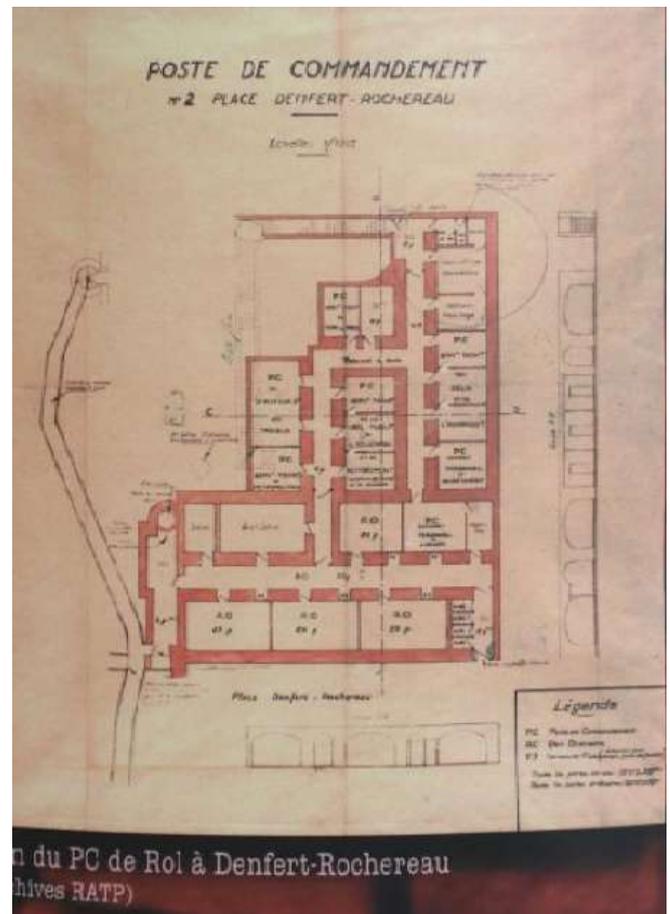
À partir du 20 août 1944, les hommes du colonel Rol-Tanguy (à la tête des FFI depuis juin) s'y installèrent, conjointement au personnel municipal qui continuait d'y poursuivre sa mission pendant les alertes. Pour passer de l'immeuble du Service des Eaux de la rue Schoelcher à cet abri à 20 m sous la place Denfert-Rochereau (et non 26 comme transmis d'article en article), Rol et ses agents empruntèrent un « puits de service » (selon ses souvenirs) ... qu'il convient d'interpréter par un escalier en colimaçon et non par « *des barreaux scellés dans sa paroi, comme ceux des bouches d'égout* [10](#) ». Le choix de cet emplacement ne doit rien au hasard : cet abri avait été indiqué à Rol par M. Tavès, chef du Bureau des projets de la Ville et Résistant depuis fin 1942, et mis à la disposition de Rol par le général Bloch-Dassault qui était alors au Comité directeur du Front national. Cet abri était aussi relativement bien positionné sur la route qu'emprunteraient certainement les alliés pour entrer dans Paris, mais surtout il possédait son propre central téléphonique relié au réseau des égouts, ce qui le rendait indépendant et permettait de doubler le standard de surface des PTT. De plus, grâce à un ingénieur du métro, le capitaine Réa, ce standard téléphonique souterrain fut également relié au réseau métropolitain ; il était donc en communication avec 250 postes dans Paris et la Région parisienne, dont la Préfecture de Police. Et comme dans les deux cas précédents, les communications avec les carrières offraient un certain nombre de voies de replis et d'innombrables sorties de secours. Mais si cet abri est bien établi au niveau des carrières [11](#), ce n'est pas véritablement à partir des catacombes que Rol-Tanguy dirigea l'Insurrection parisienne ; même si l'on peut communiquer aisément de l'un à l'autre, l'ossuaire municipal est à plusieurs centaines de mètres de là [12](#). L'usage des carrières comme moyen de déplacement avait parfaitement été mis en évidence par le travail de relevés de Suttel et Talairach, puisqu'au cours de leurs très nombreuses pérégrinations souterraines, ils ne furent confrontés qu'une seule fois à l'apparition d'une lumière au loin, sous le 14^e arrondissement d'ailleurs (précisément sous la rue Humboldt).

Dans son livre de mémoire « Catacombes et carrières de Paris », René Suttel évoque sa première rencontre avec Rol-Tanguy, sans le savoir car il portait alors un autre pseudonyme. Suttel était alors en pleine période de relevé souterrain des galeries de carrières, en espérant que le plan final pourrait servir à la Résistance : « Au début de l'année 1944, nous fîmes connaissance par l'intermédiaire d'un réseau de résistance de la Presse, d'un groupe intéressé par l'utilisation des carrières. Quelques jours plus tard, un homme disant s'appeler Morel nous demanda de les lui faire visiter. Ce Morel, nous l'apprîmes plus tard, n'était autre que le colonel Rol-Tanguy ». C'est d'ailleurs au cours de cette visite que se déroula l'incident évoqué immédiatement supra. Les indications portées sur le plan 13 étaient pensées pour pouvoir permettre à un néophyte de circuler en se basant sur des repères visuels (des indications de plaques gravées, des graffitis faciles à identifier comme une couronne, un tambour surmonté de ses baguettes, une tête coiffée d'un chapeau pointu, etc.), et donnaient précisément les débouchés des sorties (au 42 boulevard Pasteur devant la laiterie parisienne ; ou pour la place Falguière, devant la pharmacie par une trappe à charnière, ou devant le n°5 derrière l'avertisseur de police, aussi en face de Philippon au n°95, etc.). L'exposition inaugurée le jeudi 18 juin dans la salle Saint-Jean de l'Hôtel de Ville apporte un élément totalement ignoré jusqu'à ce jour : la possession par la famille Rol-Tanguy d'un plan dressé par le docteur Suttel, non pas la réalisation finale mais une version antérieure et partielle. Quelques différences entre les deux : les galeries sous le Val-de-Grâce sont à peine ébauchées, la boucle sous l'école des Mines est incomplète, le « bunker » allemand y est absent.

Bien que ce site ait été parfaitement connu des Occupants 14, afin de ne pas attirer l'attention sur l'agitation qui y régna pendant ces cinq journées cruciales qui se terminèrent par la reddition des Allemands le 25 août 1944, les accès utilisés étaient soit le puits à échelons de la gare de Sceaux, soit l'escalier de la rue Schoelcher.

Sage précaution puisque le 22 août cette gare du RER fut attaquée en vain par les Allemands. C'est donc de ce site que furent rédigés et tapés les communiqués quotidiens du genre « Paris se bat », ou « L'appel aux barricades » du 22 août, avant d'être affichés partout dans Paris.

Le 25 août, Paris étant définitivement libéré, cet abri souterrain qui fut bien utile ne s'avéra plus nécessaire, Rol-Tanguy s'établit alors en surface, et choisit pour se faire dès le 28 août... l'école des Feuillantines.



Abri de Rol-Tanguy, chef des FFI.

Une FFI sous les ordres de Rol-Tanguy, raconte dans son journal de souvenirs : « Je suis affectée rue de l'Université dans le 7e, à côté du Ministère de la Guerre dans un hôtel réquisitionné. L'avantage, c'était agréable ; ça changeait du central téléphonique installé dans les catacombes ! Et même de celui de l'école de la rue des Feuillantines... Là, des couloirs avec tapis, des chambres très belles, pas de lits, des bureaux et cabinets de toilette. »

L'abri de Denfert venait de gagner pour la postérité son surnom d'abri FFI ou « abri Rol » ce que celui-ci s'empressa d'écrire à la craie au niveau d'un des accès souterrains, pour le documentaire à chaud reconstituant les événements qui venaient de s'y dérouler, et qui fut tourné en septembre 1944 (visible sur le site Internet de l'INA). Si pour les 60 ans de la Libération de Paris, la RATP ajouta au nom de la station de Métro Denfert-Rochereau la précision Colonel Rol-Tanguy en son hommage, signalons que le changement de plaques ne fut effectué que sur les quais de la ligne 4, la ligne 6 passant juste au-dessous fut oubliée, ce qui rend cette station unique, avoir deux noms différents en fonction de la ligne sur laquelle on se trouve (sans parler des quais du RER qui sont encore plus loin puisque de l'autre côté de la place). « Denfert-Rochereau Rol-Tanguy », une station éminemment parisienne et définitivement inscrite dans la grande Histoire de la capitale, tandis que non loin de là, pendant l'Occupation la station de RER Luxembourg faillit être un abri servant à une population ennemie, car réclamé par l'armée allemande pour son personnel. Cela aurait donné un

abri tout à fait ordinaire, au détail près qu'il n'aurait pas été d'une profondeur jugée comme suffisamment protectrice, mais cela ne changea en rien l'opinion de l'armée allemande qui demanda à plusieurs reprises que lui fut réservée cette gare.

11_ Il est à noter que deux plaques commémoratives similaires dans les rues de Paris pourraient faire presque croire à un don d'ubiquité de Rol-Tanguy, car localisant cet abri dans deux endroits distants de plusieurs centaines de mètres : l'une rue Schoelcher (inauguré récemment car en février 2013), l'autre place Denfert-Rochereau. Sur la plaque de la rue Schoelcher, il aurait été plus judicieux d'écrire « C'est à partir des sous-sols de ce bâtiment que Rol-Tanguy gagna l'abri de la place Denfert-Rochereau d'où il coordonna l'insurrection de Paris... » tandis que place Denfert-Rochereau le terme Abri aurait mieux valu que celui de Souterrain.

12_ La confusion provient de l'usage erroné du vocable « catacombes » pour désigner l'ensemble des anciennes carrières souterraines de la Ville de Paris, et non pas uniquement l'Ossuaire municipal.

13_ Au détriment de sa réalité topographique : sur le plan la partie sous le cimetière Montparnasse est quasiment méconnaissable, et la galerie PTT du boulevard Saint-Michel sinue alors qu'elle est parfaitement linéaire.

14_ Contrairement à ce que l'on peut encore lire ici ou là dans certains articles journalistiques voulant rappeler ces heures glorieuses de l'histoire de Paris

Les autres réseaux souterrains : métro – égouts

Si des abris ont été aménagés dans les caves, voire exceptionnellement dans les carrières, il y eut aussi d'autres sites souterrains retenus pour cet usage : des portions de l'ancien aqueduc d'Arcueil par exemple (au moins deux : dans le jardin de l'hospice de La Rochefoucauld et sous le parking d'un particulier), ou des égouts désaffectés (cas de l'hôtel de la Monnaie). Mais craignant un usage des égouts par un ennemi fourbe voulant utiliser cette voie de circulation pour pénétrer dans Paris, en décembre 1937 une lettre du Préfet de Police au Ministère de l'Intérieur signalait « la possibilité d'utiliser les galeries des égouts pour commettre des attaques et des attentats, soit contre les Ambassades, soit contre des Établissements occupés par les Services Publics. » Pour y remédier, il était conseillé de renforcer le murage trop léger séparant les établissements sensibles du réseau d'égouts, en y ajoutant un mur en ciment armé de 40 à 50cm d'épaisseur.

Au contraire, au moment de l'Occupation, le réseau des égouts fut plutôt utilisé pour y faire circuler des individus ou y faire disparaître des objets compromettants. Le 18 novembre 1942, au cours de travaux de nettoyage au carrefour boulevard Auguste Blanqui / rue Vulpian des égoutiers découvrent 50 revolvers à barillet, 24 pistolets automatiques, 2 grenades vides, 13 obus de 37 m/m chargés, 9 obus de 37 m/m non chargés, 1 obus de 28 m/m chargé, 5 poignards, 1 poing américain, 1 bombe à ailettes et 15 baïonnettes, plus des débris

correspondants à des morceaux ou à des pièces détachées de fusils (culasses, canons et pistolets, etc.), le tout inutilisable à cause d'un séjour prolongé dans l'eau. Tandis que, si dans le rapport du 24 juillet 1944 du Commandement FFI Île-de-France concernant la « Situation militaire de l'armée allemande en France en date de fin juin 1944 », par l'indication que les Allemands « ont effectué d'importants retranchements dans les égouts », peut-être convient-il de comprendre dans les catacombes à savoir les carrières, ce que pourrait laisser penser un plan trouvé sur un soldat allemand le lendemain de la Libération de Paris (propriété d'une collection particulière)

« Pour nos groupes OS (= Organisation spéciale) de Paris, les premiers ravitailleurs en armes ont été les égoutiers. Les ateliers du service municipal des égouts dans le XVIIIe arrondissement, le XVIe, le XIVe, le Xe livraient chaque semaine un certain nombre de revolvers, de poignards ; toutes ces armes n'étaient pas utilisables, certaines étaient détériorées. Puis, et cela souvent, lorsque nous avions les armes, elles n'étaient pas accompagnées des munitions correspondantes ; néanmoins, cette activité a constitué pour la Résistance à Paris l'une de ses premières dotations en armement. À propos de cette activité de la première heure, on doit honorer le nom de deux ouvriers du service des égouts de Paris : Édouard Mauray, militant communiste, dont l'action dans ce domaine fut réellement héroïque et Georges Blot qui, à lui seul, nous avait procuré cinq ou six revolvers en bon état ; cela avait alors une valeur que les mots ne peuvent exprimer. » 15

15 « Buchenwald : du martyre à l'insurrection » Marcel Paul (Plon - 1968 ; collection Histoire de notre temps)

Mais ce qui est sûr, est que lors des combats liés à la Libération de Paris, les égouts sont envisagés dans différents plans. En juillet 1944, dans le cadre de la préparation de l'Insurrection, les Services techniques de la ville étudient la possibilité d'inonder des ouvrages allemands au moyen des égouts (Ministère de la Marine, Hôtel Majestic, l'Opéra, porte Dauphine), ou pour empêcher les occupants de passer souterrainement d'un site à un autre de la même zone, afin de les obliger à circuler à ciel ouvert. Ce procédé présente en fait un certain nombre d'impossibilités à cause de différences de niveaux, ou pour le réduit de la place de la République, lequel est mis en relation avec les galeries du Métro, et dont les communications sont pour cela à l'abri des inondations. Le 23 août 1944, c'est la possibilité d'introduction d'hommes et de munitions par les égouts à la Préfecture de Police qui est retenue :

- soit il est possible de circuler à l'air libre entre le quai de la Mégisserie et la Préfecture. Dans ce cas, les hommes pouvaient descendre par groupe de 10 par l'entrée du kiosque des égouts du 64, rue de Bretagne (square du Temple), et circuler dans le collecteur Sébastopol ;
- sinon il faut utiliser les égouts jusqu'à la Préfecture de

Police. Mais à cause de la traversée de la Seine par l'égout du Pont-Neuf qui est très bas de plafond, le débit devait être dans ce cas réduit à 100 hommes par heure au maximum, par colonne de 50 hommes.

Quoi qu'il en soit, la descente pouvait toujours se faire par des regards dispersés dans Paris, et comme il y en a plus de 35 000, soit un tous les 50 mètres, cela ne devait pas être un souci. Dans tous les cas, la grille du sous-sol de la Préfecture de Police et donnant sur l'égout du parvis de Notre-Dame devait être ouverte et gardée au moment de l'opération. Inversement, il était prévu d'organiser des patrouilles spécialement dans le but de découvrir et d'arrêter toute personne qu'elles que soient ses qualités, qui pénétrerait, tenterait de pénétrer ou sortirait d'un regard sans être muni de l'autorisation précitée, ceci afin de prévenir tout attentat. Puis, la guerre terminée, les égouts, à défaut de retrouver leur tranquillité, furent à nouveau utilisés pour faire disparaître des souvenirs compromettants. Le 3 décembre 1947, à Bois-Colombes, on trouva des grenades à manche (donc certainement allemandes) sous deux bouches d'égout où elles venaient d'être jetées.

Le métro servit de refuges pendant les alertes, mais il put aussi être utilisé pour gagner un abri situé à une distance trop grande avec lequel il pouvait communiquer. L'abri A de l'Hôtel de Ville, un abri collectif sous la cour Sud, devait aussi accueillir le personnel de la Police économique (= répression des Fraudes) située à 200m ; or l'entrée de la station de métro ligne 11 avenue Victoria (entre les rues Adolphe Adam et Saint-Martin) communiquait avec cet abri A. En mai-juin 1944, il fut demandé en vain que cette entrée soit maintenue ouverte pendant les alertes, car les communications entre l'abri et le garage du métro L11 en avaient été bouchées.

Lors des alertes, le courant de traction était bien évidemment coupé afin de permettre aux réfugiés de descendre sur les voies et d'augmenter ainsi la capacité d'hébergement (voir l'illustration représentant la même chose en 1918). Avec la même précaution d'absence de risque électrique, les tunnels du métro permirent aussi des déplacements piétonniers à l'abri des combats de la surface, principalement lors des dernières batailles d'août 1944. Le sous-sol de la Préfecture de Police était relié à la station Cité par une galerie qui permettait des mouvements de troupes en toute discrétion. Cette galerie, étant oubliée par les autorités d'occupation, le contact put être maintenu par la Résistance avec tous les points de Paris par les tunnels du Métropolitain. Alors que les Allemands bloquaient les portes de la Préfecture, les agents de liaison pouvaient tout simplement s'éclipser en descendant dans le tunnel. Les Allemands tentèrent eux aussi de passer par le métro pour prendre les insurgés à revers, à Gare de Lyon, Vincennes, Kléber, Étoile ou Porte de Saint-Cloud. Mais ce sont les insurgés qui contrôlaient physiquement le souterrain (par leur présence et en y contrôlant l'éclairage), que des FFI empruntèrent pour renforcer les groupes qui occupaient la Préfecture de Police. En plongeant les tunnels dans le noir quand le danger se faisait sentir, il arriva que des Allemands se tirent dessus, et parfois les sous-stations électriques rétablissaient inopinément mais opportunément le

courant sur leur passage ; cela enrayait leurs tentatives et les dissuadait de les renouveler.

... et *Paris ne fut pas détruit*, de Pierre Taittinger (© L'élan – Témoignages contemporains 1948).

Après la Libération, un contrôle de la sécurité des tunnels fut organisé, particulièrement ceux passant sous la Seine, afin de s'assurer qu'ils n'avaient pas été piégés, en rapport avec l'ordre émanant d'Hitler de détruire Paris. Cette politique de l'herbe rase non seulement n'eut pas lieu, mais très rares sont les endroits où il fut trouvé des charges explosives. Les sous-sols continuèrent néanmoins pendant encore quelque temps à faire parler d'eux. Le 31 août 1944, les sœurs du dispensaire de la rue Georges Bizet (16e) demandèrent l'intervention de la police. Entendant chaque nuit des bruits dans le sous-sol, elles pensaient qu'ils provenaient des souterrains creusés par les Allemands pour relier le 54 avenue d'Iéna, anciennement occupé par les SS, à l'hôtel Majestic. Elles craignaient que des soldats ennemis ne s'y trouvent encore. La veille, le Ministère des Colonies avait exigé les mêmes contrôles dans les « Catacombes »

Des sous-sols fondateurs de la ville aux sous-sols régénérateurs

Les trois forces en présence à Paris pendant les cinq années que dura l'Occupation utilisèrent les sous-sols, au niveau des carrières, mais on ne peut pas dire qu'ils occupèrent concomitamment des abris voisins. Et de toutes manières, il n'y eut aucune rencontre dans le réseau des carrières entre les ennemis de l'époque. Les sous-sols où ils se côtoyaient régulièrement, ce fut le réseau métropolitain utilisé pour leurs déplacements, réseau restreint quant au nombre de stations ouvertes par manque de personnel, mais également par restriction de l'électricité.

Et si la Libération de la capitale s'éleva bien en partie de ses sous-sols, il est coutume de dire par un raccourci simplificateur que c'est depuis son poste de commandement établi dans les Catacombes que le colonel Henry Rol-Tanguy coordonna l'Insurrection. C'est en partie vrai, mais on a vu que la réalité est un peu plus complexe : c'est bien au niveau des catacombes, mais nullement dans l'ossuaire lui-même, et uniquement pendant cinq longues journées. En tous cas, les différentes forces en présence – Résistants, Allemands et Collaborateurs – envisagèrent d'utiliser les carrières, éventuellement pour se déplacer, surtout pour s'y abriter, avec plus ou moins de réussite.

Quoi qu'il en soit, si les entrailles de la ville sont à l'origine de sa naissance et de ses richesses architecturales, elles sont aussi fortement impliquées dans la renaissance de la ville après cinq années passées sous le joug de l'occupant allemand. D'autant plus subtilement et subrepticement que pour établir et renforcer des barricades pendant les journées de l'Insurrection, les sacs de sable de la Défense Passive servirent à la « défense active » !

« ...et le monde entier a tressailli quand il a su que Paris émergeait de l'abîme et que sa lumière allait de nouveau briller. » De Gaulle, discours du 29 août 1944.

Bibliographie :

« Les bombardements de Paris (1914-1918). Avions – Gothas – Zeppelins – Berthas », par Jules Poirier (© Payot 1930) ;

« Conseil municipal de 1936 : Proposition (n°152 – 7 pages) Tendant à l'utilisation des anciennes carrières souterraines pour la protection de la population parisienne contre les attaques aériennes » (déposée par M. Calmels. Conseiller municipal) ;

« Note (n°168 – 4 pages) Sur les différents types d'abris pour la défense aérienne du territoire » (note faisant suite à la proposition n°152 de M. Calmels sur les abris souterrains) ;

« Les carrières souterraines de Paris peuvent-elles être aménagées en abri ? » La Nature (1er avril 1936 – n°2974 tome 1 p. 299-307), par Pierre Devaux, ancien élève de Polytechnique ;

« Notre Métro » Jean Robert (autoédité en 1967 puis nouvelle version en 1983) ;

« Les carrières de Paris pendant l'Occupation allemande » (Alain Clément), p.39-44 de Liaison Sehdacs (1985 n°5) ;

« Catacombes et Carrières de Paris ; promenade sous la capitale », par René Suttel (édité en 1986 par la SEHDACS, puis en 1993 par le PICAR) ;

« Rails et pavés. Paris, août 1944 (Récit d'événements vécus) » Pierre Patin (© La pensée universelle - 1994) ;

« Libération de Paris / Les cents documents », par le Colonel Rol-Tanguy & Roger Bourderon (avant-propos de Jacques Chaban-Delmas) © Hachette 1994 (collection Pluriel)

« Les anciennes carrières de Paris, archives : Projet d'utilisation des carrières pendant la Grande Guerre » par Georges Mantoy, p.47-50 de Liaison Sehdacs (1998 n°13) ; « Utilisation des carrières pour la protection des Parisiens lors des grandes guerres » par Alain Clément, p.51-58 de Liaison Sehdacs (1998 n°13) ; « Atlas du Paris souterrain », ouvrage collectif sous la direction d'Alain Clément et Gilles Thomas © Parigramme 2001 (récompensé par le Prix Haussmann 2002) ;

« La guerre des crayons », par Manon Pignot (Parigramme 2004) ;

« Rol Tanguy », par Roger Bourderon (Taillandier 2004) ;

« Je me souviens du 14e arrondissement », par Sylvie Bonin et Bernadette Costa (Parigramme 2005) ;

« Engagé volontaire. Roger Bournaud (collection Ma Résistance) », récit par Nicolas Duffour. (Gilbert Clarey 2005) ;

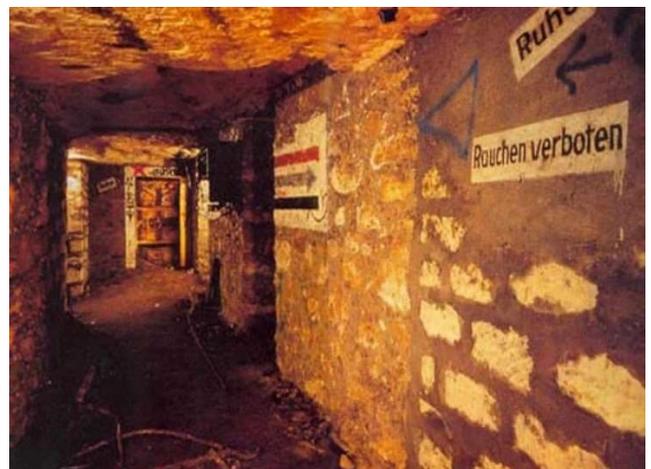
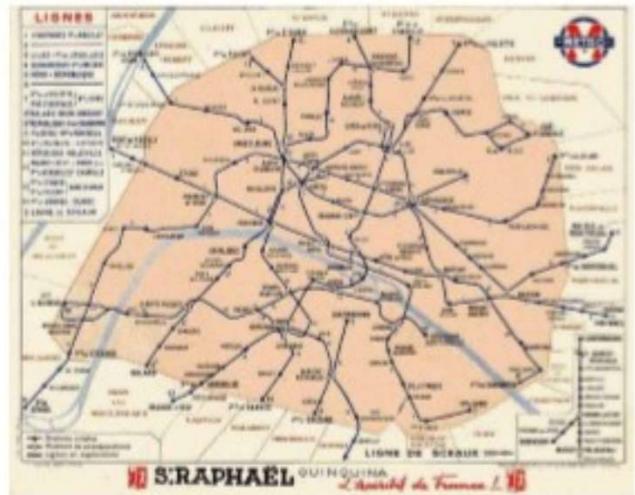
« Le lycée Claude Bernard sous l'Occupation », par Nicole Rizk (professeur d'histoire et de géographie au lycée Claude Bernard), décembre 2011 ;

« Paris dans la Grande Guerre », par Manon Pignot (Parigramme 2014) ;

« Abris souterrains de Paris. Refuges oubliés de la Seconde Guerre mondiale », par Gilles Thomas (photographies Diane Dufraisay-Couraud) (Parigramme – avril 2017).

Les carrières de Paris sous l'Occupation : http://ktakafka.free.fr/F_2GM.htm

Auteur : Gilles Thomas



Abri allemand sous le lycée Montaigne, occupé. Sur les murs des recommandations : interdiction de fumer, silence. (Atlas du Paris souterrain)



Salle des soins de l'abri. (Atlas du Paris souterrain)

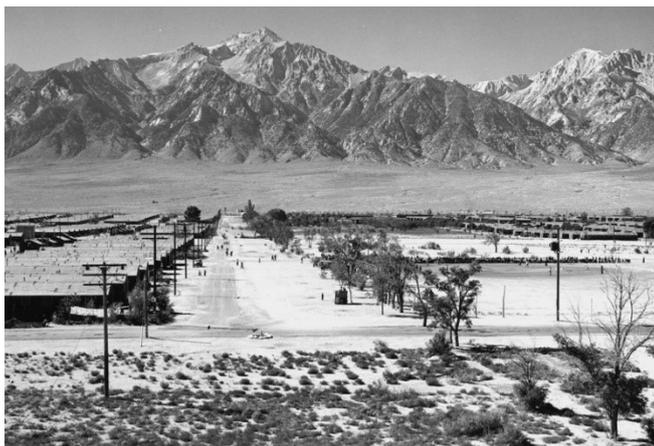
12 : Le bataillon perdu

The Lost Battalion (Le bataillon perdu)

Naissances des *100th Infantry Battalion* et *442nd Regimental Combat Team¹* (RCT).



Après l'attaque de Pearl Harbor en décembre 1941, les immigrants d'origine Japonaise vivant aux États-Unis sont devenus, pour le gouvernement de ce pays, des ennemis potentiels, un danger pour la sécurité intérieure. En conséquence, applique-t-on à leur égard un régime particulier de ségrégation. Qu'ils soient devenus citoyens américains ou non, ils reçoivent l'ordre de quitter leur lieu de résidence dès le 1^{er} avril 1942. En vertu du décret du 18 février de cette même année (*Executive Order 9066*), ils sont recensés, regroupés et internés. Cet internement est réparti dans dix camps² et durera jusqu'à trois années. On compte environ 128 000 personnes d'origine japonaise, vivant aux États-Unis, touchés par cette mesure.



Le camp d'internement de Manzanar, Californie, en 1943. Document : www.slate.fr

Issus de ces camps d'internement, de nombreux jeunes sont désireux de servir leur pays d'adoption. Ils réclament le droit d'aller se battre pour le défendre. Des unités sont alors constituées au camp Shelby (Mississippi), à partir du 1^{er} février 1943, avec les volontaires japonais de seconde génération.

Ce sont les *442nd Infantry Regiment*, *522nd Field Artillery Battalion* et *232nd Combat Engineer Company*. Ces unités seront instruites par des soldats d'origine japonaise déjà en service dans l'armée américaine au moment de l'entrée en guerre.

On compte 33 000 « *Nisei* », immigrés de seconde génération, qui participeront à la guerre.



Artilleurs Nisei du *552nd Field Artillery Battalion*. Document : encyclopedia.densho.org.

Le *100th Infantry Battalion* est la première unité d'origine japonaise levée au sein de l'*US Army* au cours de la Seconde Guerre mondiale. Elle a pris naissance à camp Shelby (Mississippi). Le 11 août 1943, il est envoyé Hawaï le 5 juin 1942 en tant que « *Bataillon provisoire d'infanterie* ». Les soldats incorporés dans ce bataillon sont issus de diverses unités de la garde nationale hawaïenne. Le bataillon est transféré en juin 1942 au camp Mc Coy (Wisconsin) puis en Afrique du nord et débarque à Oran, en Algérie. Le 22 septembre 1943, c'est à Salerne, en Italie, qu'il prend pied, rattaché au *133rd Infantry Regiment (34th Infantry Division)*. Le 10 juin 1944, il rejoint le *442nd RCT* en Italie et le complète comme premier des trois bataillons régimentaires. Le 2 août 1944, il reprend sa dénomination initiale de *100th Infantry Battalion* (Bn) pour préserver son histoire et ses traditions.



Hommes de la *E/100th Infantry Battalion* en Novembre 1943 en Italie.

Document : www.goforbroke.org/

Le 24 janvier 1944, il est engagé dans la bataille de Monte Cassino où il subit de très lourdes pertes. Il obtient là, pour ses soldats, la réputation de « *Petits hommes de fer* ». Il est mis au repos, puis dès que les renforts ont compensés les pertes, il est redéployé le 26 mars 1944 sur la tête de pont d'Anzio.

En septembre 1944 il est présent sur le théâtre des opérations des Vosges.

Combats pour la prise de Bruyères et de Biffontaine

Le 1^{er} septembre 1944 les Alliés s'approchent de Bruyères en Vosges, repoussant les forces allemandes, Gestapo, *Waffen SS*, milice française mêlées. Pierre MOULIN cite dans son livre « *US Samourais en Lorraine* » : « *Le Sipo-SD de Lyon, responsable de l'arrestation des chefs de la résistance française en 1943, se trouve au grand complet dans la cité de l'Avison. Werner KNAB, Klaus BARBIE, Harry STENGRITT, KRÜL. Les collaborateurs du PPF de DORIOT avec à leur tête, Marcel BERGIER, Charles MARANDIN* ».



Le 442nd RCT dans les Vosges.

Document : www.abmc.gov

La 36th Infantry Division du Texas (141th 143rd Texas), commandée par le *Major General* John DAHLQUIST, est engagée dans les combats pour prendre Bruyères, qui reçoit pour le prix de sa libération un déluge de 35 000 obus. Le 442nd RCT *Nisei*, y sera rattaché ainsi que le 100th Bn. Ces hommes sont en général de petite taille et trouvent quelques difficultés à s'équiper avec des vêtements standards US qui ne sont pas à leur mesure. Ce problème est un bien mince détail par rapport aux combats meurtriers au cours desquels ils seront engagés par la suite et qu'ils livreront toujours héroïquement ne faiblissant jamais. Ils ont été acheminés sur le front en renfort, une partie en train, l'autre en camion remontant la vallée du Rhône.

Sont engagés également dans cette offensive :

Le 179th Infantry Regiment (45th Infantry Division),
Une compagnie du 636th Tank Destroyer Battalion,
Une compagnie du 83rd Chemical Mortar Battalion,

Un escadron de chars du 752nd Tank Battalion
Des éléments du 36th groupe de reconnaissance, de la 88th compagnie sanitaire, du 111th Génie, et du 552nd Field Artillery Battalion.

Les troupes US progressent, souvent guidées par un FFI, enfant du pays. Le groupe FFI du secteur fournit en permanence des informations sur les positions des troupes allemandes et leur nombre. Certaines de ces informations communiquées seront déclarées par Pierre MOULIN : « *...d'une utilité stratégique vitale pour les jours à venir...* ». Les guides FFI qui les accompagnent sont : André VILLAUME, Jean DRAHON et Marcel BELLO (100th Bn); André FERRY et Henri MOUGEOLLE (2./442nd RCT) et Paul CHARPIN et Louis THURON (3./442nd RCT).

Après 10 jours de rudes combats, le 442nd RCT entre dans Bruyères le 18 octobre 1944. La ville n'est pas totalement libérée, l'ennemi résiste. A minuit c'est chose faite, le dernier point de résistance de la place Stanislas tombe.

L'Avison, une hauteur qui domine Bruyères, reste à prendre, il le sera le 19 octobre à midi. Des tentatives de l'ennemi pour le reprendre se manifestent par des infiltrations et des attaques mettant en insécurité deux bataillons du génie.

Le Pointhiaie est ensuite dégagé après une offensive des trois compagnies du 100th Bn. Les poches de résistance allemandes qui subsistaient sont provisoirement gelées en attente du résultat de cette offensive, elles seront plus tard anéanties.

C'est le 100th Bn qui passe à l'attaque pour la conquête de Biffontaine. Il occupe ce village après de violents combats mais se retrouve soudainement isolé. Les Allemands lancent de furieuses contre-attaques que les *Nisei* peinent à repousser. Les Allemands demandent à plusieurs reprises qu'ils se rendent, la réponse est à chaque fois négative.

Le 24 octobre, Le 442nd RCT et les 143rd et 141th IR du Texas viennent à la rescousse.

Le 1./141nd IR guidé par deux FFI de la région se dirige vers le sud-est avec des cartes d'état-major insuffisamment précises, en bordure d'une chaîne très boisée, escarpée, allant de Biffontaine jusqu'au-dessus d'une vallée située entre Gérardmer et Saint Dié. Il ne rencontre aucune résistance lors de sa progression au cœur même des lignes ennemies et pense avoir atteint très rapidement son objectif au milieu de l'après-midi. Il a laissé loin derrière lui le soutien des chars. Il s'est en fait égaré !



Position de Heavy Machine Gun dans les Vosges
(Photo : Pinterest.com)

Le 24 octobre les Allemands entreprennent alors une très furieuse attaque en tenaille isolant une partie du premier bataillon qui est alors coupé du reste des autres unités. Sur un effectif de 6 000 Allemands, troupes fraîches venues en renfort, 700 participent à l'encerclement des Texans. Ces derniers repoussent de nombreuses attaques allemandes mais se retrouvent très rapidement à court de vivres et de munitions, de médicaments, bloqués qu'ils étaient sur une crête, très exposés. Leur seul espoir de survie : s'enterrer dans de profonds trous individuels qu'ils recouvrent tant que faire se peut de rondins débités la nuit venue, à coups de poignards, dans le plus grand silence. Les snipers allemands sont attentifs au moindre bruit qui pourrait localiser les GI's. Les deux tentatives, exercées par les autres bataillons pour les dégager ont échoué. Cette situation fait grand bruit dans les plus hautes sphères du gouvernement américain. Il faut à tout prix sauver ce bataillon. Ses soldats sont les héritiers du légendaire régiment des USA, celui d'Alamo, constitué le 18 février 1823, lors de la révolution du Texas. « *IL faut le dégager sinon gare!* » menace le Congrès. Le Président Franklin D. ROOSEVELT est tenu informé des combats. Il est en pleine campagne électorale. Cette unité du 141th du Texas ne doit pas être anéantie sans que tout soit tenté pour la secourir.

Combats pour le sauvetage du Bataillon perdu.

Les hommes des 100th Bn et 442nd RCT sont choisis et engagés pour cette périlleuse mission, sauver « *The Lost Battalion* ». Ils sont fatigués, ils devaient être mis au repos après la prise de Biffontaine. Mais qu'importe, les braves et courageux « *Petits hommes de fer* » progressent dans la boue, le froid et l'humidité, gagnant leur avance mètre par mètre, progressant d'arbre en arbre, sur un terrain souvent miné, dans un épais brouillard. Les Allemands ont construit de nombreux barrages qu'ils défendent avec acharnement. Chaque barrage gagné est un acte supplémentaire d'héroïsme de la part de ces petits hommes qui n'hésitent pas à les prendre d'assaut. Les pertes sont énormes dans leurs rangs, les compagnies fondent comme neige au soleil

devant le feu ennemi et les obus qui explosent dans les branches des sapins, projetant d'innombrables éclats de bois décimant des unités. Les hommes du 111th *Combat Engineer Battalion* suivent cette lente progression, ils payent eux aussi un lourd tribut. Ils détruisent les barrages à peine conquis, ouvrent et consolident la voie. Ils sont soumis à des tirs d'artillerie continuels. Les véhicules d'approvisionnement et les blindés accompagnent avec beaucoup de difficultés cette lente progression sur des chemins défoncés, ravinés par une pluie incessante.

Les assiégés ont peine à croire à leur libération prochaine mais conservent le moral. Ils ont mis en commun tout ce dont ils disposaient pour une répartition équitable des vivres, cigarettes et munitions. Pour chaque attaque de l'ennemi, la riposte en dépense de munitions doit être mesurée. Il faut tirer au coup par coup. Le ravitaillement en eau est possible dans une rétention qui demeure très exposée le jour et qui est aussi utilisée par l'ennemi. Pansements et médicaments manquent cruellement. Le 29 octobre, trois avions parachutent des vivres aux assiégés, beaucoup tomberont dans les lignes allemandes.

Au cinquième jour de l'encerclement, les hommes du 442 RCT ne sont plus qu'à 900 mètres des Texans. Le col des Huttes est la dernière position tenue par les Allemands avant de réaliser la jonction.

Au matin du sixième jour, après un redoutable tir d'artillerie, les Allemands lancent une attaque qu'ils pensent être la dernière, celle qui réduira les assiégés. Celle qui fournira à GOEBBELS l'opportunité d'utiliser cette victoire pour alimenter sa propagande car il y croyait. Mal leur en prend ! Ils attaquent le point où justement est concentrée la majorité des armes lourdes des Texans qui tirent sur les assaillants au coup par coup certes mais à coups sûrs. Au cours de la bataille les GI's récupèrent sur les soldats allemands morts, les armes et munitions afin de renforcer leur défense. Une fois encore l'attaque est repoussée.

Les courageux petits hommes montent alors à l'assaut au cri de « *Banzaï!* » Après un terrible corps-à-corps à la baïonnette, ils assurent enfin la jonction tant attendue. Vingt-cinq seulement redescendront de la colline du Trappin des Saules, sur les 290 qu'ils étaient avant cet ultime assaut. Vingt-cinq est le nombre de *Nisei* valides, sur 800 hommes des compagnies I et K, partis sauver le *Lost Battalion*. La B/100th Bn a aussi subi de très lourdes pertes.

Malgré ces pertes importantes et l'épuisement des hommes, le 442 RCT demeurera sur place pendant encore 9 jours pour sécuriser le terrain conquis, ordre du général DAHLQUIST. Quand il aura été relevé, il aura perdu plus de la moitié de ses effectifs. Ce régiment, composé de soldats considérés au début de la guerre comme des descendants d'étrangers potentiellement hostiles aux Etats-Unis, finira la guerre comme l'unité la plus décorée de l'armée américaine avec 18 000 citations pour conduite héroïque !



Le mythe du « Lost Battalion » exalte l'art patriotique US (Photo : <https://www.eucmh.be>)

Après la guerre, de nombreux soldats du 442 RCT conserveront un amer souvenir du général DAHLQUIST. Ils ne comprendront pas que pour sauver l'effectif d'à peine un bataillon il aura fallu décimer une partie d'un régiment.

La plaque de bronze fixée sur le mémorial érigé en mémoire des courageux *Nisei* indique que l'encerclement d'une partie du 1./141st IR a duré quatre jours. Or après avoir mené une enquête auprès du JACL³ Californie et un de leurs correspondants locaux, Gêrôme VILLAIN, il apparaît que cette information est erronée. En réalité, l'encerclement s'est bien déroulé sur six jours comme il est dit dans ce texte.

Voici le témoignage de Monsieur Gêrôme VILLAIN :

« En effet, les Texans sont restés encerclés pendant plus de 4 jours... le 141st quitta le secteur de Belmont sur Buttant le 23 octobre 1944 vers 12h00, avec pour objectif les hauteurs de Vanémont, à environ 7 km de leur assembly area. En fin d'après midi du 23 octobre, ils rencontrèrent une poche de résistance allemande, au lieu dit, 'La Louvière' (hauteurs de Biffontaine) ce qui les obligea à rester sur leur position pour la nuit du 23 au 24 octobre. Au petit matin du 24, ils reprirent leur route en direction de leur objectif. Ils ne rencontrèrent que très peu de résistance mais arrivant sur leur objectif, la résistance allemande s'amplifia ... nous sommes le 24 octobre. Les ordres sont alors de faire demi-tour mais, entre-temps, les Allemands avaient intelligemment fermé tous les carrefours avec des road blocks. Tous, bien sûr, minés et défendus avec des MG42. Tout retour en arrière est donc impossible... ils resteront au Trapin des Saules du 24 octobre au 31 octobre ; cependant, le 100th Bn et le 3./442 RCT arrivèrent au Trapin des saules le 30 octobre vers 16h. Mais la nuit arrivant et le nombre de Texans blessés empêchèrent toute évacuation... »

Sources :

National Japanese American Historical Society
Moulin, Pierre, *US Samouraïs en Lorraine*

Auteur : Albert René Gilmet.

Notes de bas de page :

[1] *Regimental Combat Team* (RCT) : formation tactique interarmes de l'*US Army* organisée autour d'un régiment d'infanterie appuyé par un bataillon d'artillerie et divers détachements tels que génie, chasseurs de char et échelon médical. On ne commettra pas l'erreur de comparer le RCT aux *Kampfgruppen* allemands beaucoup plus souples tant dans leur composition que dans leur emploi tactique [NDLR]

[2] Gila River (Colorado), Granada (Colorado), Heart Mountain (Wyoming), Jerome (Arizona), Manzanar (Californie), Minidoka (Californie), Poston (Arizona), Rover (Arizona), Topaze (Utah) et Tule Lake (Californie).

[3] JACL : Ligue des Citoyens Japonais Américains